

ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS

ACTA JURIDICA ET POLITICA

Tomus IX.

Fasciculus 5.

Georges Antalffy
professeur à la Faculté de Droit

Conférences sur l'histoire des doctrines
politiques et juridiques

SZEGED

1963

Redigunt

GYÖRGY ANTALFFY, ÖDÖN BOTH, LÁSZLÓ BUZA, ISTVÁN KOVÁCS,
JÁNOS MARTONYI

Edit

Facultas Scientiarum Politicarum et Juridicarum Universitatis Szegediensis

Nota

Acta Jur. et Pol. Szeged

Szerkeszti

ANTALFFY GYÖRGY, BOTH ÖDÖN, BUZA LÁSZLÓ, KOVÁCS ISTVÁN,
MARTONYI JÁNOS

Kiadja

A Szegedi Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Kara
(Szeged, Lenin krt. 54.)

Kiadványunk rövidítése

Acta Jur. et Pol. Szeged

Felelős kiadó: Kovács István

Terjedelem: 6 A/5 fv. Megjelent 450 példányban
63-764 Szegedi Nyomda V.

I.

L'importance des études de l'histoire des doctrines politiques et juridiques dans le programme des facultés de droit.

C'est au cours du semestre 1961—62 notamment en connexion avec l'ouverture de la V.^e année des cours de cinq ans des facultés de droit, et selon les instructions de la réforme universitaire que pour la première fois des conférences traitant de l'histoire des doctrines politiques et juridiques ont été inscrites dans le programme.

a) Le but des conférences sur l'histoire des doctrines politiques et juridiques est de rehausser le niveau de la culture politique et juridique des étudiants, d'approfondir et d'élargir les résultats de leur formation idéologique dans le domaine de cette matière spéciale, et de résumer, en quelque sorte, les résultats de cette formation idéologique, afin qu'ils puissent les appliquer dans la pratique, lorsqu'il s'agit de soumettre à la critique des théories non-marxistes. En outre, il semble extrêmement important que les étudiants apprennent à connaître le legs politique et juridique qui a tenu un rôle certainement fort positif dans la formation de la doctrine et la pratique de la politique marxiste—léniniste.

b) Le sujet du cours doit être dans un rapport organique avec les connaissances déjà acquises par les étudiants. Cela se rapporte aux connaissances et à la routine acquises dans l'histoire de la philosophie, du matérialisme dialectique et historique, ainsi que du socialisme scientifique, aussi bien qu'à celles que les étudiants se sont appropriées lors des études relatives à la théorie constitutionnelle et juridique, et l'histoire de l'État et du droit hongrois et universel.

C'est que l'histoire des doctrines politiques en tant qu'une des branches des sciences théoriques et historiques des sciences morales et politiques, occupe une place particulière dans le cercle de ces dernières. Cette science doit — tout en jetant de la lumière sur les conditions sociales et historiques et le rôle primaire de leur ordre — indiquer les corrélations entre une doctrine politique et juridique s'étant formée dans une société et les vues politiques de la société donnée, la pratique politique et juridique, et elle doit, pas en dernier lieu, indiquer le rôle qu'elle assumera dans le développement des institutions politiques et juridiques, de plus, l'effet que le système des institutions politiques et juridiques exerce sur les doctrines politiques et juridiques.¹

¹ Conf.: Antalffy—Halász: L'histoire des doctrines politiques et juridiques jusqu'à l'apparition du marxisme. Dans la revue: Felsőoktatási Szemle, 1961, № 10 p. 613 et sqq.

La théorie marxiste relative à la base et la superstructure éclaire le rapport entre les institutions politiques et juridiques et les conditions de production ainsi que les thèses politiques et juridiques non seulement au point de vue de la logique, mais elle cherche à les représenter dans toute leur complexité, leur caractère historique, leur intensité et leur force vive.

Il est clair que sans la connaissance des institutions politiques (sociales et étatiques ainsi que juridiques) on ne peut pas faire siennes les doctrines selon la méthode marxiste. A côté de l'aspect théorique et historique, la connexion avec la pratique de la politique sociale est un trait non négligeable des études sus-mentionnées.² La nécessité de cette connexion fut reconnue déjà au début de la pensée politique moderne. C'est Spinoza qui a formulé la pensée: „Il est certain que les hommes d'État ont écrit bien plus pertinemment de l'État que ne le faisaient les philosophes”.³ *Tractatus politicus*, Cap. 1—2. §.

Cette pensée est d'autant plus judicieuse qu'après la victoire remportée sur la théologie, les doctrines politiques et juridiques furent considérées comme une théorie spécifiquement philosophique et que leur indépendance relative ne fut nullement reconnue; par conséquent la plupart des philosophes ont intégré leurs idées ayant trait aux opinions politiques, dans leur système spécial.⁴ C'était le cas même chez Hegel qui dans „*Grundlinien der Philosophie des Rechts* (Einleitung § 2) caractérisait la connexion entre la jurisprudence et la philosophie par les mots: „Die Rechtswissenschaft ist ein Teil der Philosophie”. Il s'ensuivait qu'il soumettait les questions relatives à l'État également à son système connu dans la philosophie (Cf. Engels: Feuerbach et la décomposition de la philosophie classique allemande).

Dans la science bourgeoise, les doctrines politiques et juridiques n'ont acquis leur indépendance relative qu'après l'apparition de la théorie des sciences positiviste,⁵ il y a toutefois lieu d'ajouter qu'elle était chargée des entraves caractérisant le positivisme bourgeois.⁶

Ce qui dans la science bourgeoise n'a pas moins troublé le rapport entre les doctrines politiques et juridiques et les autres sciences, c'était la conception de philosophie culturelle et d'histoire de civilisation surgie à la suite de Herder, conception qui avait atteint sa forme finale dans l'histoire des idées de Dilthey et qui, de nos jours encore, ne cesse d'être une tendance courante dans la digestion de l'histoire des doctrines politiques et juridiques de la science bourgeoise.^{7 8 9}

^{1/a} Arjanov, M. A., *Gosoudarstvo i pravo v ik sootnochenii*. Moskva 1960. 285 p.

² Van Dyke, Vernon: *Political science. A philosophical analysis*. London, 1960.

³ Catlin, Georg, E. G.: *The science and method of politics*. New York, 1937. 360 p.

⁴ Stoffes, J. P.: *Die Staatstheorie der Modernen auf der Grundlage der kulturphilosophischen Zeitideen*. Freiburg im Breisgau, 1925. 169 p. Bibl.: XI—XV.

⁵ Schmandt, H. J.: *A history of political philosophy*. Milwaukee, 1960.

⁶ Prelot, M.: *Histoire des idées politiques*. Paris, 1957. 637 p.

⁷ Montaner, A.: *Der Institutionalismus als Epoche amerikanischer Geistesgeschichte*. Tübingen, 1948. 155 p. Bibl.: pp. 147—152.

⁸ Sabad, B.: *Apologie političeskoj sistemi kapitalizma. (O tak nazivajemoj „političeskoj nauke” v buržoasnoj sociologii)* *Kommunist* 1960. No. 2. pp. 87—107. Hyneman, Ch. S.: *The study of politics. The present state of American political science*. (2. print) Urbana, 1961.

⁹ Székely, G.: *Tudományos vita a szellemtörténet szerepéről*, stb. (Discussion scientifique sur le rôle de l'histoire des idées, etc.) *Felsőoktatási Szemle* 1955. IV. p. 280 et suiv.

C'est la science marxiste qui a assis l'histoire des sciences politiques et juridiques sur une base scientifique réellement solide.¹⁰ La conception de l'histoire du marxisme a permis de reconnaître la place incombant aux doctrines politiques et juridiques, leur rôle social, leur importance, ainsi que le rapport réel avec la pratique sociale.¹¹

Nous présumons que ce que nous venons d'exposer, met en relief certains éléments du contenu complexe des études et sert en même temps d'explication au programme ci-après.

c) Déjà le titre de l'étude nécessite quelques explications: il y a lieu de soulever la question, pourquoi nous suggérons que l'étude traite de l'histoire des doctrines politiques et juridiques jusqu'à l'apparition du marxisme.

Il faut prendre acte de ce que le programme soviétique relatif au sujet, et les manuels qui en facilitent l'étude, impliquent également l'exposition des doctrines politiques et juridiques du marxisme—léninisme. Dans le manuel rédigé par S. T. Ketchekiane et G. I. Fedkine, cette partie comprend sept chapitres. Ce n'est qu'après cette introduction que le livre procède à l'exposition critique des théories bourgeoises modernes, sous le titre: Doctrines politiques bourgeoises à l'époque de l'impérialisme.¹²

Notre système d'étude ne permet pas de résumer encore une fois les vues politiques et juridiques du marxisme, étant donné que celles-ci et la lutte idéologique y relative, menée contre les théories bourgeoises modernes seront exposées dans le cadre du socialisme scientifique,¹³ et que la conception de la théorie constitutionnelle et juridique sera traitée par la discipline universitaire de la théorie constitutionnelle et juridique. La critique des théories bourgeoises modernes afférentes à l'Etat et au droit rentre également dans cette discipline.

L'exposé de l'histoire des doctrines politiques et juridiques après l'apparition du marxisme exige un syncrétisme de plus vaste envergure, puisque dans la situation actuelle ce n'est pas seulement dans le programme universitaire du socialisme scientifique et de la théorie constitutionnelle et juridique qu'il se produirait un recouvrement, mais la matière traitée risque de recouvrir à maints endroits l'histoire de la philosophie, ainsi que le matérialisme dialectique et historique.¹⁴

Conformément au points de vue de la réforme les recouvrements indésirables doivent être évités, faute de quoi les étudiants auront l'impression qu'une discipline ne fait que répéter l'autre et se plaindront, à juste titre, d'une surcharge, due aux répétitions superflues.

A part des recouvrements relatifs au contenu nous devons rappeler le fait que ce n'est qu'un semestre, (resp. 24 leçons,) qui est à disposition pour l'enseignement de cette matière. L'élargissement de la matière obligerait le chargé de

¹⁰ Ketchekian, S. F.: Nekatorie voprosi metodologii istorii polititsheskik outcheni Voprosi Istorii 1958, no. 7. pp. 109—119.

¹¹ Istoria polititsheskik outcheni. Pod. red. S. F. Ketschekian, I. G. I. Fedkin. Moskva, 1960. 983 p.

¹² Istoria polititsheskik outcheni. Pod. red. K. A. Mokitcheva, Moskva, 1959. 531 p.

¹³ Ketchekian, S. F., Fedkin, G. I.: Histoire des doctrines politiques. Moscou, 1960. Introduction 1., 2., 3. § (en russe). A marxizmus—leninizmus alapjai. (Les bases du marxisme—léninisme). Budapest, 1960. Kossuth Kiadó, pp. 417—1424.

¹⁴ Staat und Recht im Lichte des Grossen Oktobers. Festschrift zum 40. Jahrestag der Grossen Sozialistischen Oktoberrevolution. Berlin, 1957. 497 p.

cours de ne traiter de ces questions que dans certains détails ou de manière superficielle.

d) L'exposition de la matière nécessite sans cela d'extrêmes efforts et un débit neuf, spécial et complexe.

Le caractère neuf de la matière est en corrélation étroite avec le caractère synthétisant de la discipline, ce qui a pour conséquence qu'il faut représenter, dans une seule unité des vues compliquées, parfois des éléments extraits d'un système philosophique, des commentaires sociologiques, de les projeter sur l'histoire des institutions politiques et juridiques, de démontrer en outre leur rapport avec la pratique politique et de coordonner avant tout le débit théorique avec le débit historique.¹⁵

Conformément à ceci, le système pédagogique doit également être original. Il est absolument nécessaire que le chargé de cours fasse lire critiquement aux étudiants les passages importants indiqués et que simultanément avec la lecture, il attire l'attention sur la critique relative à l'activité des différentes personnes et institutions représentant les vues politiques et juridiques de la littérature du marxisme—léninisme.¹⁶ La lecture collective exige, sous ce rapport, un appareil littéraire extrêmement soigné.

Nous tenons à souligner que bien que la matière n'envisage de résumer l'histoire des doctrines politiques et juridiques que jusqu'à l'apparition du marxisme, le chargé de cours doit mettre en relief l'effet que les différentes institutions politiques et surtout leur aspect se révélant dans les vues politiques, ou vice-versa, les vues politiques ou juridiques se réalisant dans quelque institution politique ou juridique—produisent de nos jours, ce qui en eux a gardé sa fraîcheur, et ce qui permet qu'ils aient survécu aux temps.¹⁷ Mentionnons à titre d'exemple. Polybe historien grec vivant au deuxième siècle avant notre ère qui avait développé la théorie d'Aristote sur la forme d'Etat, devint fondateur de la théorie de la forme constitutionnelle appelée mixte.¹⁸ Les théories bourgeoises modernes clamant les prétentions réactionnaires de la démocratie modérée se reportent à côté d'Aristote souvent à Polybe mais en détachant sa théorie des corrélations historiques réelles.¹⁹

Ou examinons sous ce rapport l'expropriation faussée des constatations de Machiavel dans les philosophies française — anglaise et allemande raciste Gobineau, Chesterton, Nietzsche. ^{20, 21}).

Il est cependant opportun d'indiquer aussi les influences positives encourageant le développement de la société et de la pensée. La doctrine de Spinoza, mentionnée en ce qui précède, peut être considérée par ex. comme précurseur du marxisme dans les opinions professées sur les interdépendances de la pratique

¹⁵ Korokin, B. — Malarczyk, J.: Otnositelno metoda v izoutchenii sootnotcheniya politicheskikh idei i ouchrejdeni. Annales Universitatis Mariae Curie-Sklodowska. Lublin-Polonia. Vol. VI 8. Sectio G. 1959. pp. 279—287.

¹⁶ Kon, I S.: Sur le rôle des vues politiques et juridiques dans le développement de la société. Recueil d'articles du droit soviétique 1953, no. 3, 90 p.

¹⁷ Guenkin, E. B.: Activité de chef d'Etat de V. I. Lénine. en 1921. Tört. Ért. V. 1954, 1—6, pp. 1—27.

¹⁸ Holstein, G.: Geschichte der Staatsphilosophie. H. N. 1933. 188 p.

¹⁹ Laski, H. J.: On the study of politics. London, 1926. 27 p.

²⁰ Laski, H. J.: Studies in law and politics. London, 1932. 299 p.

²¹ Laski, H. J.: The state in theory and practice. London, 1936. 336 p.

et la théorie politiques. On pourrait continuer cette énumération, mais la matière illustrative ne signifie ici rien d'autre que le sens actuel de toutes ces théories, et doctrines politiques et juridiques doivent également être mises en pleine lumière devant les étudiants.²²

II.

Les démocrates révolutionnaires russes et leur importance internationale au point de vue de la pensée politique

1. C'est au XVIII^e siècle, au sein de la société féodale russe que le système du capitalisme voit le jour. Au début du XVIII^e siècle apparaissent dans la Russie tsariste les manufactures basées sur le travail de serf.

Dans la deuxième moitié du siècle, le nombre de ces manufactures atteint presque le quintuple, mais le changement quantitatif s'accompagne en même temps aussi d'un changement qualitatif, notamment de ce que les manufactures revêtent de plus en plus les particularités caractéristiques des exploitations capitalistes.

L'effectif des ouvriers des manufactures se recrutait pour la plupart de paysans quittant leur village pour gagner leur vie dans la ville.

Avec l'expansion et l'élargissement des manufactures et des entreprises industrielles, surgirent les associations primitives sociales des ouvriers; précurseurs de la classe ouvrière russe à venir. Vers la fin du XVIII^e la majorité des entreprises industrielles et la composition de leurs dirigeants subirent une transformation qualitative. Les manufactures créés comme entreprises du capital commercial et dont la main d'oeuvre se constitue de paysans libres gagnent de plus en plus d'importance.

Les conquêtes des siècles XVIII. et XIX. l'agrandissement de l'empire russe par de nouveaux territoires intensifiaient l'échange de marchandises entre les différentes régions. En même temps cependant, nous voyons s'accroître l'exploitation de la paysannerie, ce qui conduit à l'exacerbation de la lutte de classes.

Cette situation explosive ne pouvait aboutir que dans une révolution, qui survint en 1773 dans la forme de l'action paysanne de Pougatchov.

La révolte étouffée, Catherine II a promulgué une loi portant sur l'oppression de la paysannerie, de sorte que d'ores et déjà la situation de la paysannerie ne différait guère de celle des esclaves.

La même législation, se rendant compte de la nécessité du développement de l'industrie assura le commerce libre.¹ Ce furent en premier lieu les fabriques nobiliaires qui connurent un grand essor.

Les représentants des lumières russes, Desnitcki, et Tretiakov se déclarèrent contre l'oppression brutale de la paysannerie.

C'est Radichtchev qui s'opposa le plus violemment au traitement inhumain.

L'impératrice Catherine II cherchait à convaincre l'opinion publique par son pouvoir absolutiste, que comme souveraine éclairée elle tendait au but de mettre en valeur l'Etat, et de rendre heureux ses sujets.

²² Meynaud, J.: Introduction à la science politique. Paris, 1959. 369 p.

¹ Cf. Ketchekian: op. cit.

² Cf. Ketchekian: op. cit.

La situation de la tsarine était mal assurée.

Un groupe assez considérable des aristocrates qui s'opposait à sa politique, disposait d'organes susceptibles de restreindre son pouvoir.

Les aristocrates visaient à réaliser une direction politique oligarchique, s'exprimant le plus nettement dans l'étude politique du comte Panine, disant que bien que ce soit le chef de l'État qui gouverne; il doit forcément céder une partie de son pouvoir à quelques personnes élues.

C'est pourquoi la tsarine exila Panine.

Ceci fait, elle décentralisa l'activité du sénat. Cette mesure eut pour conséquence l'affaiblissement sensible de celui-ci. D'autre part, il en résulta en même temps un raffermissement de l'administration, vu que le pays fut divisé en 50 gouvernorats dont les gouverneurs n'étaient soumis qu'au pouvoir suprême. Par ce moyen la centralisation de l'administration put être menée à bonne fin.

La position des nobles, par rapport aux serfs, fut raffermie. C'est-à-dire tout en maintenant intacts leur privilèges antérieurs, les nobles se virent assurer de nouvelles garanties pour la sauvegarde de ces privilèges.

Catherine II soutenait une lutte acharnée contre les actions populaires et les principes des lumières.

Elle se rendait compte que la doctrine qui exprimait les idées de la révolution bourgeoise française constituait un danger permanent dans tout les pays de l'Europe au point de vue de l'absolutisme et du féodalisme.

Elle était d'avis que chaque pays devait lutter contre le danger de la révolution, car „la cause du roi de France était la cause de tout chef d'État.”

Il s'avéra une fois de plus que les idées ne peuvent être vaincues par la force des baïonnettes et qu'il n'y a pas de terreur impitoyable qui puisse barrer la route au développement.

C'est ainsi, qu'à la fin du XVIII^e siècle les lumières apparurent aussi en Russie.²

Les représentants de la nouvelle idéologie antiféodale sortaient des couches les plus différentes de la société; ce qu'ils avaient de commun c'est d'avoir reconnu que l'organisation de l'État tsariste et sa législation étaient devenues les entraves du développement et qu'il fallait lutter contre elles.

Quant à sa forme et son intensité, la lutte accusait des traits qui se distinguaient nettement les uns des autres.

A cette époque, bien peu eurent l'esprit révolutionnaire d'un Radichtchev.

N. I. Novikov (1744—1818) se fit connaître non seulement par son activité littéraire, mais ce fut lui le premier à répandre les idées des lumières en Russie.³

Il créa la littérature satirique afin d'attirer l'attention des lecteurs sur les anomalies sociales et politiques de la Russie et, avant tout, sur l'état arriéré de la vie russe.

Il blâmait sévèrement les lois de serf, les jugeant bestiales et condamna également la cupidité et la cruauté des boyards.

Toutefois, il ne parvint pas jusqu'à l'idée de la lutte révolutionnaire.

S. E. Desnitcki († 1789) fut le premier professeur de droit qui tenait ses cours en langue russe. De ce fait, il exerçait une grande influence sur ses auditeurs.

²³ Cf. Ketchekian: op cit.

Le trait le plus intéressant de son activité scientifique consiste en ce que, au XVIII^e siècle, lorsque le droit naturel se propageait dans le vaste public, il y passait outre, s'étant rendu compte que ce sont les conditions économiques qui déterminent les systèmes juridiques des différents peuples.⁴

En ce qui concerne le développement de l'humanité, il distingua plusieurs phases de développement:

1. chasse et simple cueillette
2. élevage
3. agriculture
4. commerce, phase finale et la plus développée.

Ce sont ces phases de développement qui déterminent aussi l'évolution de l'institution de la propriété privée. La première phase se caractérise par la propriété commune, la propriété privée se développe avec le passage à l'agriculture, et le développement se consomme simultanément avec la formation du commerce.

Desnitchki était un des premiers savants russes à reconnaître les fondements, les principes de base de l'État et de l'administration publique et qui les a mis en relief dans son oeuvre principale parue en 1768.⁵

Il a pris la défense de la théorie de la division des branches du pouvoir. D'après lui, le pouvoir législatif doit être exercé de concert par le souverain et le sénat, et ni le sénat sans le souverain, ni le souverain sans le sénat ne disposerait de pouvoir législateur.

Le sénat se constituerait de 6—800 personnes, se recrutant parmi les riches propriétaires fonciers, les commerçants, les personnes exerçant une profession libérale et les intellectuels.

C'est le sénat qui exercerait aussi le pouvoir judiciaire suprême, ainsi que le pouvoir exécutif suprême.

Kozelski appartient aux meilleurs représentants des penseurs démocratiques du XVIII^e siècle.

Son activité embrasse le domaine des mathématiques, de la philosophie, de l'histoire et de la jurisprudence.

Son oeuvre philosophique traite de la philosophie de son époque et donne la critique de tout le système philosophique.

Dans son éthique, il s'occupe du droit et de la politique. Il appelle la jurisprudence la science traitant du droit et non pas la science s'occupant de l'étude des lois.

A son avis les lois diffèrent du droit en ce qu'elles ne répondent pas toujours à la justice.

Cette constatation implique, de toute évidence, la critique de la législation.

Desnitchki divise le droit en droit naturel, et droit positif.

Il juge la guerre comme la plus grande inhumanité et ne considère comme cause juste que la guerre soutenue pour le salut de la patrie ainsi que la guerre du peuple se révoltant contre le tyran.

Dépassant ses précurseurs philosophiques, il reconnaît que bien qu'il ne dispose pas de nombreuses spécificités naturelles, ce qui distingue l'homme de

⁴ Desnitchki, S. E.: *Izbrannie proisshedeniya ruskik musulitelei vtoroi polovini XVIII. véka.* 1952.

⁵ Id. *Predosfovlenie o outchrejdении zakonodatelnoï, suditelnoï i nakazatelnoï vlasti v Rossiyskoï Imperii.*

tous les autres êtres de la nature, c'est la faculté de penser, d'être doté d'intelligence.

L'intensification de l'exploitation féodale provoqua toute une série de mouvements paysans.

Ces mouvements contribuèrent fortement au développement de la lutte idéologique, et au cours de celle-ci, d'une idéologie révolutionnaire.

A l'époque de la révolte, le groupe de Pougatchov s'insurgea contre les propriétaires fonciers et les offices impériaux, mais le tzar en personne ne fut pas mis en cause, puisqu'on était convaincu qu'il ignorait les souffrances du peuple, et que ce n'étaient que les méchants fonctionnaires et propriétaires cruels qui en étaient responsables.

Pougatchov fut le premier qui se proclama tsar des paysans et ses proclamations se sont acquises une grande popularité dans les larges masses.

A. M. Radichtchev (1749—1802) est le représentant le plus remarquable des lumières russes et le critique acrimonieux de l'oppression du peuple russe.⁶

C'est à juste titre que Lénine constata qu'il y a lieu d'être fier de ce que la violence tsariste s'était heurtée à la résistance des grands hommes russes et que c'est de ce milieu qu'était sorti aussi Radichtchev.

A l'époque de la Révolution française, l'impératrice Catherine II reconnut la connexion entre les lumières et la révolution, reconnaissance qui amena les mesures les plus brutales, portées en vue de rendre inopérantes les idées des lumières françaises.

La révolte paysanne du groupe Pougatchov réprimée, la tsarine fit entrer en application toute une série de mesures répressives qui poussèrent à l'excès l'oppression déjà inhumaine de la paysannerie.

Ceci eut pour conséquence des révoltes répétées de la paysannerie.

Dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, le capitalisme allait en se consolidant en Russie, ce qui mit de plus en plus en évidence que d'ores et déjà le servage, le système féodal réactionnaire constituaient une entrave au point de vue de l'évolution. Ainsi la lutte contre le servage devint le problème central des penseurs les plus progressistes du pays.

Une partie d'entre eux pensait résoudre le problème par la voie des réformes, une autre partie (la minorité infime) par celle de la révolution.

Le propagateur le plus remarquable de la voie révolutionnaire fut Radichtchev. Il s'éleva contre le despotisme et la violence affligeant le peuple, et contre la conservation du servage.

Sa conception du monde fut déterminée de manière décisive par les grands événements mondiaux, la guerre d'indépendance que les peuples du continent américain faisaient contre l'Angleterre, ainsi que la révolution bourgeoise française.

L'oppression du peuple russe et la lutte des masses contre cette oppression exerçaient une grande influence sur ses vues politiques. Il se prononçait sur l'idéalisme et le mysticisme dans son traité philosophique intitulé: *Sur l'homme, sur la mortalité et l'immortalité*. (O tchelovèke, a evo smertnosti i bessmertii)

A côté de Lomonosov, c'est lui qu'il faut considérer comme le plus grand matérialiste du XVIII^e siècle.

⁶ Pokrovski S. A.: A. N. Radichtchev — initiateur de la tendance démocratique révolutionnaire, dans la conception politique russe. Ibid. 1953. no. 3. p. 116.

Il cherchait à concevoir l'histoire comme un processus régulier méthodique et à rapprocher les enseignements de l'histoire des événements de son époque.

Il faut toutefois remarquer que son matérialisme ne dépassa pas les cadres de la conception métaphysique de son époque.

Nous en voyons la preuve en ce que dans son oeuvre philosophique, il allègue des arguments pour l'immortalité de l'âme, c'est-à-dire qu'il est si non théiste, de toute évidence déiste. Son matérialisme doit être toutefois très haut apprécié, non seulement parce qu'il peut être considéré comme le fondateur du matérialisme russe, mais aussi parce qu'il représente une thèse absolument révolutionnaire: en s'élevant contre l'idéalisme et le mysticisme il démontre la primauté de la matière et que le cerveau est l'organe physique de la pensée.

Radichtchev était non seulement le propagateur des idées des lumières, mais aussi celui de la lutte révolutionnaire ouverte.

Par conséquent Catherine II reconnut en lui „un malfaiteur plus dangereux de Pougatchov”.

Il commença son activité littéraire dans le journal de Novikov. En 1773 parut un de ses premiers ouvrages dans lequel il explique que l'arbitraire est au plus haut point en contradiction avec l'état naturel de l'homme. C'est cette idée qui se retrouve en forme concrétisée et développée dans son oeuvre intitulée „Voyage de Pétersbourg à Moscou” parue 17 ans plus tard.

Il y donne la critique sévère de la vie sociale du XVIII^e siècle.

Il présente la situation économique du pays, la misère des serfs, l'incompétence de l'organisation de l'État et des offices publics, la vénalité des fonctionnaires.

S'inspirant des vues des lumières il exige une monarchie éclairée qui restreindrait le pouvoir des propriétaires fonciers et modifierait la structure de l'État féodal.

Il met en relief la misère des paysans, les mesures frustratoires appliquées à leur égard, mesures qui selon lui sont en opposition avec le droit naturel, du fait que chacun naît libre et égal. Ce droit ne peut être enlevé par aucune loi, par aucun pouvoir.

Radichtchev condamne l'activité exploiteuse inhumaine de la classe dominante qui était sur le point de réduire les serfs à l'état des esclaves.

Il proclame sans crainte que les peuples opprimés ont le droit de se révolter et de renverser le pouvoir des tyrans.

Il relève que dans ces circonstances l'insurrection serait inévitable car: „Nous autres brutes avides, sangsues insatiables, que laissons-nous aux paysans — ce que nous ne pouvons pas leur enlever — l'air. Oui, uniquement l'air.”

Il se rendait compte que tout arbitraire et excès, pesant sur le peuple, n'étaient pas l'oeuvre de certains hommes, mais la conséquence forcée du système politique, du pouvoir seigneurial des propriétaires fonciers.

Il reconnut donc très justement que l'on ne pourrait pas remédier aux maux de la société par la mise à mort de quelques ou même d'une grande foule de propriétaires fonciers — comme l'avaient imaginé les partisans de Pougatchov —, mais que c'est le système même qui devrait être changé.

Radichtchev s'occupait non seulement d'histoire et de questions économiques, mais aussi de questions juridiques. Lui-même avait fait son droit.

Pour ce qui est du droit naturel, il le reconnaît, conformément aux idées

des lumières, et il considère comme un droit naturel la liberté et l'égalité des hommes.

En ce qui concerne la question de la souveraineté, il proclame la souveraineté du peuple, laquelle est une, indivisible et inaliénable.⁷

C'est cette pensée qu'il exprime dans son ode de la „Liberté” quand il dit que c'est au peuple entier que revient le pouvoir suprême basé sur les lois émises par la république.

Il met en parallèle le droit naturel et le droit positif, afin de démontrer l'injustice des lois de l'État féodal russe. En comptant le droit de la défense de soi-même parmi les droits naturels de l'homme, il crée la base qui autorise les opprimés à se défendre contre les oppresseurs.

Le peuple a donc le droit de s'insurger et de chasser ses tyrans. Les opinions de Radichtchev sur l'État et le droit étaient fortement influencées par les lumières françaises et surtout par J. J. Rousseau.

Lui aussi considère l'État comme constitué par la voie contractuelle; les citoyens ne cèdent à l'État qu'une partie de leurs droits et restent en possession du droit naturel consistant à défendre leur vie et leurs biens. Si l'État, la société ne défend pas ses citoyens, ceux-ci ont le droit de se défendre eux-mêmes.

Le peuple opprimé et exploité a donc le droit de renverser, dans l'intérêt de son auto-défense, le régime existant.

(Pour ces idées Radichtchev fut appelé en justice et d'abord condamné à mort. Le verdict fut ensuite modifié en 10 ans d'exil en Sibérie. L'impératrice trouvait que dix potences étaient trop peu pour l'auteur d'une oeuvre pareille.)

Radichtchev allia la lutte contre le servage et le despotisme au problème de l'instruction publique et de l'éducation. Il reconnut l'extrême importance de l'industrie, de l'agriculture et des inventions techniques, au point de vue du développement de la formation de l'intelligence humaine.

Sur ce plan aussi il était matérialiste. C'est le caractère déterminant du monde physique objectif qu'il reconnut, bien qu'il ne parvint pas encore aux constatations impliquées dans les enseignements du matérialisme dialectique.

Il était cependant près de reconnaître l'influence du milieu sur le développement de l'organisme vivant.

Dans son ouvrage intitulé „Lettre à un de mes amis qui vit à Tobolsk (Pismo k Drugu Jitielstvoustchemou v Tobolske) Radichtchev expose en détail, qu'une époque politique ne peut point être changée par la mise à mort d'une personne, puisque ce n'est pas le tsar qui est scélérat ou bon, mais que la situation du peuple est forcément toujours la conséquence de la fonction du système féodal.

Il expose le caractère antidémocratique du régime tsariste et de l'Église.

Cette prise de position est d'extrême importance, parce qu'elle a dissipé les illusions que les masses nourrissaient vis à vis de l'Église, et que Radichtchev contribua par là à encourager l'essor des mouvements révolutionnaires. D'après lui, ce n'est qu'une révolution, notamment une insurrection paysanne qui peut remédier à la misère, à l'oppression du peuple.

L'on comprend facilement que Radichtchev vit la force révolutionnaire décisive dans la paysannerie, puisque c'était elle qui, à cette époque représentait

⁷ Zouiev, V. I.: La priorité de la pensée juridique russe dans la création et le développement de la théorie de la souveraineté. Recueil d'Articles du Droit Soviétique 1951. no. 7, p. 24.

les masses les plus larges et en outre la révolte du groupe Pougatchov semblait démontrer la même chose.

La manière de penser de Radichtchev était démocratique et ceci de façon conséquente: il réprouvait tout compromis.

Il condamna la théorie relative à la division des branches du pouvoir, cette théorie s'opposant à la souveraineté du peuple, celle-ci étant une et indivisible.

En plus, la théorie exprime le compromis de la bourgeoisie et des classes féodales. Et Radichtchev proclamait le pouvoir illimité du peuple, et le considérait comme réalisable non seulement dans les petits États, mais aussi dans les grands.

C'est la république, notamment la république fédérative qu'il considérait comme la forme d'État idéale, puisqu'elle assurait le pouvoir suprême au peuple.

En tant que juriste Radichtchev élevait la voix contre l'activité législative de la réaction féodale s'opposant à toute loi humaine et naturelle.

Il enseignait que ce sont les faibles et les opprimés que la loi doit protéger et non pas l'arbitraire.

Aussi ne faut-il point exécuter les ordres de ces lois abusives, tout le monde est par contre obligé d'observer les lois justes.

Les lois pénales doivent non seulement être justes, mais aussi humanitaires.

A son avis, le châtement doit être aussi doux que le permet la rationalité.

Malgré la persécution que lui réservaient les souverains et les classes dominantes, il ne se désista pas de ses idées et de son élan révolutionnaire.

Au début du règne du tsar Alexandre I. il rédigea un projet relatif à la réorganisation de l'État, basé sur la liberté et l'égalité de droit.

Cette oeuvre lui valut la menace de l'exil. En 1802, les rudes épreuves qu'il avait dû subir, le conduirent au suicide.

Les vues politiques et juridiques de Radichtchev indiquent la tendance la plus révolutionnaire de la pensée politique et sociale du XVIII^e siècle.

L'effet de ses idées se manifeste non seulement en Russie mais aussi en Europe occidentale, les décabristes de même que les démocrates révolutionnaires ont tiré beaucoup de profit de ses enseignements.

Vers la fin du XVIII^e siècle les contradictions entre les conditions de production féodales et capitalistes allaient encore en s'aggravant.

La paupérisation de la paysannerie ne cessait d'augmenter.

Le tsar Paul I. essayait de résoudre la situation tendue par un cruel terrorisme, l'institution d'un grand appareil administratif et d'un système de dénonciation.

L'appauvrissement de plus en plus accusé de la paysannerie s'accompagnait de sa dépendance accrue de son seigneur terrien.

La loi n'assurait aucune protection aux paysans, si bien que le seigneur terrien se trouvait en droit de les frustrer de leurs biens, ils se voyaient donc pratiquement réduits à l'état d'esclaves.

Le domaine de l'industrie se caractérisait par le renforcement des manufactures employant en majeure partie des paysans libres.

Le XIX^e siècle vit s'amorcer le développement des manufactures qui connurent un essor considérable surtout dans les industries légères. Les villes se renforcèrent et devinrent les remparts du capitalisme en voie de formation.

La paysannerie tendait vers les villes qui lui assuraient une vie meilleure.

Dans les régions où les terres étaient de qualité inférieure, l'artisanat se développa aussi dans les villages, là où elles étaient meilleures. Le rendement des récoltes s'accrut grâce à l'activité d'exploitation des propriétaires fonciers, ce qui eut pour suite une augmentation accentuée de la quantité de marchandises parvenant au marché.

La formation des marchés intérieurs s'accompagna de l'apparition des marchés étrangers.

Le développement de si grande envergure nécessita le perfectionnement des moyens de transport, ainsi que des voies de communication.

L'essor du commerce et de la vie industrielle donna naissance aux banques, voire même aux fabriques se développant de certaines manufactures.

A cette époque la corvée des paysans n'assurait plus une productivité satisfaisante.

La classe dominante crut résoudre le problème en augmentant l'exploitation. Cette mesure inhumaine suscita cependant un mécontentement si vif que le tsar Alexandre I — afin d'éviter la révolution — se vit obligé d'introduire certaines réformes. Bien entendu, ces réformes n'étaient pas radicales puisqu'elles maintenaient les privilèges seigneuriaux, aussi bien que le servage et le despotisme.

C'était en vue d'élaborer et de réaliser ces réformes modérées, que se constitua le „Comité secret créé pour la mise au point des projets des réformes d'État". Ce comité se recruta de quelque jeunes gens sortis des milieux proches du tsar. En réalité on ne prit que des mesures pseudo-libérales.

Loukase du 12. décembre 1801 autorisa les commerçants et les bourgeois urbains, ainsi que les paysans libres d'acheter des terres nues contre paiement d'un prix de rachat.

En réalité, cette mesure ne se rapportait même pas à un demi pour-cent des serfs.

Ce ne fut que dans l'instauration de huit ministères et dans la constitution du nouveau système scolaire que ces réformes se montrèrent efficaces.

L'évolution sociale russe se caractérise par le fait que le développement du capitalisme ne s'accompagnait pas de la formation d'une classe bourgeoise qui eût représenté une certaine force vis-à-vis du féodalisme et qui eût lutté contre le maintien du servage. Tous les soins furent déposés aux mains du gouvernement et on cherchait à réaliser des changements par la voie de réformes venant d'en haut, mais on ne s'élevait pas contre le système féodal, au contraire, l'appuyait.

Les projets de réforme, bien qu'ils fussent extrêmement modérés, se heurtaient à l'opposition formelle des seigneurs terriens. C'est pourquoi ceux-ci considéraient comme leurs plus grands ennemis tout ceux qui avaient reconnu le développement du capitalisme et que, compte tenu de ce fait il fallait effectuer d'innovations importantes dans l'ordre de la société et de l'État.

M. Speranski (1772—1839) fils d'un pauvre prêtre villageois, — grâce à ses bonnes facultés et sa diligence. — était parvenu à l'âge de 37 ans à la fonction de sous-secrétaire d'État.

Parmi ses nombreuses études politiques la plus remarquable a vu le jour sous le titre „Introduction au recueil des lois constitutionnelles."⁸

⁸ Speranski, M.: Vvedenie k izutchenie Goszudarsztvennik Zakonov. 1809.

Cet ouvrage s'appuie sur l'idée fondamentale que le système féodal doit être modifié, conformément aux conditions bourgeoises, et ceci en appuyant les intérêts de la science, du commerce et de l'industrie.

L'ouvrage de Speranski n'accuse pas de traits révolutionnaires, étant né précisément sous le signe des réformes modérés et du libéralisme.

Toutefois à cette époque — là il était encore plus radical que dans la période après 1811, lorsque, la guerre napoléonienne terminée, les forces des propriétaires fonciers réactionnaires s'étant accrues (Rastoptchine, Karamzine) ils restreignirent son activité, et que le souverain finit par l'exiler.

Pour rentrer dans ses grâces, il se fit le serviteur du despotisme féodal.

Dans sa première période mentionné plus haut, Speranski condamne l'arbitraire en disant que bien que le monarque détienne le pouvoir de la législation, de la juridiction et le pouvoir exécutif suprême, c'est le sénat, le conseil, l'assemblée des ministres qu'il faut considérer comme l'organe suprême de l'État.

C'est donc dans le caractère illimité du pouvoir du monarque qu'il faut chercher la déficience principale de l'État russe, vu qu'il n'y existe pas de limite objective, et que ce n'est que le bon plaisir du monarque qui puisse atténuer l'arbitraire.

Dans son étude traitant des lois fondamentales où il expose l'essence de l'État, il se fonde sur la théorie du contrat.⁹

C'est le peuple en tant qu'ensemble d'individus qui institue le pouvoir législatif et qui en cédant au gouvernement ses droits et ses biens se voit assurer, en échange la sauvegarde de ses droits et leur garantie.

C'est une conception spéciale de la théorie du contrat qui est fonction des conditions spécifiques de la Russie, puisqu'il n'y est pas question du caractère sacré de la propriété et des différents objets afférents aux individus, mais qu'elle n'est qu'une autre preuve de l'omnipotence du souverain.

Speranski dit que dans la société il existe certaines lois établies par l'État comme normes universelles et fondamentales. Leur critère est qu'elles sont des normes éternelles et inaltérables.

L'auteur considère cette division comme nécessaire, du fait que les lois déterminant les droits élémentaires des citoyens doivent être délimités de celles réglant les différentes relations. Il sépare également le pouvoir législatif d'avec le pouvoir exécutif, puisque, comme il dit, la loi doit être séparée de l'institution, qui la met en vigueur.

La délimitation entre la loi et les actes du pouvoir exécutif est très remarquable, vu que jusqu'ici cette idée ne s'était jamais encore présentée dans une forme si explicite dans la jurisprudence.

Il divise le pouvoir législatif en trois parties, notamment en lois constitutionnelles, en lois relevant du droit civil et en celles relevant du droit pénal.

Par là on peut espérer d'aboutir à une situation dans laquelle les mesures ne sont prises que par le pouvoir qui y est autorisé.

Dans son ouvrage intitulé: „Projet sur la transformation de l'État" il s'occupe de manière approfondie et conformément aux idées des lumières, de l'organisation de l'État, des problèmes de l'éducation, voire même de l'ordre social.

⁹ Speranski, M.: Zaïska ob-osnovnimi zakonami. 1801.

Il constate que l'État tsariste féodal est anachronique et il prouve, à l'aide d'une importante matière historique que l'État et ses lois doivent être constitués conformément aux exigences de l'époque, puisque tôt ou tard ces États anachroniques sont menacés de ruine.

Conformément à ceci, il dénonce le servage qui, à son avis, réduit la moitié de la population à l'état de l'esclavage total.

Trait caractéristique, il ne veut pas supprimer la monarchie, et suggère même que les innovations soient exécutées dans l'intérêt de la conservation de celle-ci. Car c'est sous le signe de la force que la monarchie existe, tandis que la république est le symptôme et l'expression de la faiblesse.

C'est pourquoi il faut profiter de la force de la monarchie et éviter, au moyen de lois rationnelles, toute possibilité d'une révolution.

Ce n'est non seulement lors de la création des lois qu'il est besoin de rationalité, mais aussi dans leur application. Aussi le gouvernement doit-il tenir compte de l'opinion du peuple.

Le meilleur moyen pour réaliser ce but est de constituer des organes par la voie d'élection à partir des degrés inférieurs jusqu'à la douma d'État.

Lors de la promulgation des lois il faut prendre en considération l'opinion de la douma, qui cependant n'oblige pas le monarque.

Afin d'assurer la coalition entre les organes élus et les monarques il faut constituer un conseil d'État aux attributions étendues.

Ce conseil se diviserait en plusieurs parties: à la première imcomberait la tâche de s'occuper des lois, à la deuxième celle des affaires de guerre, à la troisième des problèmes relatifs à la citoyenneté et la conscience et à la quatrième celle de l'administration publique.

Le pouvoir juridique suprême est le sénat.

Les membres en sont élus par les doumas des différents gouvernorats.

Ces projets de Speranski furent considérés par la classe féodale dominante comme manifestation du „mauvais esprit”.

Dans la deuxième période de son activité on ne retrouve plus que les traces de ces anciennes idées libérales.

Après la déconfiture de la révolte des décabristes en 1825, il était déjà membre des tribunaux qui les mettaient en cause.

Dans le premier quart du XIX^e siècle, en Russie aussi on voit se développer le capitalisme industriel.

La différence décisive par rapport aux conditions antérieures consistait en ce qu'une partie importante (à peu près la moitié) des ouvriers travaillant dans les manufactures, respectivement dans les fabriques étaient des salariés libres.

C'était, de toute évidence déjà un phénomène du capitalisme. Jusqu'alors la majorité des salariés s'était recrutée des serfs qui travaillaient dans ces entreprises industrielles, le plus souvent sur l'ordre de leur seigneur.

Toutefois, même à côté d'un tel décalage des proportions, l'existence des serfs constituait un facteur inhibiteur, puisqu'il ne pouvait pas se former de prolétariat industriel, les paysans, qui travaillaient dans l'industrie, pouvant à n'importe quel moment être sommés par leur seigneur de retourner à la ferme de celui-ci.

Sous l'effet du développement, la couche progressiste de la Russie commençait à se rendre compte, à quel point le système féodal conservé de force entra-

vait l'épanouissement du capitalisme. Dans la formation de ces pensées la reconnaissance de l'héroïsme dévoué des serfs qui avaient lutté dans la guerre patriotique de 1812, a tenu un rôle important, et de toute évidence les penseurs progressistes, particulièrement Radichtchev exerçaient un effet fécondateur.

Au XIX^e siècle il ne s'était pas encore formé de couche bourgeoise notable en Russie, ainsi les revendications de caractère spécifiquement bourgeois étaient représentées par les couches progressistes de la noblesse.

Cet état des choses détermina aussi le mode de la lutte contre le féodalisme, puisque, à cause de leur appartenance de classe, ces révolutionnaires nobles (décabristes) étaient étrangers à la paysannerie et de ce fait, c'est en premier lieu contre le despotisme et contre l'institution du servage qu'il s'élevèrent.

C'est le mouvement des décabristes qui amorça l'époque des révolutions russes.¹⁰

Comme Lénine l'avait démontré, „il faut clairement voir les trois générations, les trois classes qui ont joué un rôle dans la révolution russe.”¹¹

La première société secrète des décabristes fut fondée en 1816 sous le nom d'Association pour le Salut de la Patrie. Le fondateur en fut le colonel Mouraviov.

Au sein de la société se formèrent deux différentes conceptions du monde, notamment, une conception du monde modérée, et une conception du monde radicale.

En raison des antagonismes surgis sur le plan idéologique et tactique, l'association s'est dissoute et a cédé sa place à „l'Union pour le Bien public”, de beaucoup plus étendue que la précédente. On organisa des succursales locales, nommées administrations.

La plus radicale en était l'Administration du Sud, dirigée par Pestiel, laquelle s'était proposée pour but l'instauration de la république.

En 1821 l'union fut définitivement dissoute et Pestiel fonda une nouvelle organisation sous le nom de „Société du Sud”.

P. I. Pestiel (1793—1826) juriste et sociologue de grande érudition, fut le représentant révolutionnaire des lumières et des idées progressistes. Ses analyses relatives aux sciences politiques et à la jurisprudence s'appuient sur le droit naturel.

C'est en partant de cette base que Pestiel parvint au point d'exiger la constitution de la république.

Dans son idée c'est par un coup d'État que la Russie devait se transformer en république indivisible.

Il a exposé son opinion y relative dans son ouvrage intitulé Rouskaia Pravda.

Selon sa conception, tous les membres de la famille du tsar devaient être exterminés, ceci fait, on procéderait à la réalisation d'une dictature provisoire suivie plus tard par la république.

La république agirait dans l'intérêt du peuple entier ce qui assurerait le bonheur de celui-ci. Pour cela l'État doit être fort et indivisible et rester en connexion étroite avec le peuple.

¹⁰ Gavov, G. I.: Les vues des décabristes sur la politique sociale. Ibid. 1953, no. 9, p. 495.

¹¹ Oeuvres complètes de Lénine t. 5, p. 31, t. 6, p. 115, t. II. p. 146—147.

La République aura trois organes principaux, à savoir l'assemblée populaire comme organe législatif républicaine suprême, la douma comme organe exécutif suprême et le „Sobor” Suprême comme organe exécutif.

Il faut donc abolir les privilèges afin que dans le pays il n'y ait plus d'aristocrates, de commerçants et de paysans, mais qu'il n'y ait que de citoyens.

Tout citoyen pourra participer aux élections, indépendamment de sa situation de fortune et de son instruction.

A l'avis de Pestiel, le servage étant en opposition avec les lois naturelles, il doit être aboli, puisque dans la république toute loi doit être créée à la base des lois naturelles, celles-ci étant contenues dans les coeurs humains.

Les paysans doivent donc être libérés en même temps que les terres, sans aucun rachat.

Les terres enlevées aux seigneurs terriens doivent être divisées en deux parties, dont l'une formerait un fond social, duquel tout citoyen pourrait bénéficier. Cette propriété commune est inaliénable.

L'autre partie des terres se constituerait en propriété d'État et propriété privée non-confisquées. Cette terre doit assurer les besoins des hommes et elle est aliénable.

Ce n'est que la remise en jouissance des terres constituant le fond social qui est assurée aux usagers, il n'obtiennent pas le droit de possession.

La durée de la remise en jouissance est d'une année.

Ces terrains sont enlevés à leur usager en cas où celui ne veut plus s'occuper d'agriculture, ou s'il ne cultive pas convenablement la terre et pour finir, si en raison de quelque acte criminel il a perdu les titres à la terre.

Grâce à cette solution, — présume Pestiel, — personne ne vivra dans la misère, tout citoyen sera fidèle à l'État, se rendant compte que celui ne sert que son bien-être.

Notons toutefois que sa réforme toute progressiste qu'elle était, n'aurait pas supprimé la propriété seigneuriale, vu que la moitié des terres restait en possession des anciens propriétaires.

Pestiel a pris catégoriquement position non seulement dans la question agraire, mais aussi dans celle de l'organisation de l'État.

Il a élaboré en détail les rapports du pouvoir public et des organes administratifs, la structure de ces organes et le mode de leur constitution, de caractère fort démocratique.

Il se base sur le principe de la démocratie indirecte, puisque c'est de l'assemblée populaire comme organe suprême du pouvoir public qu'est élue la douma impériale, pour la durée de cinq ans.

C'est parmi les membres de celle-ci qu'on élira le président qui pendant un an remplira les fonctions du chef d'État.

Quant à la question si c'est un État fédératif ou unitaire qu'il faut constituer, il prend catégoriquement position pour le dernier.

A son avis, pour la Russie se composant des nationalités les plus diverses, la république fédérative impliquerait des conséquences désastreuses.

C'est le point le plus faible de son oeuvre, lorsque dans la question des nationalités il ne sait pas prendre un parti juste.

C'est qu'il ne se rend pas compte des intérêts communs, des affinités existant entre les peuples, les races et les tribus „parlant les langues les plus diverses.”

M. N. Muraviov (1795—1843) fut le chef de la Société du Nord".¹²

Sa conception politique diffère essentiellement de celle de Pestiel. Il est beaucoup plus modéré que ce dernier et ses exigences sont aussi plus restreintes.

Lui aussi part sur la base du droit naturel et constate que tout État reposant sur le despotisme fait du tort aussi bien aux dirigeants qu'à la société. Le despotisme ne se concilie avec aucune loi naturelle, avec aucune justice.

Chaque peuple peut arriver au point d'avoir des lois et d'être libre.

Les lois doivent voir le jour dans l'esprit de la liberté et de la justice. C'est pourquoi Mouraviov condamne les lois de serf qui réduisent les serfs à l'état des esclaves et affermissent leur cruelle exploitation par les seigneurs terriens. Dans son projet de loi, il entre en lice pour l'égalité devant la loi, la liberté de parole et le droit de réunion et d'association.

Il se prononce contre toute inégalité fût-elle basée soit sur la fortune, soit sur le rang.

„Le seul détenteur du pouvoir c'est le peuple" — par là il reconnaît aussi la souveraineté du peuple.

Il enseigne que „le peuple russe est libre et indépendant et ne peut dépendre de l'autorité d'aucun individu ou de dynastie".

Ces considérations le font aboutir à la thèse que la forme d'État idéale, c'est la monarchie constitutionnelle.

Dans cette monarchie, c'est le tsar qui est à la tête de l'État. Son pouvoir sera limité par la Chambre haute (Douma Suprême) et la Chambre basse (Assemblée populaire, vetché) constituées de députés élus à la base du cens selon la fortune. L'Assemblée populaire se compose de 50 000 hommes élus dans les districts. La condition de leur élection est une fortune de 500 roubles au minimum.

Dans la Douma suprême le taux du cens selon la fortune est de 1000 roubles.

D'après son second projet de constitution, chaque État fédératif enverrait un député dans la Chambre haute. En-dessus du cens selon la fortune, les conditions requises sont: 30 ans accomplis, citoyenneté de 8 ans.

C'est à cet organe qu'incomberait la tâche d'exercer le pouvoir juridique sur les ministres, et les chefs de district.

L'accusation doit être intentée dans la Chambre basse, avec l'assentiment d'une majorité de $\frac{2}{3}$.

Sous le rapport de la législation, il revient un rôle à toutes les deux Chambres, à la base des initiatives législatives de l'Assemblée populaire, les deux maisons établissent la législation ensemble. Le monarque dispose d'un droit de veto absolu, ce qui signifie qu'il peut rejeter le projet de loi avant la sanction, si cependant la majorité de $\frac{2}{3}$ dépose le projet de loi à nouveau, il entrera en vigueur indépendamment de la volonté du souverain.

L'assemblée populaire dispose d'un pouvoir très grand, puisqu'elle est autorisée à légiférer, à exercer l'amnistie, à assaier des impôts.

Elle n'est cependant pas autorisée à modifier la Constitution, ceci relevant de la compétence de la Douma Suprême.

Le pouvoir exécutif est exercé par le monarque, „le fonctionnaire suprême du gouvernement russe" qui dirige et contrôle l'activité des ministères.

Il surveille l'application correcte des règles juridiques, afin que l'égalité

¹² Cf. Gavov op. cit.

se fasse valoir sous le rapport de tous les citoyens, même les membres de la maison régnante n'en font pas exception.

A l'encontre de Pestiel, Mouraviov est partisan de la république et c'est à l'État fédératif qu'il donne la préférence sur l'État unitaire.

Son projet assure une autonomie modérée aux États vivant dans le cadre de la fédération.

Malgré les différences accusées de la solution, leurs vues politiques fondamentales s'accordent surtout sous le rapport, qu'il faut abolir le despotisme, le servage, de système pénitencier médiéval et établir les conditions de la liberté de la bourgeoisie.

2. La cruelle répression de la révolte des décabristes et la persécution de leurs idées ne put pas résoudre la crise du féodalisme russe.

Même le pouvoir tsariste apparemment ferme ne suffisait pas à faire croire à la force invincible du féodalisme.

Toujours est-il que dans l'abolition de la révolution française et l'empire de Napoléon I, c'est la Russie qui tenait le rôle prédominant, et qu'elle semblait être l'appui le plus fort et plus solide des monarchies européennes contre tout mouvement révolutionnaire.

Le fait que le Tsar de Russie était le gendarme de l'Europe ne lui coûtait pas peu d'efforts.

Afin de maintenir cette position, il était obligé d'exercer le despotisme le plus intolérant et de persécuter toute pensée progressiste et révolutionnaire.

Malgré toutes les persécutions le progrès ne pouvait être entravé à demeure, ni les pensées révolutionnaires, devenues traditionnelles en Russie, empêchées de se propager.

Dans les années 30 et 40 du XIX^e siècle, le Capitalisme se consolidait de plus en plus, il gagnait toujours plus de terrain dans la vie économique de la Russie et la pression de l'ordre féodal, sa force rétractrice pesèrent toujours davantage sur le plan économique ainsi que politique.

L'essor que prirent les actions paysannes exerçait un effet considérable sur les penseurs politiques s'occupant des problèmes sociaux.

Dans les années 40 du XIX^e siècle la question de l'émancipation des serfs passa de plus en plus au premier plan, puisque le servage féodal se trouvait cempromis à un tel point que son maintien était devenu impossible.

La situation révolutionnaire qui s'était créée en Russie, fit revénir à la raison même les forces les plus réactionnaires.

C'est en 1861 qu'arriva enfin le moment de l'abolition du servage. Cela ne changea pas beaucoup à la situation matérielle des serfs, mais permit l'épanouissement rapide du capitalisme, puisqu'il se forma une couche qui constituera les masses du prolétariat industriel.

Le manifeste du 19 février 1861 du tsar fut précédé par de grandes luttes, la société russe, particulièrement la classe féodale dominante s'étant divisée en deux partis dont l'un désirait le maintien du servage, tandis que l'autre, dirigé par la bourgeoisie libérale insistait catégoriquement sur son abolition.

Ce deuxième parti non plus ne souhaitait une transformation révolutionnaire, il voulait que l'émancipation des serfs s'accomplît par la voie de mesures venant d'en haut tout en maintenant la monarchie tsariste et les propriétés foncières.

Ce ne furent que les démocrates révolutionnaires qui insistaient sur une transformation progressiste, réellement révolutionnaire.¹³

Ces démocrates révolutionnaires luttèrent pour l'abolition du despotisme du tsar et contre l'exploitation, et sur domaine de la théorie attaquaient la façon dont la bourgeoisie libérale interprétait Hegel.

Dans ce mouvement Herzen, Dobroulioubov, Tchernisevski et Biéliniski tenaient un rôle prédominant.¹⁴

A. I. Herzen (1812—1870) issu d'une famille aisée de propriétaires terriens, reconnu, dans son jeune âge l'absurdité, l'anachronisme du servage et du despotisme tsariste.

Il manifestait une grande aptitude pour les questions politiques et, à côté des sciences naturelles il pratiquait activement aussi les sciences sociales et surtout les sciences politiques.

Dans sa jeunesse, il s'activait comme fonctionnaire tsariste, en même temps, il s'occupait déjà des doctrines des décabristes et s'enthousiasmait pour les idées du socialisme utopiste.

Son évolution politique est loin d'être aussi rectiligne que son développement dans les sciences naturelles. Dans ce domaine il adopte une prise de position matérialiste, dont il ne se désistera pas.

Il se fonde sur la matérialité du monde et enseigne que c'est elle la base de tout réel, et que les processus de la nature sont indépendants de la volonté de l'homme.

Il perçoit la vie comme un mouvement perpétuel.

„La vie de la nature — son évolution ininterrompue — est l'évolution du simple abstrait, de l'incomplet, de l'instinctif en entièreté concrète, en complexe ... c'est la dialectique du monde physique.”

Il établit une corrélation dialectique entre le fini et l'infini, l'éternel, et le temporaire, l'intérieur et l'extérieur, le général et l'individuel.

Il s'efforce à établir des régularités aussi dans le domaine de la société, considère comme nécessité absolue l'évolution sociale dont le résultat définitif sera le socialisme.

Il considère l'évolution comme inévitable et estime que le socialisme doit remporter la victoire par la voie révolutionnaire.

Il dénonce les doctrines des idéalistes qui proclament la priorité de la conscience sur la matière. De même, il désapprouve les vues que le matérialisme vulgaire a conçu relativement à la conscience, vues qui n'en reconnaissent pas le rôle véritable.

Dans son ouvrage intitulé „Lettres sur l'étude de la nature”, il dit que l'esprit, la pensée: les résultats de la matière et de l'histoire, ne sont pas extérieurs à la nature, mais le degré suprême de son évolution.

¹³ Kapralov, V. B.: L'importance des ouvrages des démocrates révolutionnaires russes dans la science de l'histoire constitutionnelle et juridique. Ibid. 1950, no. 5, p. 71.

¹⁴ Les vues politiques et juridiques des démocrates révolutionnaires. (Herzen, Biéliniski), Tchernichevski, Dobroulioubov).

Lénine enseigne que Herzen est parvenu au matérialisme dialectique, sans comprendre cependant le matérialisme historique. Sous ce rapport, il est d'un pas en avance sur Feuerbach, mais demeure d'un pas en arrière de Marx.¹⁵

Il n'a donc pas réussi à reporter sa conception de matérialiste dialectique sur le plan sociologique.

Il ne comprit pas le rôle de la production sociale, mais à la base des doctrines des lumières, il adopta un point de vue idéaliste.

Il sépara le développement de l'homme d'avec celui des êtres vivants en général, en déclarant que l'évolution de l'homme se manifeste non pas dans le développement du corps, mais dans l'évolution de la vie spirituelle.

Conformément à ceci c'étaient la science et l'art qu'il considérait comme la base de l'évolution historique.

C'est ce point de vue qu'il exprime dans son ouvrage intitulé „Le dilettantisme dans la science” où il dit que les phases de l'évolution sociale doivent être déterminées à la base des périodes du progrès intellectuel de l'homme.

Le problème de la liberté et de la fatalité le préoccupait également.

Il attribua un rôle déterminé au milieu, cependant ne le considérait pas comme illimité et cherchait à préciser les limites de son influence.

Il ne fait pas de doute qu'ici encore — comme dans ses explications sociologiques en général — il subissait en forte mesure l'influence des idées des lumières.

Toutefois Herzen ne verse pas dans le fatalisme, car il attribue un rôle décisif à la conscience. D'après lui la conscience peut s'opposer à l'effet vide de sens des éléments de la nature et est susceptible de les modifier et influencer.

A son avis, l'histoire n'est rien d'autre que la reconnaissance du réel.

Le milieu détermine la conduite de l'homme, mais en même temps l'homme reste libre.

Plus il reconnaît son milieu et soi-même, c'est-à-dire, plus il est intelligent, plus il exercera de l'effet sur la tendance objective, en même temps il ne doit pas violer les lois, il ne doit pas sélectionner volontairement parmi les lois de la nature, mais il peut transformer la nature de manière qu'elle soit conforme à ces lois et en même temps à ses propres intérêts.

S'il reconnaît la réalité objective, l'homme sera libre, ou comme dit Herzen, l'histoire du monde n'est rien d'autre que l'émancipation permanente de l'individualité de l'homme d'une captivité dans l'autre, d'une obéissance à l'autre jusqu'au moment, où il parvient dans des circonstances correspondant le mieux à l'activité rationnelle, par conséquent l'homme se sentira libre.

Sous ce rapport il parle du rôle que les personnalités et les masses tiennent dans l'histoire.

Il convient de l'importance de l'individu dans l'évolution sociale, particulièrement au regard de personnalités éminentes, en ajoutant qu'elles ne peuvent exercer une grande influence sur les masses que si elles connaissent leur vie et leurs aspirations.

Le peuple peut cependant arriver à ses fins, en toute indépendance du génie, c'est-à-dire au cours de l'évolution historique c'est le rôle des masses, le rôle du peuple qui est décisif, l'individu ne peut qu'encourager ou entraver la marche de l'évolution.

¹⁵ Lénine: A la mémoire de Herzen. Oeuvres complètes. T. 18. p. 9—16.

Au cours de son activité philosophique et sociologique il analysait — en conformité avec ses idées exposées — l'État féodal russe, fondé sur le despotisme.

Il se rendait compte que les États bourgeois de l'Europe occidentale, fût-ce dans une forme différente exploitaient les masses laborieuses non moins que ne le fit l'ordre social du féodalisme.¹⁶

Il fut particulièrement préoccupé par la défaite des révolutions de 1848.

Il voyait le socialisme dans l'affranchissement des paysans ensemble avec les terres et ne reconnut pas le rôle historique du prolétariat.

C'est ce qui, après 1848 servit de point d'appel à la crise morale de Herzen.

Sous l'effet de l'histoire d'Europe il fut pris de scepticisme et de pessimisme. Il devait se rendre compte que la bourgeoisie n'était plus révolutionnaire et qu'il n'existait pas de classe, — respectivement il ne la découvrit pas n'étant pas parvenu jusqu'au matérialisme historique — qui représentait la force révolutionnaire.

Cependant, comme Lénine l'avait constaté, le scepticisme de Herzen était une transition des illusions du démocratism des classes bourgeoises à la lutte de classe assidue et invincible du prolétariat.

Sous le rapport de cette constatation, Lénine allègue l'ouvrage intitulé „Lettres à une ancienne société” ou Herzen remplit avec Bakounine, encore qu'il n'ait pas remarqué chez lui l'immense précipice existant entre le prolétaire et le petit bourgeois, mais les yeux rivés sur l'Internationale dirigée par Marx, il se détache de lui.

Il voyait le passage au socialisme dans la garantie de la propriété foncière de paysans. Cette idée est la base de l'idéologie Narodnik qui cependant est très éloignée de tout genre de socialisme.

Dans sa conception relative à l'État, il exprime également des aspirations d'égalité en disant que l'État est une fédération constituée sur la base de l'union volontaire des hommes, fédération qui s'appuie sur l'égoïsme rationnel de l'homme.

Il faut cependant discerner l'égoïsme raisonnable d'avec l'égoïsme irraisonnable, vu que ce n'est que la forme raisonnable qui assure l'évolution et la liberté de l'homme, puisque „l'égoïsme pur” est antihumain et entraîne l'expulsion d'aucuns de la collective.

Dans la société empirique la rationalité est souvent reléguée à l'arrière plan, par rapport à l'égoïsme démesuré.

C'est une des causes du système social inique, c'est pourquoi le bonheur humain ne peut être réalisé que si les intérêts de la société et de l'individu sont en harmonie.

Ceci ne peut se réaliser qu'en cas d'une égalité absolue des hommes: dans les cadres de la liberté républicaine entière qui selon son point de vue n'est rien d'autre que le socialisme.

L'État subsistera cependant aussi dans les conditions du socialisme, aussi longtemps qu'il y aura des États bourgeois qui en raison de leur caractère militaire, compromettront l'existence de la société socialiste.

Conformément à sa conception sociale, ses vues relatives à l'État ont un caractère idéaliste, utopiste. Il ne reconnaît pas l'essentiel de l'État, aussi peu que les causes de sa création.

¹⁶ Intzkirveli, G. Z.: A. I. Herzen, critique de la démocratie bourgeoise. Ibid. 1952, no. 8., 9, p. 513.

Il perd de vue le rôle déterminant des conditions économiques et de la propriété privée.

Son point de vue s'accorde entièrement avec l'idée du „Socialisme russe” qu'il s'imaginait de manière que le socialisme se réaliserait en Russie par la voie de la révolution de la paysannerie, immédiatement après le féodalisme et que la phase du capitalisme pourrait être évitée.

Sa conception est d'autant plus erronée qu'il édifie ce nouvel État socialiste sur la petite propriété, c'est-à-dire, il croit aboutir au socialisme à l'aide des révolutionnaires petits bourgeois.

Ne pas avoir reconnu le rôle du prolétariat est plutôt son malheur que sa faute, et s'explique par le fait que vers le milieu du XIX^e siècle le prolétariat russe en tant que force révolutionnaire n'étant — pour ainsi dire — pas encore entré en scène, il n'était nullement un facteur susceptible de le tirer de ses rêveries. Rien ne montre plus nettement ses fantaisies utopistes que le fait qu'à son avis la tâche du socialisme est de commencer „la propagation de la bonne parole qui s'adresse également à l'ouvrier et au patron, au paysan et au bourgeois”.

Il n'est donc pas resté conséquent en ce qui concerne le principe de l'avènement du socialisme par la voie révolutionnaire et penchait vers la théorie qu'au moyen d'un effet persuasif exercé sur l'homme, il est possible de réaliser la société juste.

Dans les années soixante du XIX^e siècle lors de l'essor réitéré du mouvement révolutionnaire, après sa déviation vers le libéralisme, il se rapprocha de nouveau du démocratism.

Son démocratism se manifesta aussi bien en proportions nationales qu'internationales.

Bon patriote, il était aussi internationaliste et une partie considérable de son activité était consacrée à la question nationalitaire.

Il condamna toute espèce d'oppression nationalitaire et entra en lice pour l'existence autonome des minorités nationales.

Il condamna également les slavophiles mais, comme internationaliste, il réprouva aussi le cosmopolitisme.

Reconnaissant l'activité oppressive de l'État bourgeois il le dénonça sans ménagement et insistait sur son renversement par le prolétariat qui y est prédestiné.

Le rôle historique de Herzen dans le domaine des mouvements révolutionnaires est de toute évidence très remarquable, puisqu'il luttait bravement contre le despotisme du tsar et le servage.

Lénine aussi l'appréciait particulièrement, en écrivant: c'est de l'exemple de Herzen que le prolétariat comprendra la grande importance de la théorie révolutionnaire, qu'il comprendra que la fidélité dévouée à la révolution, les paroles révolutionnaires adressées au peuple ne se perdent pas, même si entre les semailles et la moisson il s'est écoulé de longues dizaines d'années.

V. B. Biéliniski (1811—1848) est le philosophe et le critique littéraire le plus remarquable de la première moitié du XIX^e siècle.

Comme esthète et critique, il poursuivait le même but, comme dans ses œuvres philosophiques, à savoir la lutte menée en vue de l'abolition du servage et du despotisme tsariste.

Il se rend compte qu'on ne peut pas se confiner dans les domaines fermés de la vie littéraire, mais que c'est précisément celle-ci qui doit concentrer le vie

en elle-même, et faire voir aux hommes „l'aboïement de chien et l'hurllement de chacal se cachant derrière le ronronnement de chat" et le „frétillement de la queue du renard".

Biéliniski a su réaliser son programme dans son oeuvre. Malgré le despotisme tsariste dont l'effet oppresseur se manifestait à l'égard de toute pensée et toute liberté, il eut une part active dans le développement des idées démocratiques révolutionnaires de la littérature russe progressiste.

Il contribuait en grande mesure à ce que la critique littéraire devienne l'instrument de la lutte politique.¹⁷

La conception du monde de Biéliniski se développa en partant de la base de l'idéalisme pour arriver au matérialisme.

L'évolution de sa philosophie est en relation étroite avec les luttes anti-féodales de la paysannerie russe, ainsi qu'avec les mouvements se dirigeant contre le despotisme tsariste et sous ce rapport avec la lutte anticléricale.

En même temps il tint compte aussi des expériences révolutionnaires des pays de l'Europe occidentale.

C'est dans la lutte contre la réaction russe et les slavophiles que sa conception du monde se cristallisa.

Il subissait l'influence des doctrines matérialistes de Radichtchev et de Lomonosov, mais pas en dernier lieu des matérialistes éclairés de la France.

Il assimila la dialectique hégélienne, non sans critiquer avec violence l'idéaliste Hegel et ses épigones.

Son idéologie matérialiste s'est développée dans les années quarante.

Au cours de l'étude de la philosophie d'Hegel il comprit que la réalité sociale et politique russe ne peut d'aucune façon être justifiée.

Il découvrit la nécessité de la lutte menée contre elle et s'étant initié à l'étude de Marx intitulée „Sur la critique de la philosophie de droit hégélienne" il se rapprocha toujours davantage de l'appréciation correcte des événements historiques.

Il se rendit compte que le passage d'une forme sociale à l'autre n'est pas un phénomène fortuit, mais une nécessité absolue.

Il remarqua que l'évolution repose sur les conditions de la production matérielle de la société.

Il commet cependant la faute d'interpréter les éléments de superstructure, c.-à-dire, les idées, comme étant antérieures au développement de la base matérielle.

Il y a une corrélation étroite entre la nature humaine, ses aspirations, ses vœux et le monde ambiant.

L'homme est aussi déterminé par la société.

Les circonstances et les besoins matériels jouent également un rôle décisif dans la formation des moeurs de l'homme.

En analysant le rôle historiques des masses populaires et de l'individu, il prétend que l'histoire est formé par eux, au cas où ils sont pénétrés par l'esprit du temps.

Si les masses ne reconnaissent pas la tendance de l'évolution sociale ils ne peuvent pas tenir de rôle dans la détermination de l'avenir.

¹⁷ Les vœux politiques et juridiques des démocrates révolutionnaires (Herzen, Biéliniski), Tchernichevski, Dobrolioubov).

Conscient de ceci, Biéliniski chercha à révéler les lois des processus historiques afin que le peuple puisse créer son organisation sociale.

A cette fin, il procéda à des recherches historiques pour pouvoir démontrer, à la base de leurs enseignements, les régularités objectives de l'histoire.

De cette façon-là il reconnut les sociétés de classe et établit que dans toutes les formations sociales — abstraction faite de la communauté primitive — la lutte de classe avait joué un rôle décisif.

En même temps il ne pouvait pas donner une explication scientifique de l'évolution, bien que son point de départ eût été juste, lorsqu'il disait que „L'historiographe doit aussi indiquer que le point de départ du perfectionnement éthique est en premier lieu le besoin matériel et que le ressort puissant de l'activité éthique est la nécessité.

„Si l'homme n'avait pas eu besoin de nourriture, de vêtements, de sommeil, d'objets de commodité, il serait demeuré à tout jamais dans son état animal”.

Biéliniski essaie de faire la synthèse du matérialisme et de la dialectique, mais cette tentative échoue à cause de l'introduction de la notion assez incircrivable de „peuple”, vu qu'il ne pouvait pas encore connaître le prolétariat moderne qui eût été susceptible de créer la possibilité de lui faire voir nettement la continuité et la régularité du développement déterminé par les conditions matérielles.

Biéliniski considère comme son devoir fondamental et son but final l'affranchissement de la paysannerie par la voie d'une révolution paysanne.

C'est dans ses ouvrages critiques qu'il exposa décisivement son activité y relative.

Il jugea comme très méritoire l'activité littéraire de Gogol qui avait brossé un tableau bouleversant de la situation misérable des serfs opprimés ainsi que „la lutte que le peuple ukrainien soutient pour la liberté.”

Dans son ouvrage intitulé „Lettre à Gogol” il établit que l'homme ne peut être heureux, là où il ne peut jouir des fruits de son travail, où il n'y a aucune garantie que sa personne et ses biens soient protégés, où il n'y a même pas d'ordre constitutionnel, mais où il n'existe qu'une immense corporation de fonctionnaires. Biéliniski revendique l'abolition de tous ces abus dans l'ordre social russe, l'abolition du droit de suite et de la peine corporelle et la suppression des lois iniques.

Par là il créa l'idéologie révolutionnaire radicale de la paysannerie en considérant comme la seule voie de l'affranchissement de l'oppression: la révolution populaire.

Il voit donc la tendance de l'évolution, il est ennemi du féodalisme, désire son renversement, condamne avec violence la société de la Russie tsariste, mais en même temps il regarde aussi vers l'Ouest et découvre les contradictions intérieures du capitalisme, et se rend compte que la classe ouvrière, les masses laborieuses y sont également exploitées et ceci suffit pour que tout en sachant que le capitalisme doit nécessairement se réaliser, il ne le désire pas.

Il réprouve l'égalité formelle du système politique de la société bourgeoise, où devant la loi le prolétaire est égal au capitaliste, où c'est le même tribunal qui juge tous les deux, et c'est la même peine qui leur est infligée pour leur crime, toutefois c'est précisément cette égalité qui signifie l'inégalité.

„Voilà, une jolie égalité” dit ironiquement Biéliniski.

Il met à nu la société bourgeoise — non seulement l'égalitarisme formel, mais aussi l'hypocrisie du parlement bourgeois où les élections libres s'appuient sur la liberté de la corruption, c'est-à-dire il prend acte de l'injustice de tout le système bourgeois et le condamne dans son ensemble.

Pareillement à Herzen, tout ceci suscite une certaine crise dans sa pensée et il parvient au point de vue que ce n'est qu'au peuple et aux intellectuels issus du peuple que l'on peut faire confiance. „Le peuple se rapporte à ses grandes hommes comme le sol à la végétation qu'il a produite”.

En conséquence de son profond démocratisme Biéliniski ne distingue pas d'homme de valeur et d'homme de moindre valeur — comme le fit Nietzsche —. Selon lui il n'y a que l'homme comme „l'objet le plus parfait et le plus précieux”; en même temps il ne conteste pas la nécessité de la survenance du capitalisme.

Mais il ne s'égare pas sur la voie utopiste de Herzen, d'après qui le capitalisme pourrait être évité en Russie et la révolution paysanne conduirait du féodalisme directement au socialisme.

Il croit fermement à la victoire du socialisme où „il n'y aura pas de riches, pas de pauvre, où il n'y aura ni de tsar, ni de sujet mais où il y aura des amis, des hommes.”

N. G. Tchernichevski (1828—1889) exerce son activité politico-idéologique — pareillement à Biéliniski — dans le domaine de la littérature.

Ses études universitaires terminées il embrasse la carrière de journaliste. Le début de son activité coïncide avec le moment de l'étouffement de la vogue révolutionnaire en Europe occidentale.

A cette époque, en Russie aussi les actions paysannes tendaient à se développer, mais elles étaient dénuées de toute idéologie révolutionnaire. Tchernichevski s'en rendit compte et étudiait les questions idéologiques aussi que les réalités politiques des révolutions de 1848—49 d'une manière approfondie.

Sous l'effet de ces déterminants venant de deux directions, il adhéra au groupe le plus progressiste des révolutionnaires, et devint socialiste convaincu.

L'idée de la nécessité d'une lutte impitoyable contre le servage et le despotisme le pénétra de plus en plus.

Parvenu à Pétersbourg en 1853, il devint rédacteur des journaux progressistes, notamment en premier lieu au „Sovremennik” et c'est sous sa direction que cette feuille périodique devint l'organe de presse des forces progressistes.

Dans les années 60 Tchernichevski était devenu un des leaders des démocrates révolutionnaires.

Il remplissait un rôle prépondérant dans la lutte contre le despotisme et le servage et contribua de façon décisive au développement idéologique des démocrates révolutionnaires.

Marx qui lui-même avait aussi étudié ses oeuvres estimait hautement son activité scientifique dans laquelle il démontra le rôle décisif incombant aux masses populaires dans l'histoire.

Il est hors de doute que Biéliniski a contribué en beaucoup à l'action de plus en plus énergique et ferme des milieux réclamant l'émancipation des serfs.

En même temps, il ne se contenta pas de la réalisation de la réforme et dans son article intitulé „Lettre sans destinataire” rédigé en 1874 il dénonce les graves fautes et iniquités des réformes des serfs.

Les réformes de 1861, au lieu d'atténuer l'atmosphère révolutionnaire l'ont au contraire encore excitée.

Afin d'éviter la révolution, le monarque arrêta des mesures rigoureuses, qui aboutirent à l'interdiction du *Sovremennik* et valurent à Tchernichevski 7 ans de travaux forcés en Sibérie.

A l'époque de son exil en Sibérie il exerçait une activité littéraire et continuait à lutter contre le despotisme tsariste. C'est ici qu'il écrivit en 1883 son célèbre roman intitulé „Que faire?” ainsi que le „Prologue”.

Le développement politique et idéologique de Tchernichevski fut décisivement influencé par les révolutions ouest-européennes de 1848.

Sous l'effet de celles-ci il se rapproche de plus en plus de l'idée de la révolution et de la réalisation de la „république rouge”, idée qui à son époque comptait pour extrémiste.

Il se rendit compte que la république bourgeoise n'était pas susceptible de réaliser l'égalité totale entre les hommes.

Il condamne la bourgeoisie libérale qui en prônant de la liberté et l'égalité ne fait que pallier l'exploitation et l'oppression. Il considère comme injuste que ce soit la majorité qui existe pour la minorité et non pas la minorité pour la majorité.¹⁸

Il dénonce aussi le monarque de s'être lié, de cœur et d'âme” avec l'aristocratie, la classe dominante et les intérêts de celle-ci.

La lutte doit donc se diriger non pas contre un monarque, mais contre la classe dont le tsar n'est que le représentant.

Tchernichevski reconnaît aussi le rôle historique de la lutte de classe lorsqu'il dit que par l'oppression d'une classe par l'autre, il se déclenche la lutte au moment où les opprimés se rendent compte de leur situation et qu'il est possible d'établir un système où ce ne seront plus eux les asservis, que l'oppression n'est pas le décret de Dieu, mais celle des hommes et que leurs oppresseurs sont en tout état des choses, nécessairement leurs ennemis.

Pour cette raison, il aboutit à la reconnaissance de ce que l'évolution de l'histoire humaine se base sur la lutte irréconciliable des différentes classes que tout révolutionnaire doit reconnaître, puisque ce n'est que par la voie de la lutte de classes que le pouvoir peut être saisi.

En étudiant l'histoire de la philosophie il découvre qu'il n'existe pas un seul système philosophique susceptible de servir d'arme dans la lutte révolutionnaire des masses laborieuses.

Tout système philosophique se crée sur un fondement économique-philosophique déterminé et de ce fait ne peut servir que les intérêts des classes conformes à ce fondement.

Les sciences sociales ont donc un caractère de classe. Au cours de ses études sociologiques Tchernichevski déploie une activité directement productive en traduisant en langue russe l'ouvrage intitulé „Principles of political economy” de John Stuart Mill et y ajouta des remarques critiques exprimant ses propres vues. A la recherche de la classe qui à cette époque aurait été susceptible d'assurer l'évolution sociale il se tourna de plus en plus vers les masses laborieuses et se considère soi-même leur idéologue.

En même temps il ne parvint toutefois pas à découvrir le rôle du prolétariat, vu qu'en Russie, il n'y avait pas de prolétariat et de ce fait, ainsi que pour

¹⁸ Pokrovski, V. S.: Les vues de Tchernichevski sur l'Etat et le droit. Recueils d'articles du droit soviétique 1954 no. 3, p. 117.

n'avoir pas reconnu la notion de classe, il versa dans des conclusions erronées et crut découvrir la force progressiste dans la science: „La science est la force fondamentale, qui dans la lutte soutenue contre le despotisme et pour le socialisme assure aux hommes les moyens convenables.

A l'encontre des différentes théories idéalistes et éclectiques il proclamait sa propre vérité notamment que l'homme doit être considéré comme une réalité qui dispose d'une nature déterminée, et pour cette raison la vie humaine ne peut pas être divisée en plusieurs périodes basées sur ses différentes particularités naturelles.

Conformément à sa conception anthropologique, il considère donc l'organisme humain comme une entité, dont l'unité dans la nature humaine est assurée par l'organisme physique.

Il relève donc le côté matériel et lui assure un rôle primordial.

La conscience, la pensée sont la particularité de la matière la plus développée.

Il considèrerait donc l'homme dans le processus de l'évolution du monde matériel, comme une partie de la nature, soumises aux lois universelles.

C'est sur cette base anthropologique qu'il essaie d'expliquer les phénomènes de la vie sociale.

Il reporte les pensées à la sociologie, au domaine de l'esthétique et de l'éthique.

Bien que concernant le principe anthropologique il soit matérialiste et assure la possibilité de décider les questions fondamentales de la philosophie, et qu'au rapport de la nature, il constate d'une manière non équivoque la primauté de la matière, dans le domaine de la sociologie son point de vue matérialiste manque d'esprit de suite.

Il n'est pas explicite lorsqu'il s'agit de déterminer le rôle historique concret de l'homme.

Par ce principe Tchernichevski devient matérialiste lorsqu'il se tourne vers la nature, mais lorsqu'il s'occupe d'analyse d'histoire, il devient idéaliste.

Toujours est-il que Tchernichevski devance Feuerbach en tant qu'il fait la tentative d'appliquer la dialectique dans la théorie, sans toutefois y réussir.

Il s'efforce donc d'é luder la difficulté en essayant d'appliquer la notion de la vie non pas comme catégorie biologique ou physique, mais comme quelque catégorie plus vaste, plus floue. C'est pourquoi Lénine a démontré que le principe anthropologique de Feuerbach, tout comme celui de Tchernichevski étaient des termes par trop rétrécis.

Tchernichevski se distingue de Feuerbach aussi en tant qu'ayant compris le rôle de la politique révolutionnaire, il cherchait à coordonner la théorie et la pratique et à employer la théorie dans la pratique.

„La pratique perce à jour les supercheries et les illusions non seulement dans les choses réelles mais encore dans le domaine des sentiments et de la pensée.”

La théorie révolutionnaire aide à reconnaître d'une manière juste, les phénomènes de la vie sociale. Cette thèse est prouvée par sa propre oeuvre.

Il perçoit avec justesse que c'est l'inégalité économique qui est à la base de la structure de la classe et c'est en conséquence de cette inégalité qu'une classe exerce de l'empire sur l'autre ce qui amène la lutte entre classes dominantes et classes dominées.

Par la reconnaissance de la lutte de classe il se rapprocha de l'interprétation matérialiste correcte de la notion de la vie sociale et de l'homme et bien qu'il essayât d'expliquer l'évolution à la base des conditions matérielles, son idéologie anthropologique l'empêchait toujours d'expliquer l'évolution historique de la société du point de vue matérialiste.

Ce sont ses idées se rapportant à l'évolution de l'histoire qui déterminent aussi sa manière de voir l'Etat et le droit.

A son avis l'Etat est une catégorie de l'histoire qui au cours de l'évolution sociale s'est développé dans les sociétés sans Etats.¹⁹

Dans la question de la création et de l'essence de l'Etat il part de la notion abstraite de l'homme primitif et puisqu'il ne discerne pas le rôle de la propriété privée et des différentes classes opposées dans la création de l'Etat, il ne peut pas donner la définition précise de l'essence de l'Etat.

Il définit l'Etat comme la conception de l'ensemble des individus constituant une nation.

Il verse donc dans des conclusions idéalistes.

En même temps il met en relief le suprême devoir de l'Etat qui consiste selon lui à garantir les droits et la liberté de ses citoyens.

La dualité de sa philosophie se manifeste en ce qu'en se rapprochant de l'Etat du côté matériel de la société, il le considère comme étant en corrélation étroite avec les forces matérielles.

Il dit „Toute activité du pouvoir public dans tous les domaines de la vie, soit sous le rapport politique soit sous celui juridique, est en corrélation directe avec les conditions économiques.”

Puisqu'il reconnaît la connexion entre la propriété et la formation des classes, lors de l'examen des états de l'époque, il touche à la reconnaissance du caractère de classe du pouvoir public.

En faisant la critique de l'Etat féodal, il réfute la supériorité du régime absolutiste et relève qu'il n'est rien d'autre que la dictature de classe des propriétaires terriens seigneuriaux qui dans son mépris pour les intérêts des masses populaires est profondément antidémocratique.

De ce fait, tant que le tsarisme existe, l'essor matériel et culturel des masses populaires est unimaginable, de même est-il impossible que le peuple puisse bénéficier de ses droits puisque la classe dominante ne lui fournit aucune garantie. C'est ce qui explique aussi le traitement inhumain dont il est sujet puisque le peuple ne dispose ni ne bénéficie de ses droits.

La seule issue de cette situation c'est la lutte révolutionnaire, et c'est elle que Tchernichevski considère comme la seule voie de la réalisation du socialisme.

La tâche qui incombe à l'Etat des travailleurs, à l'Etat socialiste sera d'une part la réalisation des désirs des hommes, l'assurance du relèvement économique et culturel des masses, d'autre part la liquidation de l'oppression et de la misère comme telles qui sont en contradiction avec les lois de la nature, voire les conditions de la vie naturelle.

Lénine considérait l'oeuvre de Tchernichevski comme très importante. Il disait: „Tchernichevski en dépassant les vues Narodnik de Herzen a fait un pas de géant par rapport à Herzen.

¹⁹ Problèmes relatifs à l'Etat et au droit dans les oeuvres de N. G. Tchernichevski. (Discussion publique de la thèse de N. P. Pindjourina). Ibid. 195, no. 4, p. 242.

Tchernichevski était démocrate d'une manière conséquente et combative. C'est de son oeuvre qu'est issu l'esprit de la lutte de classe."

N. A. Dobrolioubov (1836—1865) fut le collaborateur intime et l'ami de Tchernichevski.

Subissant l'influence de Biéliniski et de Herzen, il se rapprocha de plus en plus de l'idéologie des démocrates révolutionnaires et sa conception religieuse passa de plus en plus à l'arrière-plan.

Il déployait une propagande révolutionnaire parmi ses amis de collège, organisait divers cercles politiques et rédigeait même une feuille illégale. Au cours de ses études scolaires il s'occupait en même temps aussi des questions relatives à la littérature et à la critique.

Il écrivit des études et des croquis dont une partie parut dans les colonnes du *Sovremennik*. Ses études supérieures terminées, il devint comme Tchernichevski, membre du comité de rédaction du *Sovremennik*, et par là il contribua également beaucoup au développement ultérieur du journalisme révolutionnaire, de la critique littéraire réaliste et de la philosophie matérialiste.

Parmi ses nombreux ouvrages le plus remarquable est celui publié sous le titre „L'évolution organique de l'homme sous le rapport de son activité spirituelle et éthique” dans lequel il fait preuve de son idéologie matérialiste.

L'idéologie matérialiste de Dobrolioubov fut fortement impressionnée par la lettre de Herzen traitant de „L'étude de la nature” ainsi que par les oeuvres de Radichtchev et Tchernichevski.

En même temps il assimila critiquement les idées philosophiques ouest-européennes, surtout les doctrines de Feuerbach.

C'est dans la lutte contre les idéalistes qu'il a approfondi ses études. Il réfuta la doctrine idéaliste religieuse portant sur le libre arbitre.

Il enseignait que la volonté de l'homme était déterminée par le monde extérieur.

Il considère comme non-sens que la volonté de l'homme soit absolument libre, puisqu'il est membre de l'ordre de la nature et de cette manière les lois de la nature agissent en lois objectives.

Il dénonce Platon qui refute la primauté de la matière et qui dit que le monde visible n'est que le réfléchissement des pensées intérieures.

Dobrolioubov considère cette conception comme dénuée de sens et professe la primauté de la matière.

A son avis, la matière est éternelle, elle ne se produit pas du néant et ne peut pas périr, elle ne fait que se transformer.

La spécificité inséparable et essentielle de la matière, c'est le mouvement.

C'est ce monde de matériel extérieur en mouvement éternel qui engendre la Conscience, et c'est elle la seule source des connaissances et de l'intelligence humaines. Il ne peut exister aucune pensée sans matière, bien que la pensée elle-même soit immatérielle.

Dobrolioubov condamne les matérialistes vulgaires qui, à la base des résultats de la physiologie donnent un jugement de valeur erroné de l'intelligence et du psychique.

C'est précisément à la base de la physiologie et d'autres sciences naturelles qu'il démontre que les processus se déroulant dans la psychique sont les résultats des mouvements idéels qui finalement sont déterminés à la base des sens de l'homme, par le mouvement du monde objectif extérieur.

Le matérialisme de Dobrolioubov manquait d'esprit de suite et ceci se révéla de manière manifeste dans ses analyses relatives à l'histoire de la société.

Bien que dans le domaine de la sociologie il se soit rapproché de l'idéologie matérialiste, il interprétait l'évolution sociale d'une manière fondamentalement idéaliste en disant qu'elle était fonction du niveau des connaissances que dans les différentes périodes historiques l'homme possède du monde extérieur.

En conséquence de quoi il alléguait comme cause des iniquités de la vie sociale que les membres de la société ne comprenaient pas leur propre époque.

Il exposa amplement sa conception de l'histoire dans la série d'articles, intitulée „Histoire du règne de Pierre le Grand”. Dans cette oeuvre il reconnaît que la Russie se développe à la base des lois historiques générales, et qu'en dedans les lois générales il peut se produire certaines régularités spéciales. En examinant le rôle historique de Pierre I, il touche le point de vue juste concernant le jugement de valeur du rôle historique des masses populaires et de la personnalité. Il voit les forces motrices essentielles de l'histoire dans les masses populaires, mais en même temps il reconnaît le rôle important des personnalités historiques.

Il écrivait: „Pierre était un promoteur puissant, toutefois ce ne fut pas lui qui assignait la tendance des mouvements: ils suivaient leur cours comme toujours dans le sillage du mouvement de l'histoire.”

Il examinait avec un vif intérêt l'histoire des mouvements de libération russes en relevant le caractère progressiste des mouvements populaires, pour autant qu'ils se dirigeaient contre l'arbitraire des seigneurs terriens.

Il rattacha toutes les fois l'analyse des événements passés aux devoirs des temps présents.

Grâce à cette méthode, il a su démontrer par de riches expériences historiques la crise du système féodal seigneurial en Russie, crise qui s'est particulièrement accentuée après la guerre de Crimée.

La crise s'accompagne de l'affermissement du mouvement populaire. Par là, l'idéologie démocratique progressiste de Dobrolioubov s'est également renforcée.

Il voyait de plus en plus distinctement les voies de l'évolution future en Russie, et attribuait une importance décisive à la révolution du peuple.²⁰

Il critiquait avec violence les théories cosmopolites bourgeoises, la bourgeoisie libérale, qui comme partisane du despotisme tsariste essayait de diriger la Russie sur la voie du capitalisme par des réformes venant d'en haut en idéalisant les conditions bourgeoises en Europe occidentale.

Il mit en relief le caractère exploiteur et l'hypocrisie du parlementarisme bourgeois, ainsi que la liberté bourgeoise qui n'est qu'une liberté de pure forme. Il reconnut — à l'encontre des idéologues bourgeois — que le capitalisme n'était pas le degré final de l'évolution dans l'histoire de l'humanité.

En donnant la critique de la bourgeoisie russe il incrimina en premier lieu son antirévolutionnarisme, puisqu'elle transige avec le système féodal tsariste, voire même se met à son service.

Il constata que selon l'enseignement de l'histoire la lutte de la bourgeoisie n'avait été résolue et ferme que jusqu'à ce qu'elle n'ait reconnu qu'elle était

²⁰ Bourlatzki, F. M.: Les vues politiques et juridiques de N. A. Dobrolioubov. Ibid. 1952, no. 11—12, p. 574.

menacée non seulement du côté du féodalisme mais encore d'un autre côté, à savoir du côté des masses laborieuses.

S'étant rendu compte de ce double danger, les deux parties combattantes, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers féodaux conclurent une alliance afin de se défendre du nouvel ennemi commun.

Le démocratisme bourgeois n'est donc pas autre chose qu'une phrase qu'on met au rancart pour s'allier à ceux qui exercent le despotisme.

Il pose en fait que le démocratisme bourgeois n'est qu'une phrase servant à induire en erreur les masses.

Le meilleur moyen de donner le change est le parlement bourgeois dans lequel cependant — comme il l'avait relevé — les vrais représentants du peuple ne sont pas présents.

A son avis, dans les conditions du capitalisme, la réalisation de la démocratie est non moins impossible que dans le féodalisme.

Une société réellement démocratique c'est-à-dire socialiste ne peut être réalisée que par la voie de la lutte révolutionnaire.

La forme constitutionnelle de cette société serait la république démocratique susceptible d'assurer la participation des masses laborieuses dans l'administration de l'Etat.

La tâche fondamentale incombant à l'Etat sera la socialisation des moyens de production de l'industrie et de l'agriculture ainsi que la liquidation des exploités et des parasites.

Le mérite historique de Dobrolioubov est d'avoir donné une idéologie révolutionnaire aux révolutionnaires de son époque, d'avoir éveillé la sympathie des hommes pour les masses opprimées et de les avoir exhortés à la lutte contre le despotisme et la servitude.

3. Au cours de l'analyse des spécificités russes de l'évolution capitaliste, nous avons constaté que la formation du prolétariat se heurtait à de très grandes difficultés en Russie, vu que — à la différence des pays de l'Europe Occidentale — le développement des manufactures, voire même l'apparition des fabriques et des usines capitalistes avait eu lieu encore à l'époque du servage ce qui pendant longtemps posait des obstacles à la formation du prolétariat industriel.

L'abolition du servage n'assurait toujours pas la voie libre au développement du capitalisme et du prolétariat vu que la bourgeoisie qui dans son appréhension de la classe ouvrière russe ayant conclu un compromis avec la réaction nobiliaire féodale était devenue le soutien le plus fidèle du despotisme tsariste.

Ceci signifiait que le prolétariat en voie de développement ne pourrait même pas bénéficier de la liberté formelle du démocratisme bourgeois et par là le déploiement des mouvements ouvriers et des organisations ouvrières se heurtait à des difficultés beaucoup plus grandes que dans les Etats d'Europe Occidentale.

Il est hors de doute que malgré ces obstacles, grâce à l'abolition du servage, le développement du capitalisme et conformément à ceci la formation du prolétariat se sont fortement accélérés.

Dans son ouvrage intitulé: „Le développement du capitalisme en Russie” Lénine a relevé la corrélation entre le développement du prolétariat industriel et le processus de la formation du capitalisme industriel.

C'est la grande industrie manufacturière qui par la liquidation des formes de la petite production marchande a fait naître le prolétariat industriel moderne, ce qui veut dire que la grande industrie succédant aux manufactures, crée la base de l'accroissement numérique des salariés et au moment où le changement quantitatif passe au changement qualitatif, il se forme le prolétariat.

Toutefois — comme nous l'avons indiqué plus haut — ceci est fonction de ce que le producteur se débarrasse de ses entraves personnelles. L'affranchissement des serfs du rapport seigneurial signifiait en même temps que les larges masses furent dépouillées des moyens de production c'est-à-dire il se constitua la classe qui ne possédait pas de moyens de production qui lui appartenaient en propre et qui, aux fins de son autoconservation se voit contrainte de vendre sa capacité de travail et son travail aux capitalistes disposant des moyens de production.

Ainsi dans les années 80 du XIX^e siècle, plus de la moitié des ouvriers de la Russie travaillaient dans des fabriques. Une donnée caractéristique y relative est qu'entre 1861 et 1881 le nombre des ouvriers industriels a doublé, c'est-à-dire en 1881 il y avait 668 000 ouvriers employés dans l'industrie.

Dans les années 1880, 1890 en Russie aussi il s'est amorcé la centralisation et la concentration du capital. Comme suite de ce processus on vit se constituer d'énormes usines avec un effectif d'ouvriers très considérable. La concentration de si grande envergure des masses prolétariennes leur facilita les possibilités de s'organiser et d'engager la lutte contre le capitalisme.

La situation du prolétariat russe était très rude, puisqu'il était affligé par le mode d'exploitation du féodalisme aussi bien que de celui du capitalisme.

Dans les premières décennies suivant la réforme de 1861, aucune loi ne refrénait l'exploitation et le despotisme des grands industriels.

À cette époque il se forma une considérable „armée de réserve” permettant d'une part la réduction des salaires d'autre part l'augmentation des heures de travail, ce qui eut pour suite que les ouvriers des usines travaillaient souvent 16—18 heures par jour.

Le salaire, par contre, était extrêmement bas, d'autant plus que le prix des articles de première nécessité et les loyers augmentaient de plus en plus.

L'exploitation capitaliste démesurée provoqua la résistance des ouvriers. Au début, ces mouvements étaient plus ou moins spontanés et ce n'est que peu à peu qu'ils prirent un caractère plus organisé et conscient.

Dans les années 60 le mouvement ouvrier était tout à fait insignifiant et se rattachait moins à la situation des ouvriers qu'à l'abolition du servage, bien qu'à cette époque déjà se manifestassent des revendications explicitement prolétariennes visant en premier lieu l'élévation du niveau des salaires.

Ce fut la cause principale des désordres ouvriers et des révoltes.

Le procédé des capitalistes qui sous différents prétextes abattaient encore ces salaires bas ne fit qu'accroître la colère et l'exaspération des ouvriers.

Dans les années 70 le mouvement ouvrier avait pris un grand essor.

Entre 1870 et 1880 on a pu enregistrer 220 grèves.

Les dimensions et la violence variaient selon la grandeur des usines et l'arbitraire des usiniers.

Dans ce mouvement de grève ce furent en premier lieu les villes plus importantes surtout Moscou et Pétersbourg qui jouaient un rôle prépondérant.

Au moins 60% de ces protestations des ouvriers se rapportaient à la question des salaires.

Le déclenchement des différends fut provoqué par les salaires extrêmement bas ou par la réduction de salaires effectuée arbitrairement par les industriels.

Il est caractéristique des grèves des années 70 qu'elles ne poursuivaient plus uniquement des buts économiques mais impliquaient directement ou indirectement, consciemment ou dans le subconscient des revendications politiques. L'essor des mouvements de masse des ouvriers eut pour suite l'apparition des premiers cercles d'ouvrier.

Leur création fut encouragée souvent par des révolutionnaires intellectuels qui désiraient gagner la classe ouvrière pour le mouvement Narodnik.

Leur effort cependant ne fut pas toujours couronné de succès et la prétention spontanée des ouvriers de désolidariser les organisations de classe des narodniks gagna de plus en plus de terrain.

Cette prétention exprimait la protestation des ouvriers contre les illusions narodnik, en vertu desquelles les Narodniks voulaient subordonner le mouvement ouvrier à la révolution paysanne socialiste. C'est que les narodniks révolutionnaires considéraient la paysannerie comme la masse susceptible de renverser le tsarisme, mais en même temps leurs doctrines étaient contradictoires puisque c'est du point de vue des petits producteurs, des petits-bourgeois qu'ils jugeaient les conditions sociales.

Lénine considérait comme utopiste l'idéologie des narodniks qui dans la révolution et la lutte contre le despotisme croyaient pouvoir réaliser le socialisme „paysan.”

C'était ce qu'il avait combattu aussi dans les germes précoces des organisations révolutionnaires de la classe ouvrière. Les narodniks ne se rendirent pas compte de la nécessité du travail systématique pour créer une organisation révolutionnaire afin de mener à bonne fin la lutte politique.

Il croyaient qu'à l'aide de la révolution paysanne ils pourraient réaliser le socialisme sans mouvement organisé et sans force dirigeante.

Il ne reconnurent pas la vocation historique de la classe ouvrière, ni le caractère bourgeois et régressif de leur révolution paysanne.

Vers la fin des années 1880 l'éloignement de la classe ouvrière de la tendance narodnik se manifestait de plus en plus nettement. On considérait comme dénuée de sens la tactique qui préconisait que les intellectuels aillent au peuple, d'autant plus qu'elle n'apportait aucun résultat pratique.

Malgré cette reconnaissance la classe ouvrière ne disposait pas encore de la faculté d'organisation et par là, l'influence des narodniks fit sentir çà et là son effet dans une mesure plus ou moins grande.

La première organisation plus mûrie se constitua en 1875. C'était l'Union ouvrière de la Russie du Sud, présidée par Zasnovski.

Vu le nombre de ses membres c'était encore une organisation assez exclusive, se recrutant d'environ 50—60 membres à laquelle adhéraient encore 2—300 personnes en tant que sympathisants.

L'Union élaborait des statuts fortement influencés par les Statuts semblables de l'Internationale.

Les Statuts se fondaient sur le principe que l'ordre établi s'opposait à la justice, de ce fait la classe ouvrière doit recourir à la violence afin de faire

reconnaître ses droits. C'est par la voie de la violence qu'elle pourra supprimer tous les privilèges.

Les créateurs des Status se rendirent compte que la réalisation de leurs projets était fonction du développement de la conscience ouvrière et de l'unité. C'est en tenant compte de ceci que l'Union a établi ses tâches:

1. „Propagande idéologique entre les ouvriers dans l'intérêt de leur affranchissement du joug du capital et de la classe privilégiée”.
2. „L'union des ouvriers de la zone frontalière de la Russie du Sud”.
3. „La lutte prochaine à engager contre l'ordre économique et politique.”

Ces statuts qui de toute évidence sont d'une importance primordiale dans l'histoire du mouvement ouvrier russe, comportaient l'erreur fondamentale de ne pas avoir reconnu les tâches spécifiques du prolétariat ni le rôle des libertés publiques et du système d'Etat dans les luttes politiques de la classe ouvrière.

Par là, l'élaboration de la tactique ne pouvait être que très défectueuse, puisque ce n'était que le but final qui avait été déterminé tant bien que mal.

Les étapes intermédiaires, les revendications partielles nécessaires à leur réalisation n'ont pas été établies.

Dans ce domaine les expériences révolutionnaires nécessaires, ainsi que l'idéologie révolutionnaire faisaient encore défaut.

Les nombreuses lacunes et fautes du programme et de l'organisation de l'Union Ouvrière de la Russie du Sud ont été éliminées par l'Union Ouvrière de la Russie du Nord.

Les antécédents de la constitution de l'Union sont la grande grève éclatée en 1878 dans la filature de coton, les mutineries dans l'usine Alexandrovski au mois d'août de la même année, ainsi que les grèves déclenchées dans nombre d'autres usines et manufactures.

Les luttes de la classe ouvrière de l'Europe Occidentale et surtout la Commune de Paris exercèrent une grande influence sur le mouvement ouvrier russe.

Cette influence se fit sentir dans le programme et les statuts de l'Union.

Ses dirigeants Obnorski et Haltourine organisèrent l'Union en tenant compte des expériences de l'étranger.

Cette Union va plus loin que l'Union de la Russie du Sud, en tant que d'une part, elle proclame ouvertement son adhésion aux partis socialdémocrates occidentaux, d'autre part elle revendique des libertés publiques politiques puisque selon leurs termes „c'est la liberté publique qui nous protège contre l'arbitraire des autorités, qui nous permet de développer d'une manière juste notre idéologie et de poursuivre une propagande plus efficace.”

Ils reconnaissent l'importance historique des ouvriers et en même temps la nécessité de la lutte commune de la classe ouvrière et de la paysannerie.

„Rien n'est plus loin de notre esprit et de notre coeur que d'oublier le village.

Le moujik et son boqueteau nous sont aussi chers que l'ouvrier industriel, l'amélioration des conditions de vie du premier est même plus importante puisque aucun koulak ne pourrait plus nous appeler des terres pour que nous nous mettions au service de sa panse.”

C'était par la faute incontestable de l'Union que vers la fin des années 70 les actes de terrorisme se généralisèrent ce qui battit en brèche son autorité.²¹

4. La préface du Manifeste Communiste pose en fait que la révolution et la situation révolutionnaire étaient passées en Europe Orientale, en Russie.

Conformément à ceci les dirigeants du mouvement ouvrier portèrent leur attention de plus en plus sur les événements de la Russie.

Les conditions de développement spécifiques russes, la situation du prolétariat russe, ainsi que les doctrines des penseurs russes ont à juste titre capté l'attention.

Marx lui-même apprit la langue russe afin de s'approfondir dans l'oeuvre des penseurs russes.

Il appréciait hautement les doctrines révolutionnaires des matérialistes du XVIII^e siècle et de toute évidence il en puisa.

L'oeuvre de Radichtchev et des démocrates révolutionnaires russes n'avait pas disparu sans laisser de traces, mais est devenu le legs révolutionnaire le plus précieux de la classe ouvrière.

Le matérialisme dialectique et historique a adopté bon nombre de leurs déterminations et les a développés.

Nous devons de toute évidence considérer la théorie de la nature matérialiste de Tchernichevski et de Dobrolioubov comme un des chaînons les plus importants de la lutte menée pour l'unification du matérialisme et de la dialectique, même si leurs tentatives ne furent pas couronnées de succès, puisqu'ils avaient développé le matérialisme de Feuerbach lorsque, simultanément avec la profession de la matérialité ils reconnurent la logique des processus y impliqués, et que le mouvement est le caractéristique le plus spécifique de la matière.

La dialectique matérialiste n'a pas pu être reportée intégralement au domaine de l'évolution sociale, mais les résultats partiels obtenus représentent indubitablement une valeur scientifique considérable.

Au-delà de l'influence spirituelle directe ils exerçaient aussi un ascendant indirect, leurs doctrines ayant jeté les fondements de l'idéologie révolutionnaire du mouvement ouvrier russe, qui de son côté a fortement influé sur les mouvements ouvriers européens.

Les années 80 et 90 du XIX^e siècle représentaient en effet une période relativement calme en Europe, ce qui se manifestait aussi dans les mouvements ouvriers. La Russie par contre subissait une crise révolutionnaire et le mouvement ouvrier russe prit de l'ampleur, d'autant plus car c'est à cette époque qu'entra en scène Lénine qui contribua de manière décisive à ce que les mouvements du prolétariat évoluassent de la spontanéité vers la conscience.

Vu à distance l'influence exercée par les penseurs progressistes et les mouvements ouvriers russes, nous pouvons affirmer à bon droit que non seulement ils ont influé fortement sur le renforcement des mouvements ouvriers et sur le développement ultérieur de l'idéologie révolutionnaire mais qu'ils ont apporté au monde une époque nouvelle; la réalisation intégrale de l'évolution de l'humanité: le communisme.

²¹ Lénine: Sur la fierté nationale des Grands-Russes. Oeuvres complètes t. 21. p. 94. Cf. encore les cours photocopiés universitaires Socialisme Scientifique.

Esquisse de la pensée politique hongroise jusqu'à la révolution bourgeoise de 1848—49

1. a) — On situe le début de la pensée politique hongroise à l'époque où la société hongroise éprouva le besoin de résoudre un problème qui n'avait pas surgi dans les Etats féodaux de l'Ouest.

Ce problème était notamment l'organisation de la défense contre les conquérants turcs, laquelle parallèlement avec la défense contre la politique expansionniste des Habsbourg signifiait aussi la défense de l'existence nationale du pays.¹

Au XV^e siècle, l'évolution de la société hongroise quant aux traits principaux de la politique ne s'était pas encore écarté de l'évolution européenne en général et en particulier elle ne se distinguait pas des conditions économiques, sociales et idéologiques de l'empire germano-romain voisin.

Après l'extinction de la dynastie arpadienne, les souverains féodaux hongrois se trouvaient mêlés aux luttes pour le pouvoir des princes occidentaux, du fait de leur relations familiales et politiques ils participaient aux rivalités autour du trône impérial.

L'agression turque imposa une conduite politique nouvelle aux classes dominantes hongroises.²

D'une part, la politique de la défense contre les Turcs, qui eut pour suite que les rois de Hongrie furent peu à peu évincés de la lice politique principale de l'Europe, d'autre part qu'au milieu des nouvelles conditions de classe qui s'étaient produites en conséquence du développement économique, signalant les possibilités de l'évolution capitaliste, la question principale de la politique était devenue la création d'un pouvoir central.^{4, 5}

L'agression turque motivait également la prétention y relative.

Dans la défense contre les Turcs, les classes dominantes se voyaient vis-à-vis de deux voies politiques.

Fallait-il s'appuyer sur le pouvoir Habsbourg ou recourir aux forces des serfs dans une guerre nationale?

La classe dominante suivait une politique incohérente. Tantôt elle coquetait avec l'idée de l'insurrection populaire, tantôt elle fut prise de panique et s'attendait à l'aide politique des Habsbourg; ceci faisant elle entraînait le pays dans la catastrophe. Au point de vue objectif cependant l'agression turque avait accéléré le processus au cours duquel le peuple se formait en nation; mais puis-

¹ Mód, A.: 400 év küzdelem az önálló Magyarorszáért. (400 ans de lutte pour la Hongrie indépendante). Bp. 1951. Szikra, p. 23—24.

² Karácsonyi, B.: Magyarország története a 14. század elejétől 1526-ig (Histoire de Hongrie depuis le début du 14^e siècle jusqu'en 1526.) Bp. 1957. Felsőokt. Jegyzetell. V. pp. 86—114.

³ Elekes, L.—Székely, G.: Magyarország története. (Histoire de Hongrie) T. I, 1^e partie. (1438—1526). Cours universitaires polycopiés Bp. 1954. Akad. K. pp. 72—192.

⁴ Elekes, L.: A központosító politika belső erőforrásai a XV. század második felében. (Les ressources intérieures de la politique de centralisation dans la deuxième moitié du XV^e siècle). Bp. 1955. Magyar Tört. Társ.

⁵ Elekes, L.—Székely, G.: Magyar történet (Histoire de Hongrie) 1320—1526. Bp. 1954. Felsőokt. Jegyzetell. V. pp. 175—255.

qu'elle a en même temps, enrayé l'évolution capitaliste en Hongrie, le processus de la formation en nation s'effectuait dans des conditions de classe et des conditions économiques arriérées, par conséquent dans des conditions politiques sous-développées.⁶

Le règne national de Mathias Corvin (1440—1490) sa monarchie féodale centralisée⁷, indiquait que, grâce à l'évolution nationale, il réussirait à mettre obstacle à l'agression turque. Mathias Corvin, cependant, ne recourut pas au moyen de l'insurrection populaire dont s'était servi son père János Hunyadi pour endiguer l'attaque des Turcs, mais dans sa politique turque il fut obligé de se tenir sur la défense et afin de réaliser ses buts politiques il mit sur pied, à l'instar des occidentaux une armée de mercenaires bien rétribuée.⁸

Tout ceci témoigne de ce que Mathias n'a pas mesuré le danger ottoman dans toute son étendue, qu'il n'a pas concentré à la défense, respectivement à l'opposition les forces du pays — encore que sa politique intérieure y eût préparé un terrain propice — mais que lui-même aussi désirait intervenir dans la politique occidentale et qu'il convoitait le trône germano-romain.⁹

Ses campagnes en Bohême et en Autriche n'augmentaient pas, au contraire affaiblissaient la possibilité de la défense contre les Turcs puisqu'elles épuisaient le pays et financièrement et militairement. D'aucuns prétendent que par l'acquisition du trône Mathias Corvin visait à unir les forces européennes contre le danger ottoman.¹⁰ Si cette conception pouvait être prouvée on pourrait situer les débuts de la formation de la pensée politique hongroise à l'époque de son règne. Les recherches historiques ne nous en fournissent cependant pas de preuve.

Mathias était plutôt un roi de la Renaissance chrétienne qu'un roi national. Sa politique était déterminée non seulement par ses propres aspirations occidentales mais encore par la politique de conquête des Habsbourg portant vers l'Est.

b) — A l'époque de la domination turque, lors de la consolidation du pouvoir des Habsbourg en Hongrie, époque dont nous n'analyserons pas ici les conditions sociales, il faut chercher les traces du développement de la pensée politique hongroise au cours du déploiement de la lutte d'indépendance engagée contre le féodalisme turc et la domination allemande des Habsbourg.¹¹

La pensée politique s'est développée en se rattachant, quant à son idéologie, aux luttes de la Réformation et la contre-réformation, quant à son économie aux conditions qui s'étaient formées lors de l'accentuation des contradictions existant entre la classe dominante et la paysannerie.¹²

⁶ A magyar nép története (Histoire du peuple hongrois) Par G. Heckenast, M. Ince, B. Karácsonyi, etc. Bp. 1953, Művelt Nép, pp. 182—188, 240—243.

⁷ Mályusz, E., A magyar rendi állam Hunyadi korában (L'Etat féodal hongrois à l'époque de Hunyadi). 1^e et 2^e parties. Századok XCI (1957), pp. 46—123, 569—602.

⁸ Elekes, L.: Mátyás és kora. (Mathias et son époque) Bp. 1956. Művelt Nép, p. 188.

⁹ Mátyás a kortársak között. Írások — levelek. (Mathias et ses contemporains. Documents — lettres) Itrod. par L. Elekes. Bp. 1957, Bibliotheca, 201 p.

¹⁰ Bonfini: Mátyás király. Tíz könyv a magyar történelemből. (Le roi Mathias. Dix livres de l'histoire hongroise). Magyar Helikon. Bp. 1959.

¹¹ Molnár, E.: A magyar társadalom története az Árpádkortól Mohácsig (Histoire de la société hongroise de l'époque arpadienne jusqu'à Mohács). Bp. 1949. Szikra, pp. 316—339.

¹² Sinkovics, I.: Magyar történelem (Histoire de Hongrie) 1526—1711. Bp. 1953. Felsőokt. jegyzetell. V. pp. 291—358.

Miklós Zrinyi, le poète, fut le premier qui dans son oeuvre fit la synthèse de la pensée politique à un niveau scientifique.¹³

Miklós Zrinyi, le poète ban de Croatie, naquit à Csákvár en 1620 et mourut le 18 novembre 1664.

Après la mort de leur père (18 décembre 1626), Ferdinand II confia l'éducation de Miklós et Péter Zrinyi à Péter Pázmány qui les fit élever d'abord dans le collège jésuite de Graz, puis dans celui de Nagyszombat.

Pázmány tâchait d'appuyer l'enseignement scolaire par son influence personnelle.

Leurs études terminés les deux frères partirent pour l'Italie où ils séjournèrent pendant près de deux ans.

Dès son retour dans la patrie en 1637, Miklós Zrinyi livra aux Turcs quelques combats de moindre importance, il les expulsa du Muraköz et les chassa des frontières de la Croatie.

C'est au cours de ces luttes qu'il se fit chef de guerre. Ce fut en 1645 qu'à l'appel du roi il partit pour la première fois guerroyer au-delà des frontières de son pays. Il se battait contre les Suédois à la tête de son armée qu'il avait mise sur pied à ses frais, et dont il supportait les dépenses.

Ses services lui valurent le rang de capitaine de Croatie, titre qui correspondait au rang de général d'aujourd'hui. En 1646 il se distingua dans la bataille de Légrad. En récompense de ses brillants exploits il fut nommé, en 1647, ban et capitaine suprême de Croatie.

En 1652—53 il bataillait contre les Turcs sans fin ni trêve, en 1661 il éleva la forteresse de Uj-Zerin sur l'île de la Mura et de la Drave, juste en face de Kanizsa.

Bien qu'en 1662 la paix avec les Turcs se fût conclue, Zrinyi ne cessa de lutter contre eux affirmant que les Turcs non plus n'observaient la paix. 1664, dernière année de la vie de Zrinyi fut la plus glorieuse.

Avec son armée il avançait vers Eszék pour détruire le fameux pont de l'ennemi et lui couper la retraite.

Chemin faisant, il occupa Berzence, Babocsa, embrasa les fortifications extérieures de Szigetvár, prit d'assaut Pécs et Segesd et brûla le pont fortifié de Eszék.

Ensuite il assiégea Kanizsa, mais les généraux des troupes allemandes ne voulaient pas faire la guerre selon son plan et abandonnèrent leurs positions autour de la forteresse.

Toute l'Europe retentissait des éloges de Zrinyi.

Le grand-vizir turc fit reconstruire le pont d'Eszék et franchit le fleuve avec son armée pour marcher contre Uj-Zerin, afin de redresser la gloire des armes ottomanes à laquelle Zrinyi avait porté un coup fatal.

L'armée de Montecuccoli qui stationnait aux bords de la Mura regardait, les bras croisés, comment se défendait la garnison de Zrinyi.

Péter Zrinyi accourut avec 4000 hommes au déblocage de Uj-Zerin et conjurait Montecuccoli d'allier ses forces aux siennes pour attaquer les Turcs, mais en vain. Ainsi les Turcs ayant occupé le fort à peu de frais, le sapèrent et le firent sauter.

¹³ Harsányi Z.: A XVI. század irodalma. Zrinyi Miklós, Gyöngyösi István, kúrkör. (La littérature du XVI^e siècle. Miklós Zrinyi, István Gyöngyösi, l'époque kouroutz.) Bp. 1953. Felsőokt. Jegyzetell. V. pp. 20—30.

Cette manière d'agir abreuva d'amertume les deux frères Zrinyi, et dans sa lettre adressée aux Etats styriens qui demandaient du secours, Zrinyi condamna avec violence le procédé inoui des généraux chrétiens permettant que les Turcs occupassent, sans coup férir, une forteresse si importante.

Lorsque, après la victoire de Saint-Gothard Léopold II, cédant à la persuasion de Montecuccoli signa la paix de Vasvár qui portait fortement préjudice aux intérêts hongrois, Zrinyi se rendit sur le coup à Vienne pour protester contre la conclusion de la paix, mais ses protestations ne servirent à rien.

A partir de ce temps il se retira, la mort dans l'âme dans son château de Csáktornya et ne cessa pas d'attaquer oralement et par écrit, la politique de la cour viennoise et le traité de paix de Vasvár.

En 1664 il reçut une invitation du roi à se rendre à Vienne afin d'assister au Conseil.

Il remettait de jour en jour son voyage.

Il s'appréta à partir pour Vienne le 13 novembre, et ce jour même, il organisa une chasse aux alentours de Csáktornya. A cette chasse, il trouva la mort, selon certains historiens et la tradition, il a été tué sur l'ordre de la cour viennoise.¹⁴

Miklós Zrinyi qui par les principes politiques élaborés sous le rapport de la lutte contre les Turcs et les Allemands, par sa stratégie et tactique politique et militaire, s'était élevé déjà au-dessus des conditions sociales-combatives particulières de son époque, dans sa conception politique s'était écarté des guerres de forteresse des nobles, et au lieu de fronder contre les Habsbourg, avait mis au point un plan politique d'ensemble et doté ce plan d'un caractère populaire — national correspondant au niveau scientifique de l'époque.¹⁵

Le but principal qu'il se proposait était la concentration des forces nationales contre l'occupant turc, sur une base plus large que celle de la noblesse, pour que la libération du pays se lie à l'affranchissement du pouvoir des Habsbourg.

La conception politique de Zrinyi s'est développée progressivement.¹⁶

L'idée dominante de son oeuvre poétique „Le désastre de Sziget” n'est encore que la lutte contre les Turcs.

C'est la force morale du peuple hongrois, sa solidarité qu'il veut faire revivre afin de briser le pouvoir des Turcs. Il veut se servir de l'exemple du passé pour ressusciter les forces morales.

Parmi ses écritures politiques celui intitulé „Le remède contre l'Opium Turc” s'élève non seulement contre le pouvoir ottoman, mais c'est en même temps un acte d'accusation contre les Habsbourg dont l'aide contre les Turcs ne consiste qu'en paroles, en phrases.

Sa reconnaissance des faits peut être résumée à ce que la nation hongroise, bien que dans sa lutte contre les Turcs elle n'ait pas reçu d'appui des Habsbourg, n'en était pas moins capable de reconquérir l'indépendance contre le pouvoir ottoman affaibli.

¹⁴ Klaniczay, T.: Zrinyi Miklós (Miklós Zrinyi). Bp. 1954. Akad. K. 548 p.

¹⁵ Zrinyi Miklós összes művei. (Oeuvres complètes de Miklós Zrinyi.) 1^{er} vol. Oeuvres poétiques. Oeuvres en prose. 2^e vol. Lettres. Bp. 1958. Szépirod. Kiadó.

¹⁶ Zrinyi Miklós prózai munkái. (Oeuvres en prose de Miklós Zrinyi.) Réd., introd. et comm. par Á. Markó. Bp. 1939, 378 p.

Il dénonce la politique militaire des Habsbourg dans son pamphlet intitulé „Plaintes douloureuses” où il critique la méthode opérationnelle de Montecucoli.

Dans ses ouvrages de théorie militaire¹⁷ „Le petit traité de campagne”, *Le lieutenant vaillant*” il s’élève au-dessus des étroits intérêts de classe; nous voyons en lui l’homme d’Etat et le stratégien qui avait successivement reconnu l’importance de l’intégration du peuple dans les luttes de libération.

Ces oeuvres témoignent en même temps de sa compétence dans la littérature politique et d’histoire militaire basée sur Machiavel.

Dans les réflexions sur la vie du roi Mathias, Zrinyi se révèle partisan de la royauté nationale absolue. A côté de l’attitude frondeuse de la majorité de la noblesse hongroise, dans les conditions de l’époque, cette conception semble être progressiste, voire même révolutionnaire par rapport à laquelle les idées politiques des milieux nobiliaires de la guerre d’affranchissement dirigée par Rákóczi signifiaient une régression.

La littérature marxiste traitant de Zrinyi apprécie hautement et son activité politique et celle militaire.

Tibor Klaniczai par ex. l’appelle le grand classique de la théorie politique et stratégique.¹⁸

„C’est lui” — écrit-il, — „qui fut le premier à créer une théorie politique originale en langue hongroise... comme théoricien militaire aussi bien que comme général il doit à juste titre être mentionné parmi les plus grands sur l’échelle mondiale.”

Ses idées politiques reflètent le processus au cours duquel le peuple hongrois se forma en nation, et dont une étape importante est précisément celle que Zrinyi a créée pour la théorie politique.

Ses ouvrages se caractérisent par une perspective européenne, il entretenait des rapports avec de nombreux personnages et centres importants de la politique mondiale et de la théorie politique de son époque.

Il jugeait de manière synthétique les proportions des forces nationales, des forces des Turcs et des Habsbourg, sa conception internationale s’explique entre autres par le fait qu’il s’était détaché de la philosophie scolastique de Pázmány, qu’il avait lu Bodin, Gassendi et qu’il connaissait probablement au moins en partie, les oeuvres de Bacon, Commenius et Descartes.

Zrinyi avait fixé le programme de l’absolutisme national, à une époque où la fronde nationale considérait comme opportun de maintenir l’ancien état féodal, resp. de retourner aux époques antérieures du féodalisme.

Zrinyi par contre considérait le programme de l’affranchissement national comme réalisable uniquement avec le concours des forces populaires nationales des serfs.

c) C’étaient les serfs de la glèbe, pressurés et harcelés qui pliaient sous le faix de la domination turque, l’occupation allemande et les aspirations frondeuses particularistes des seigneurs hongrois.

¹⁷ Zrinyi Miklós hadtudományi munkái. (Ouvrages de théorie militaire de Miklós Zrinyi.) Intr. par L. Benczédi, G. Perjés. Bp 1957, Zrinyi Kiadó, 491 p.

¹⁸ Klaniczay, op. cit.

Acsády, I.: A magyar jobbágyság története. (Histoire des serfs hongrois). Bp. 1944.

La lutte contre le pouvoir des Habsbourg s'accroît dans les années précédant la guerre de 30 ans et au cours de la guerre de 30 ans, on put envisager d'évincer d'abord les Habsbourg du territoire de la Hongrie pour qu'ensuite les forces de la nation nobiliaire pussent se retourner contre les Turcs.

Dans la lutte anti-Habsbourg les campagnes de Bocskai, Bethlen appuyées par de larges masses populaires et recourant à l'aide turque agissaient dans le sens du maintien du particularisme transylvanien.

L'époque ne se caractérisait cependant pas uniquement par ces campagnes, mais aussi par les révoltes paysannes de plus en plus fréquentes, dont le modèle politique était l'insurrection paysanne dirigée par György Dózsa en 1514.

La critique idéologique des actions paysannes, critique que Engels avait appliquée à l'insurrection des paysans allemands, respectivement qu'il avait établie à la suite de celle-ci, peut être appliquée — mutatis mutandis — aussi aux révoltes des paysans, des serfs hongrois.

Après le refoulement des Turcs, les révoltes paysannes prirent une tournure nouvelle; c'est qu'à cette époque la charge de l'entretien des soldats impériaux, l'établissement en Hongrie de la nouvelle noblesse de la cour, accablaient non seulement les serfs et les bourgeois des bourgs, mais menaçaient de ruine la domination des anciennes familles des grands propriétaires.¹⁸

C'est dans des conditions sociales pareilles qu'au cours du processus de la formation en nation, il se développa, — encore qu'au milieu de graves antagonismes de classe — le caractère de mouvement populaire initial de la lutte pour l'affranchissement, dirigée par Ferenc Rákóczi II et que se créa l'union passagère des insurgés de la noblesse avec les serfs et paysans révoltés. Ferenc Rákóczi II naquit en 1676 et mourut en 1735 à Rodosto en Turquie.¹⁹

Il est connu, qu'après la reddition de la forteresse de Munkács, les orphelins Rákóczi sont rentrés en possession de leurs biens, mais que Ferenc Rákóczi placé sous la surveillance du cardinal Kollonics, fut envoyé à Neuhaus au collège des Jésuites.

Après son mariage contracté en 1697, Rákóczi fut élevé au rang de prince impérial.

Entretemps le gouvernement militaire impérial avait installé le régime de terreur.

Le terrorisme provoqua toute une série de révoltes paysannes et de l'inquiétude aussi parmi les nobles de la Haute-Hongrie. C'est au cours de ces mouvements que Rákóczi fit la connaissance de Miklós Bercsényi, dont le rôle politique sera d'une importance décisive.

Ce fut en 1703 que sur le désir et à l'aide des paysans qu'il mit en marche sa campagne en Hongrie.

Cependant Rákóczi s'opposa bientôt à la politique du soulèvement populaire, d'une part parce qu'il la considérait comme inexpédiente au point de vue militaire, d'autre part parce qu'à cause de l'action des comitats septentrionaux, l'influence des nobles allait en s'accroissant.

En vertu des résolutions de l'assemblée nationale tenue à Szécheny en 1705, il liquida le caractère populaire de l'insurrection et établit l'organisation d'Etat à l'instar de la fédération de la noblesse polonaise.

¹⁹ Köpeczi, B.—Várkonyi, A.: II. Rákóczi Ferenc. (François II. Rákóczi). Bp. 1955. Művelt Nép, 407 p.

C'était au fond la ressuscitation du particularisme; l'insurrection avait perdu son caractère révolutionnaire et à partir de ce moment le mouvement tomba en décadence.

Le travail organisateur et politique de Rákóczi était d'une extrême importance.

Il établit des relations internationales avec Louis XIV, aussi bien qu'avec Pierre le Grand.

L'insurrection conduite par lui dépassa — surtout dans sa phase initiale — les cadres de l'Etat féodal des Ordres. Personnellement il avait de la compréhension à l'égard des prétentions des serfs, il portait tous ses efforts à mettre sur pied une armée indépendante, et fit preuve de tolérance en matière religieuse. Il y a donc lieu de constater que sous beaucoup de rapports la politique de Ferenc Rákóczi accuse des traits bourgeois, surtout si nous considérons sa politique économique.²⁰

Bien que „Mes Mémoires” et „Confessions” n'aient vu le jour que pendant son exil en France, mais grâce à leur style intéressant et la clarté de la suite des idées politiques y exposées, ces ouvrages donnent un aperçu net des côtés forts et faibles de l'insurrection.²¹

La ligne de la direction politique de Rákóczi est loin d'être unitaire. Les inégalités sont dues, autant à la lutte exacerbée entre les forces de classe, qu'à sa propre indécision politique.

Aussi ses mémoires témoignent — ils plutôt d'une sorte de résignation piétiste, et si, dans un certain sens, on peut le considérer comme exécutant des plans politiques de Zrinyi, il lui manque l'optimisme caractéristique de Zrinyi.²²

d) La répression de l'insurrection de Ferenc Rákóczi, clôture une période historique: fût-ce en tant que partie de l'empire unifié et dans des conditions sémicoloniales, mais la Hongrie s'engagera dans la voie de l'évolution bourgeoise.

Cette évolution se poursuit dans un rythme lent et, dans des limites étroites.

Les positions du féodalisme se raffermirent par le trait nouveau des rapports avec la maison autrichienne, avec la création de la noblesse nouvelle.²³

Il se forma le cercle des seigneurs auliques, qui par la politique réactionnaire et partisane de la maison de Habsbourg protégeant le féodalisme, influencèrent fatidiquement le cours de l'histoire de Hongrie.

Dès le milieu du XVIII^e siècle, la Hongrie connut pourtant un puissant essor spirituel, dont les répercussions politiques aboutirent à la conspiration d'Ignac Martinovics.²⁴

La conspiration de Martinovics fut encouragée par l'expansion des lumières ainsi que l'influence que les idées de la révolution française exerçaient sur les couches intellectuelles de la noblesse hongroise.²⁵

²⁰ Heckenast, G.: A Rákóczi szabadságharc. (La guerre d'indépendance de Rákóczi). Bp. 1953. Művelt Nép, 143 p.

²¹ Bónis, G.: Szabadság és alkotmány Rákóczi emlékirataiban. (Liberté et constitution dans les mémoires de Rákóczi). Pusták Népe III. (1948) pp. 155—165.

²² II. Rákóczi Ferenc emlékiratai. (Mémoires de François II. Rákóczi). Trad. par I. Vas. Introd. par Z. P. Pach. Bp. 1951. Szépirod. K. 243 p.

²³ Mérei, G.: Magyarország történelme. (Histoire de Hongrie) 1811—1890. Szeged, 1952. Jegyzetellátó V. pp. 7—16.

²⁴ Ember, G.—Wellmann, I.—Balázs, É. H.: Magyar történelem. (Histoire de Hongrie) 1711—1790. Bp. 1957. Felsőokt. Jegyzetell. V. pp. 21—36.

²⁵ Benda, K.: A magyar jakobinus mozgalom története (Histoire de mouvement des jacobins hongrois). Bp. 1957. Akad. K. 95 p.

Ignac Martinovics naquit en 1755. Il fut décapité en 1795.

Ses ouvrages relatifs aux sciences naturelles et aux mathématiques lui valurent une grande réputation.

En 1791 il devint chimiste de cour de Léopold II et conseiller impérial et royal.

Une année plus tard il était de service dans le ministère des affaires étrangères impérial. Déjà au début du règne de Frédéric II l'absolutisme éclairé caractéristique du règne de Joseph II et Léopold II — céda sa place à un gouvernement réactionnaire.

Martinovics possédait des relations étendues sur tout le territoire de la Monarchie et en Hongrie, il entretenait des rapports avec Ferenc Gyurkovics, professeur de politique de l'Université de Pest.

Ces connexions s'étendaient jusqu'aux Jacobins.²⁶

Afin de propager ses idées et de préparer le soulèvement, il constitua deux sociétés, la société des Réformateurs et la société de la Liberté et l'Égalité.²⁷

La première visait à créer une république nobiliaire au service de la noblesse moyenne, la deuxième tâchait à mettre en application en Hongrie les idées de la révolution française.

C'est Martinovics qui composa le programme de la Société de la Liberté et l'Égalité, sous le titre de „Catéchisme de l'Homme et du Citoyen.”

La conception organisatrice de Martinovics avait de l'envergure; il voulait développer son parti en parti monolithique, dans lequel le rôle dirigeant serait incombé aux intellectuels nobles.²⁸

Cependant le travail d'organisation n'avancait que lentement; et malgré que le nombre des intellectuels nobles sympathisants dépassât essentiellement celui des membres enrôlés, l'organisation ne parvint pas aux masses serviles, et ne put y parvenir.

Martinovics connaissait les idées philosophiques de son époque, ses oeuvres philosophiques révèlent son idéologie matérialiste, ses ouvrages politiques sa pensée républicaine et révolutionnaire, qui rattachait les aspirations au mouvement jacobin et le relevait des cadres hongrois.²⁹

Son compagnon de lutte le plus célèbre fut József Hajnóczy le juriste.^{30, 31}

²⁶ A magyar jakobinusok. Iratok. Levelek. Naplók. (Les jacobins hongrois. Documents. Lettres. Journaux.). Réd., introd. par K. Benda. Bp. 1957. Bibliotheca. 319 p.

²⁷ Kató, I.: A magyar jakobinus mozgalom. (Le mouvement des jacobins hongrois). Bp. 1951. Magyar Tört. Társ. 38 p. (Tirages à part de Századok 1950. no. 1—4).

²⁸ A magyar jakobinusok iratai. 3. köt. Naplók, feljegyzések, röpiratok. (Les documents des jacobins hongrois. 3^e Vol. Journaux, notes, pamphlets). Réd. par K. Benda. Bp. 1952. Akad. K. 452 p.

A magyar jakobinusok iratai. (Les documents des jacobins hongrois). 2. köt. A magyar jakobinusok elleni felségsértési és hűtlenségi per iratai. (Les documents des jacobins hongrois. 2^e vol. Les documents du procès de lèse-majesté et de haute-trahison des jacobins hongrois) 1794—1795. Réd. par K. Benda. Bp. 1952. Akad. K. 861 p.

A magyar jakobinusok iratai. 1. kötet. A magyar jakobinus mozgalom iratai. (Les documents des jacobins hongrois. 1^{er} vol. Les documents du mouvements des jacobins hongrois). Réd. par K. Benda. Bp. 1957. Akad. K. 1142 p.

²⁹ Martinovics, I.: Filozófiai írások. (Écrits philosophiques). Trad. par E. Kolozsvári Grandpierre. Bp. 1956. 168 p.

³⁰ Bónis, G.: Hajnóczy. 1750—1795. Bp. Művelt Nép 100 p.

³¹ Hajnóczy, J.: Közjogi-politikai munkái. (Ouvrages juridiques et politiques). Réd. par A. Csizmadia. Bp. 1958. Akad. K. 343 p.

2. A l'époque des guerres soutenues contre Napoléon, la demande en produits agricoles a fortement augmenté.

Cette conjoncture économique a hâté le processus de passage à l'économie de métayage amorcée déjà depuis le XVIII^e siècle.

Du fait des avantages offerts par la simple coopération, les métayages basés sur le travail gratuit des serfs s'avéraient plus productifs que les censés.

En plus, le propriétaire terrien disposait de l'ensemble des produits.

Ceci amena les propriétaires terriens à augmenter les terrains gérés par le métayage au détriment, en premier lieu, des terres de caractère non censier cultivées par les serfs, en conséquence de quoi une partie considérable de la paysannerie fut évincée de l'exploitation des terres qu'elle avait cultivées jusque là, ou était obligée de payer des rédevances plus hautes.³²

La main d'oeuvre humaine privée de ses moyens de production passe dans les pays développés de l'Europe Occidentale dans le trafic des marchandises, autrement dit le paysan devient un ouvrier salarié.

Le processus ne s'effectua en Hongrie que partiellement, ou pas du tout.

Les conditions de la production féodales se sont maintenues inchangées, vu que du fait de la situation coloniale l'accumulation des capitaux ne s'opérait que de façon limitée.

La survivance des conditions de production féodales représentait un obstacle de plus en plus grand pour le développement des forces de la production.

Dans l'industrie c'était invariablement l'artisanat qui dominait, la production industrielle mécanisée ne fut introduite que dans une faible mesure.

La raison en était entre autres l'insuffisance du marché intérieur, qui entravait ainsi le développement plus vigoureux de l'industrie.

Les classes des propriétaires féodales s'engagèrent peu à peu dans la voie de la production de marchandises.

La productivité cependant est loin d'être satisfaisante, car si la prise des terres avait augmenté la grandeur de la propriété, la culture extensive et le système de travail féodal par contre n'est plus conforme à l'époque, et n'aboutit qu'à la paupérisation de la paysannerie.

La solution serait le passage au mode de production capitaliste, mais la majorité des propriétaires ne possédant pas de capital, ce passage ne peut être réalisé que par quelques-uns.

Toutefois ceci était loin de pousser les grands propriétaires à épouser la cause de la transformation capitaliste vis-à-vis du système féodal. Bien au contraire, il restèrent les défenseurs convaincus du système existant.

Les partisans de la transformation capitaliste sortaient avant tout des rangs de la noblesse moyenne et de la petite noblesse.

Le nombre des membres de la noblesse moyenne étant assez élevé, cependant, faute de moyens de subsistance, la plupart en embrasse des carrières bourgeoises.

Les couches plus aisées continuent à exploiter leurs terres, mais ne possédant pas de capitaux qui leur permettraient de faire des investissements, ils ne peuvent pas rivaliser avec les grands propriétaires.

³² Arató, E.—Mérei, G.—Varga, Z.: Magyarország története. (Histoire de Hongrie). 1790—1848. Bp. 1956. Felsőokt. Jegyzetell.

En l'absence de crédits, ils ont recours à l'usure et s'endettent.

Voilà les circonstances qui amenèrent la noblesse à s'engager dans la voie de la transformation bourgeoise.³³

Une des particularités du développement hongrois est qu'au moment de la naissance des conditions de la production capitaliste, la bourgeoisie était encore extrêmement faible.

On relève donc une importante contradiction: le développement des conditions de production reste fort en arrière du développement des forces productrices; dans les conditions du féodalisme on voit apparaître les particularités du mode de production capitalisme, en même temps que la bourgeoisie est très faible et le capital fait défaut.

C'est ainsi que s'explique la situation dans laquelle „la noblesse sur la voie de la transformation bourgeoise” tient un rôle dirigeant dans la lutte pour cette transformation, mais elle y utilise ses moyens, et méthodes de caractère typiquement féodal.

Cela impliquait nécessairement la limitation des possibilités du développement puisque la noblesse était rattachée par tous les liens — sa situation économique et politique, ses conceptions du monde et sa façon de vivre — au féodalisme, tandis que la nécessité économique la poussait vers la transformation bourgeoise.³⁴ Bien qu'elle désire le développement capitaliste, l'amélioration de sa situation économique, elle ne veut pas renoncer à ses privilèges, et au lieu des actions révolutionnaires radicales, c'est par des réformes qu'elle cherche à remédier à sa situation.

C'est cette même politique qui se traduit par ses conceptions sur le plan de la nation et des nationalités. Voyant que l'oppression coloniale entrave le développement, elle essaie de desserrer les liens qui la rattachent à l'Autriche, mais en même temps elle n'ose pas recourir à des moyens radicaux, puisqu'elle ne désire pas la complète indépendance du pays qui la priverait du marché et de la protection assurés par les rapports avec l'Autriche.

Voilà une conception de caractère typiquement féodal. En effet, à l'époque du développement du capitalisme la bourgeoisie était toujours partisan de l'indépendance nationale, essayant de créer de son Etat une unité économique indépendante, comme en témoignent le développement français et anglais.

La situation de la noblesse se compliquait du fait des difficultés de sa propre situation économique et du mécontentement grandissant des masses paysannes opprimées. Elle se voyait obligée de s'apprivoiser devant l'Autriche, de peur que la politique des Habsbourg ne dresse contre elle ses propres paysans.

Il devint donc une tâche d'importance vitale de se créer une base de masse, c'est-à-dire de se gagner la sympathie de la paysannerie.

Ce fut le même cas en ce qui concerne les nationalités qu'il s'agissait également de gagner, afin de pouvoir compter sur leur appui dans la lutte pour l'indépendance.

³³ Pach, Z. P.: Az eredeti tőkefelhalmozás Magyarországon. (L'accumulation primitive du capital en Hongrie). Bp. 1952. Szikra, pp. 59-91.

³⁴ Mérei, G.: Magyarország történelme. (Histoire de Hongrie) 1825—1848. Bp. 1955. Felsőokt. Jegyzetell. V. pp. 3—9, 45—55.

Faute d'avoir reconnu la situation réelle la noblesse ne s'approchait pas de la paysannerie, mais à la diète des années 1832—36, s'efforçait de s'assurer ses privilèges.³⁵

La politique nationalitaire de la classe dominante de la noblesse hongroise était encore plus défavorable.

L'attitude égoïste, les vues étroites de la majorité de la noblesse ne firent qu'approfondir les différends existant entre elle et la paysannerie, différends qui se traduisaient par les mouvements paysans.

En conséquence de la frustration des paysans de la terre, la main d'œuvre disponible était considérablement plus grande que la demande, ce qui permit aux patrons de réduire les salaires et de faire travailler les paysans, les domestiques des fermes pour des salaires de famine.

Le salaire des journaliers était un peu plus haut, mais ils ne travaillaient pas plus de 17 à 50 jours environ par année.

La paysannerie acceptait avec de plus en plus d'amertume son sort et cherchait la voie de son salut.

L'unique solution qui semblait s'imposer était la possession de la terre et l'affranchissement des serfs.

Cette pensée ne se propageait que très lentement dans la conscience des paysans, de sorte que leur lutte manquait d'un esprit de suite, et ils se contentaient souvent de revendications partielles.

Cependant les objectifs modérés contribuaient également aux luttes de plus en plus âpres des paysans.

À cette époque les sabotages de la paysannerie, voire même le refus ouvert du travail devint un phénomène général.

Une des manifestations les plus importantes de cette lutte fut la révolte paysanne de l'année 1831, à laquelle environ 45 000 paysans avaient été mêlés.

Cette révolte n'a pas peu contribué à éveiller enfin la noblesse opprimée par l'absolutisme des Habsbourg, même si une partie considérable de la noblesse en tira uniquement la conclusion qu'il fallait encore davantage recourir à la force vis-à-vis de la paysannerie.

En même temps l'élite et un groupe assez nombreux des membres de la noblesse reconnut la nécessité de gagner la paysannerie, comme une des conditions de la conquête de l'indépendance.

Ils comprirent la politique de Metternich qui, lors de la révolte avait découvert ses cartes en disant: „Je tiens le barrage, je ferai de sorte que les flots se déversent sur vous, je vous fais assommer par les paysans.”

Un des combattants les plus éminents du problème paysan fut Ferenc Kölcsey.

Le but principal de son activité était de révéler à la noblesse l'impossibilité du système de servage et la nécessité de renoncer aux prestations, car c'est le seul moyen de gagner la paysannerie, „par un intérêt commun qui rattache tous les membres de la société dans une mesure égale à la patrie.”

Comme membre de la noblesse moyenne, il préconisait bien entendu la forme „à rachat” de l'affranchissement des serfs, permettant à la noblesse de passer plus facilement à la forme d'exploitation capitaliste.

³⁵ Szöveggyűjtemény a felvilágosodás és a reformkorszak irodalmából. (Choix de textes de la littérature de l'époque des Lumières et de l'époque des réformes.) 1^e partie. Réd. par J. Waldapfel. Bp 1952. Tankönyvkiadó pp. 482—499.

Les idées modérées de Kőlcsey étaient extrêmement sympathiques aux couches progressistes de la noblesse, elles furent même appuyées à la diète, ce qui n'empêcha pas la haute noblesse et une partie considérable de la noblesse moyenne de faire échouer la proposition.

La terreur absolutistique succédant à la diète de 1832—36, ainsi que les mouvements incessants des paysans venaient cependant justifier les réformateurs dont les idées se répandirent dans des milieux de plus en plus étendus.

Ainsi à la diète de 1839—40 l'opposition progressiste comptait déjà considérablement plus de membres que lors de la diète précédente.

Non seulement la noblesse moyenne, mais quelques-uns des membres de la chambre haute, comme Lajos et Kázmér Batthyányi, László Teleki, József Eötvös, adoptèrent les idées de l'affranchissement des serfs.

Le résultat en fut que le rachat des biens féodaux put acquérir enfin force de loi.³⁶

Cela cependant ne suffisait pas à unir les intérêts de la noblesse et de la paysannerie, ces contrats de rachat étant plus ou moins rares. En effet, la loi permettait, mais ne prescrivait pas le rachat.

La difficulté suprême fut que les serfs ne disposaient pas de la somme qui leur aurait permis de se racheter.

Ainsi le but envisagé ne fut accompagné que par des résultats partiels.

Les mouvements de réformes non seulement ne purent aboutir jusqu'au milieu des années 40, mais ils n'étaient même d'assurer les moyens et conditions nécessaires à la réalisation de leurs buts.

Ainsi l'alliance de la noblesse et de la paysannerie ne prit pas forme, quoique sa nécessité finit par s'imposer à tous les esprits.

La politique poursuivie vis-à-vis des nationalités devint de plus en plus âprement nationaliste.

Par contre la politique nationalitaire de Vienne s'avéra efficace.

Le principe „divide et impera!” fut pleinement appliqué dans le cas des nationalités sur la voie d'une lente transformation bourgeoise et revendiquant ainsi l'indépendance dans une mesure plus ou moins grande.

Les mouvements nationaux résultant du développement de la bourgeoisie des nationalités s'envenimèrent encore en conséquence des aspirations nationales hongroises (comme par ex. l'instauration de la langue officielle hongroise) que les nationalités craignaient et considéraient comme un moyen de leur oppression encore plus forte.

Toutefois les mouvements nationalitaires offraient une particularité qui d'une part facilitait, d'autre part entravait la possibilité du succès du mouvement des réformes.

Il s'agit du violent antagonisme qui régnaient sur les territoires habités par les nationalités entre la paysannerie, les serfs et la classe féodale dominante.

La paysannerie et les serfs de ces territoires n'étaient pas hostiles à l'idée d'une alliance avec les Hongrois.

Cependant puisque la noblesse ne put pas s'allier avec la paysannerie, leur politique nationalitaire n'aboutit à aucun résultat, et par surcroît les classes dominantes des nationalités se trouvaient en controverse, en particulier sur le plan économique. Ainsi la politique des réformateurs connut-elle un échec.

³⁶ Madai, P.—Cszizmadia, A.: Magyar állam- és jogtörténet (Histoire de l'Etat et du droit hongrois). II^e semestre. Bp. 1960. Felsőokt. Jegyzetell. V. pp 104—115.

Ce qui détermina donc l'insuccès de la politique nationalitaire de la noblesse, c'était son égoïsme myope qui l'empêcha de faire aucune alliance avec la paysannerie.

Le continuateur des projets de réformes de Kölcsey fut Lajos Kossuth qui, reconnaissant les défauts de la loi sur le rachat perpétuel, exigea à la diète de 1839—40, que la loi rendit obligatoire le contrat du rachat, qu'elle fixât la limite supérieure du prix de rachat et que l'État fournît aux serfs un appui matériel.

Cette proposition progressiste et bien plus radicale que le projet de Kölcsey fut rejetée par la noblesse hongroise incapable de se défaire de son égoïsme et de ses vues étroites.

István Széchenyi (1791—1860) jouit de l'éducation des jeunes aristocrates hongrois. Après son service militaire, il parcourut les principaux pays d'Europe. Sa formation et ses talents lui permirent de reconnaître l'état arriéré de sa patrie, et même de se rendre plus ou moins compte des raisons de cet état.³⁷

Afin de remédier à cette situation, il étudie d'une manière approfondie la vie économique et politique de l'Angleterre.

Dès son retour, en 1816, il se lance dans la vie publique et commence une carrière qui a pour but de faire de la Hongrie un pays riche et cultivé.

Il ne se cache pas les difficultés qu'il va rencontrer. Il sait que le gouvernement autrichien et l'empereur ne renoncent pas au régime absolutistique, et il sait aussi avec quelle „jalousie méfiante” ils observent le développement de la Hongrie.

L'obstacle le plus puissant lui semble être l'ignorance, les préjugés et le conservatisme de ses compatriotes. C'est pourquoi il s'efforce de mettre en oeuvre ses idées réformatrices de façon progressive, afin qu'elles se heurtent à un minimum de résistance.

Compte tenu du caractère agricole, du système féodal du pays, c'est par la relance de l'agriculture qu'il estime devoir introduire ses projets de réformes.

Ainsi, en 1816, il commence par organiser des courses, censées promouvoir l'élevage des chevaux, puis écrit lui même un traité sur les chevaux dans lequel il expose la nécessité d'améliorer le système de l'élevage et fait des propositions y relatives.³⁸

En 1822, il obtient qu'une partie progressiste de la noblesse hongroise se montre disposée à fonder une société en vue d'améliorer la race chevaline, cependant, malgré la protection du palatin et du conseil de lieutenance, le droit de fonder une telle société lui sera refusé par l'empereur.

Cela suffit à convaincre Széchenyi de ce que le souverain entend priver la Hongrie de la possibilité des moindres innovations.

L'échec ne le désappointe pas. Il n'avait que trop bien su au moment de s'engager dans la voie des réformes qu'il aurait à vaincre de nombreuses difficultés.

En 1825, de retour de ses voyages en France et en Italie, il se rend à la diète de Pozsony.

Cette diète marque un tournant décisif dans sa vie. C'est alors qu'il décida de déployer toute son activité au service de sa patrie.³⁹

³⁷ Cf. Berzeniczky, A.: Gróf Széchenyi István munkáiból. (Des oeuvres du comte István Széchenyi). I. K. Bp. 1903.

³⁸ Széchenyi, I.: Vom Reitpferde. 1816. etc.

³⁹ Sarlós, M.: Széchenyi és feudális jogrend átalakulása. (Széchenyi et la transformation du régime juridique féodal). Bp. 1960. 158 p.

Dans cet esprit il n'hésite pas à offrir ses revenus d'une année aux fins de la fondation d'une Académie Hongroise des Sciences.

Il se fait le champion de la lutte qui a pour but d'instaurer le hongrois la langue officielle du pays: il contribue activement à la création de l'académie, et il est celui qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, s'exprime en hongrois dans la chambre haute.

Széchenyi considère comme une des conditions essentielles de l'essor du pays de réussir à éveiller dans l'âme des aristocrates hongrois, détenteurs des plus grandes fortunes, les sentiments patriotiques, de les rattacher davantage à leur patrie. C'est dans ce but qu'il fonde différentes sociétés et le Casino National.

Son but est de réveiller et d'unifier la conscience nationale, de développer l'opinion publique, autrement dit de protéger la culture nationale à laquelle il veut donner comme centre le Pest-Buda de l'époque.

Il va sans dire que ses efforts se heurtèrent à la résistance de la cour de Vienne.

Ses multiples études juridiques, politiques et économiques font mûrir en lui la conviction que la Hongrie ne pouvait être relevée qu'au prix du développement simultané de sa nationalité, de son niveau intellectuel et de ses ressources matérielles.

L'attitude dont il fait preuve à la diète lui assure une très grande popularité et contribue à augmenter son influence.

C'est en premier lieu l'aristocratie qu'il désire gagner à ses idées.

Toutes les propositions et initiatives inscrites dans son programme de réformes servent à faciliter la réalisation de ses idées. Elles constituent les différentes étapes par lesquelles il entendait créer une Hongrie indépendante et économiquement stable.

Pendant, au cours de son activité publique, il est amené à reconnaître de plus en plus clairement la faiblesse du pays, et de ce fait refuse d'emblée toute attitude susceptible d'entraîner la reprobation du gouvernement.

Il voit fort bien le danger du „mariage mixte" avec l'Autriche, toutefois il estime que dans les conditions données rien ne serait plus erronée que de provoquer des heurts qui inmanquablement rejetteraient la nation en train de se réveiller dans son sommeil millénaire.

Széchenyi est partisan des solutions pacifiques.

Sa conception fondamentale est de rendre la Hongrie d'abord indépendante et libre au point de vue économique et de ne conquérir qu'ensuite sa liberté politique.

C'est pourquoi il s'applique de son mieux à promouvoir le développement de l'industrie et du commerce, à fonder la Société de Navigation Danubienne.

La guerre russo-turque révèle aux hommes d'Etat autrichiens la faiblesse de l'Autriche.

Metternich attend de la diète hongroise qu'elle contribue à accroître la force de la monarchie, en vue de quoi la cour est disposée de faire certaines concessions apparentes.

C'est ce dont tient compte Széchenyi en se préparant à la diète de 1830, et en écrivant, en 1830, son ouvrage intitulé „Hitel" (Crédit)⁴⁰ dans lequel il esquisse pour la première fois les contours de sa politique de réformes. Il y expose qu'une des causes principales de l'état arriéré du pays est l'absence de

⁴⁰ Széchenyi, I.: Hitel (Crédit). 1830.

crédits. Il effleure à peine les griefs constitutionnels, de peur que le gouvernement ne le réduise au silence.

Au lieu de cela il cherche la faute dans la noblesse, qu'il rend responsable des institutions périmées et des manques et indique, comme moyens du progrès, la réorganisation des institutions et de la vie économique, ainsi que l'élévation du niveau de l'instruction publique.

En cherchant la raison de l'absence de crédits, une des entraves les plus importantes du développement économique, il en arrive à conclure que du fait de l'inaliénabilité des propriétés, le créancier ne reçoit pas de garanties, de sorte que l'on ne peut obtenir que des prêts à usure.

Par l'abolition de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux on pourra assurer le crédit qui permettra aux propriétaires de faire des investissements utiles et de s'enrichir.

Il exige donc la suppression de cet „ancien système monétaire construit sur un fond moisi”.

L'ouvrage qui peut être considéré comme une des oeuvres littéraires les plus importantes du XIX^e siècle a bouleversé le camp des défenseurs et des contrôleurs de tout ce système „moisi”, et tandis que les conservateurs lancaient des attaques furieuses contre lui, les forces progressistes appelaient le livre „un fait national”, et le plus grand événement du siècle, son auteur le sauveur de la patrie. Kossuth l'apostropha comme le plus grand Hongrois parce qu'il „avait mis ses doigts sur le pouls de son époque et avait compris son battement”.

Le livre apprécié de manières si différentes fut critiqué le plus sévèrement par son ami Dessewffy, défenseur des institutions historiques „qui avaient fait leur preuve”.

Széchenyi répondit par un nouvel ouvrage intitulé „Világ” (Lumière)⁴¹ dans lequel il insiste sur sa vérité.

Pour faire la synthèse de ces deux ouvrages et pour développer plus amplement ces idées qu'ils contenaient, en leur adjoignant nombreuses nouvelles pensées, Széchenyi écrit en 1832 le „Stádium” (Stade)⁴² qu'il dédie à la diète se réunissant cette même année.

Il y constate que le crédit ne peut se constituer que si à cet égard il n'y a pas de privilèges et si toute affaire de ce genre est soumise à un tribunal civil ou commercial.

Ceci cependant demande l'abolition de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux. Pour que la propriété devienne une vraie propriété, l'Etat doit renoncer à son droit au fisc. La valeur de la terre ne peut augmenter que si elle peut être dans la possession de n'importe qui.

Cela à son tour entraîne nécessairement l'égalité devant la loi.

Széchenyi demande d'ailleurs l'abolition non seulement des privilèges de la noblesse, mais également de tous les autres, vu que tout monopole, corporation entrave la libre concurrence qui pourtant correspond aux intérêts du pays.

Il expose dans la suite la nécessité d'augmenter la force productrice, ainsi que le fond monétaire du pays, et réclame dans l'intérêt du commerce l'amélioration et la modernisation des communications.

⁴¹ Id. *ibid.*

⁴² Széchenyi, I.: *Stadium. Közgazd. jogi Kiadó.* 1958.

L'ensemble de son ouvrage reflète, au delà du programme pour lequel il milite, des tendances à régulariser les rapports entre seigneurs et serfs (égalité dans le commerce, commerce libre) et à introduire les impôts publics.

Dans ses trois ouvrages, *Hitel*, *Világ* et *Stádium* Széchenyi jette les bases des réformes qu'il préconise, en exposant les conditions de l'essor économique, c'est-à-dire la transformation capitaliste du pays.

Jugée d'après ses oeuvres, l'activité de Széchenyi doit être considérée comme progressiste, d'autant plus qu'il a créé le sol pour les idées révolutionnaires, qu'il a mobilisé la nation et qu'il a montré non seulement les buts, mais aussi les moyens d'y accéder.

En ce qui concerne ses méthodes et ses principes, il ne fut pas un révolutionnaire. Par contre pour ce qui est de ses idées, d'une partie des objectifs qu'il s'était fixés, il était un novateur audacieux.

En effet, en examinant les idées de Széchenyi, on ne doit pas oublier que si d'une part il était un esprit progressiste, d'autre part, dans le domaine du droit public, c'était un conservateur.

Une de ses erreurs, sans aucun doute très grave, fut de ne pas avoir reconnu le rôle des masses dans la constitution du nouvel ordre, mais cette erreur était une conséquence naturelle de toute sa conception déterminée par sa situation de classe.

Si c'est à la lumière de ces considérations qu'on examine les trois ouvrages cités, on peut certainement affirmer qu'il n'était point un révolutionnaire, mais que par ses oeuvres il a préparé, sans le vouloir, le mouvement des réformes et par là la révolution sur le plan idéologique.

La parution en 1841 du journal *Pesti Hirlap* rédigé par Lajos Kossuth marque une étape importante dans la vie de Széchenyi et imprime à son activité une nouvelle direction.

Kossuth, tout en essayant d'améliorer la vie sociale et politique hongroise, en critique les fautes avec beaucoup de violence. Représentant une tendance politique beaucoup plus radicale que Széchenyi, ce dernier ne tarda pas à s'élever contre lui.

Les différences entre les deux hommes d'Etat sont très marquées.

La différence fondamentale est que si Széchenyi désirait mener à bien la transformation du système féodal sans lutte ouverte contre l'oppression coloniale, — point de vue qui dans les années 30 était encore motivée, tandis que dans les années 40 il était nettement dépassé — Kossuth considérait la lutte contre l'Autriche pour l'indépendance nationale comme une tâche primordiale.

Széchenyi estime que le ton de Kossuth était subversif et dangereux, et craint qu'il ne détruise les résultats obtenus en provoquant la réaction du gouvernement.

Il recule devant les conditions du succès et les conséquences de la chute, et préfère défendre la situation existante.

C'est ainsi qu'à l'encontre des conseils de ses amis, il rédige, à l'adresse de Kossuth, son ouvrage intitulé „Kelet népe” (Peuple de l'Est).

Il y déclare que Kossuth mène la nation „vers les remous de l'anarchie engloutissant tout, ou, ce qui est plus probable, directement vers les rochers de la tyrannie où elle fera naufrage”.

Kossuth dans sa réponse se défend avec une conscience modeste contre les accusations de Széchenyi, en disant que celui-ci n'a pas reconnu les circonstances changées „qui ne demandent plus de grâce, mais réclament le droit et la justice”.

Dans cette lutte contre Kossuth, Széchenyi est vaincu. Kossuth en sort vainqueur, en tant que représentant du progrès, du nouveau.

En ce qui concerne la solution du problème des nationalités, Széchenyi se trouve également en opposition avec Kossuth qui réclame avec impatience la codification de la loi sur la langue nationale. Széchenyi démontre avec beaucoup de justesse que l'exagération peut transformer le sentiment national le plus pur en malédiction „s'il dépasse la mesure et, chauffé par la passion, il s'attire la vengeance impitoyable de la réaction”.

Le fait est que „la langue parle hongrois ne signifie pas encore que le coeur bat pour la Hongrie”.

C'est de la diète de 1834—44 que Széchenyi espérait la réalisation de la participation égale aux charges.

A cette fin il rédigea son manifeste „L'impôt et les deux sous”, ainsi que sa lettre ouverte „Aux habitants privilégiés de la Hongrie”. Tout ce qu'il y dit a été hautement approuvé par Kossuth et l'opposition.

Cependant la proposition de Széchenyi ne devait pas avoir de résultat.

Sa réputation et son autorité qui avaient déjà souffert de sa controverse avec Kossuth furent entièrement compromises par la circonstance qu'il accepta la présidence de la „Commission de Transports” instaurée dans le cadre du conseil de lieutenance en 1845.

A la diète de 1847—49 il essaie d'agir contre l'élection de Kossuth comme député, respectivement il veut lui-même prendre la parole dans la chambre basse pour contrebalancer l'activité politique de Kossuth.

Mais dans ce domaine encore il essuya une défaite vis-à-vis de Kossuth.

Il ne lui restait plus que le domaine de la circulation où il pouvait espérer obtenir du succès, cependant la révolution de Vienne et l'action rapide de Kossuth anéantirent ses espérances. Le projet d'adresse de Kossuth concernant l'instauration d'un ministère responsable fut accepté et dans le premier cabinet Széchenyi obtint le porte-feuille de ministre des communications.

A la vue des succès de la révolution, il enterre pour un temps son différend avec Kossuth, cependant en été 1848 ses angoisses au sujet du sort de la nation prennent de nouveau le dessus et son équilibre intérieur est gravement atteint. De 1848 jusqu'à 1850 Széchenyi avait l'esprit dérangé. Il ne se remit qu'au début des années 1850.

L'obscurcissement de son esprit était causé par un sentiment de culpabilité. Il s'accusait d'avoir déclenché le processus qui avait abouti à la journée du 15 mars 1848 et aux événements qui lui succédèrent et dans lesquels il voyait la destruction de la nation.

En 1851 la crise était en voie de disparition et Széchenyi fut de nouveau en état de s'intéresser aux affaires publiques.

Il recommença son activité littéraire, et en 1857 acheva sa „Grande satire” du gouvernement autrichien.

C'était l'année de la tournée de François Joseph en Hongrie. A cette occasion Széchenyi proposa aux Hongrois d'essayer de soumettre une pétition au roi en lui demandant de rétablir la liberté de la Hongrie. Le projet échoua, mais

suffit à rendre l'intégrité d'esprit à Széchenyi qui ne tarde pas à se lancer dans une activité fiévreuse.

En 1857 parut un livre glorifiant le gouvernement d'Alexandre Bach en Hongrie. Széchenyi répondit l'année suivante par le „Blick” dans lequel il flétrit sur un ton satirique l'activité de Bach. Il s'attira ainsi la colère de la cour qui commença à le persécuter. Les tracasseries incessantes de la police achevèrent de ruiner ses nerfs et le 8 avril 1860 il commit suicide.

En ce qui concerne ses conceptions politiques, Széchenyi avait reconnu la nécessité de la transformation capitaliste, et entreprit de faire comprendre cette nécessité à la nation, et en particulier aux milieux de la haute noblesse.

Comme il était un réformateur, c'est avant tout de ces derniers qu'il attendait la solution des problèmes et c'est leur intérêt qu'il cherchait à favoriser.

Son but économique était le développement de l'industrie hongroise, particulièrement de l'industrie légère, estimant que cela correspondait le mieux au caractère agraire de la Hongrie.

En même temps il activait le développement du commerce, voyant clairement l'importance du capital et de l'accumulation du capital, dont le meilleur moyen à cette époque était la promotion du commerce libre.

Il entendait éviter la lutte politique, persuadé de ce qu'il fallait d'abord raffermir la situation économique du pays et assurer par là sa relative indépendance économique vis-à-vis de l'Autriche.

Cela ne signifie pas qu'il déclinait toute activité politique. Il avait, en effet, reconnu le caractère néfaste du „mariage mixte” austro-hongrois, mais étant lui-même membre de la haute noblesse, il désirait maintenir les liens constitutifs qui unissaient la Hongrie aux Habsbourg.

Sous le rapport de la politique intérieure, il désirait élargir successivement les étroits cadres de la „constitution”.

Széchenyi avait certainement subi l'influence des idées de la grande révolution bourgeoise et de l'époque des Lumières françaises, et ceci d'autant plus que ses conceptions économiques impliquaient l'adoption de ces idées qui étaient nées dans des conditions économiques très semblables, notamment au cours de la collision de l'ordre économique du féodalisme et du capitalisme.

Ses conceptions politiques étaient basées sur le droit naturel et tendaient à la mise en pratique des „droits de l'homme”⁴³.

Ce dont témoignent ses arguments exposés à propos de la nécessité du commerce libre en faveur de l'égalité devant la loi, l'égalité en droits, c'est-à-dire l'abolition des privilèges de la noblesse, du régime du servage et de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux.

C'est dans cet esprit qu'il analyse les problèmes de la religion et la question des nationalités.

Il reconnaît les différentes religions, proclame la tolérance, même toute espèce de persécution et les mesures discriminatoires.

De même, il occupe une position fort moderne dans le problème des nationalités: sa conception est plus progressiste et certainement plus correcte que celle des radicaux et de Kossuth, dont il reproche l'intolérance vis-à-vis des

⁴³ Szabó, I.: Burzsoa állam- és jogbölcselet Magyarországon. (Théorie de la politique et philosophie du droit bourgeoises en Hongrie). Notes I., II., III., IV., V. pp. 1-275.

nationalités et les efforts quelque peu agressifs en vue de la „magyarisation” des nationalités.

Il déclare que chaque homme possédant des droits inaliénables, les droits des nationalités ne devaient pas être diminués, comme il ne fallait pas non plus restreindre la liberté de notre vie politique.

Lajos Kossuth (1802—1894) fut celui qui acheva l'oeuvre de Széchenyi, qui termine l'édifice dont les fondements avaient été posés par le „plus grand hongrois”.

Fils d'une famille noble appauvrie, il poursuivit des études juridiques et obtint un diplôme d'avocat.

C'est en 1825 qu'il participa pour la première fois à la diète en qualité de *legatus absentium*.

Il s'était établi dans le comitat de Zemplén où il exerçait une activité d'avocat.

A la diète de 1832—36 il se présente comme le délégué du baron Sámuel Vécsey. C'est à cette époque que son nom devient connu, comme le nom du rédacteur des Comptes rendus de la Diète⁴⁴.

Le gouvernement n'avait pas permis la propagation de ces comptes rendus sous forme imprimée, de sorte qu'ils circulaient en manuscrit. Ils contenaient le bref résumé des discours prononcés à la diète, plus exactement donnaient les discours de l'opposition généralement in extenso, ceux du parti gouvernemental et conservateur en résumé.

C'est au cours de ce travail que Kossuth entra en relation avec Wesselényi.

Après la clôture de la diète il décida de continuer son activité publicistique afin de tenir en éveil la nation, et malgré l'interdiction du palatin, il rédigea ses Comptes rendus du Tribunal qui parurent jusqu'au moment où, en 1838, Kossuth fut mis en prison.

On le condamna à quatre ans de réclusion.

Les années de prison ne devaient pas rester stériles, Kossuth les employa à s'initier aux thèses des doctrinaires français et anglais.

L'emprisonnement ne fit qu'augmenter la popularité de Kossuth en le plaçant sur le piédestal d'un martyr de la noblesse.

Ainsi, lorsqu'en 1840 il fut libéré sous la pression de l'opposition, il se chargea de la rédaction du journal *Pesti Hírlap*.

Un de ses grands mérites est d'avoir fait du journalisme l'arme la plus puissante des luttes politiques; arme dont l'effet rivalisait avec l'influence de la diète sur l'opinion générale.

Kossuth réussit à mettre la presse au service de l'administration politique et de l'activation révolutionnaire des masses.

Grâce à ses dons stylistiques et ses aptitudes d'écrivain il exerça une très grande influence sur les lecteurs: „son style d'écrivain est une féerie de couleurs, un jardin magique rempli d'un feu vraiment méridional, plein des fleurs les plus charmantes dont le parfum enivre le lecteur à mesure qu'il avance entre elles.”

Le ton révolutionnaire des idées réformatrices exposées dans les articles ne manque pas de consterner Széchenyi qui pourtant s'appuie sur les mêmes principes, et l'incite à rédiger son écrit polémique „*Kelet népe*”.

⁴⁴ Kossuth Emlékkönyv (Mélanges Kossuth). Vol. I, II. Akadémiai Kiadó, 1952.

Kossuth y répond avec une noble modération, en défendant son point de vue et sa tactique, ce qui ne fait qu'augmenter sa popularité au point qu'il lui gagne même la sympathie des partisans de Széchenyi.⁴⁵

Utilisant cette popularité politique et sociale grandissante, il organisa, en 1842, la première exposition industrielle hongroise qui contribua à lui assurer l'hégémonie dans la direction de l'opinion publique.

Comme résultat de son activité fiévreuse, le Pesti Hirlap n'est plus seulement le miroir des luttes politiques, mais y tient un rôle actif.

Conformément à son programme, Kossuth se fixe comme une des tâches principales la mobilisation de la noblesse qu'il considère comme le dirigeant et une des forces principales de la transformation. Comme il dit „nous avons pensé trouver cette force dans les rangs de la noblesse moyenne, dont le champ d'activité est la vie municipale et que, pour cette raison, nous considérons comme le représentant de l'opinion générale.

En même temps il refuse l'idée de Széchenyi que c'est la grande propriété qui „dans le processus de notre transformation doit exercer une influence prépondérante”.

Il attribue à la noblesse moyenne un rôle décisif dans le présent et dans l'Etat de l'avenir et déclare qu'elle sera „solidaire avec les intérêts du peuple, et sera comme entre les frères le frère aîné.”

Pour ce faire il est toutefois nécessaire qu'elle renonce à ses privilèges qui sont en contradiction avec l'idée de la liberté, les intérêts du peuple; c'est la condition première de l'unification des intérêts.

Le but primordial est la terre et les hommes libres, autrement dit que la loi permette au paysan le rachat des biens féodaux de façon à ce que cela soit obligatoire pour tout le monde.

Loin d'entraîner le viol du caractère sacré de la propriété, cela en constitue la garantie.

Ce que Kossuth propose en 1840 et 41 comme une première étape sera adopté par la diète de 1847—48.

Il voit très bien que le problème des serfs ne relève pas du droit privé. Il dit à ce sujet: la législation hongroise a toujours considéré les rapports censiers d'un point de vue absurde, en les situant notamment dans le domaine du droit privé, alors qu'ils constituent... surtout un problème du droit public”. Il s' imagine la solution du rachat des biens féodaux au moyen d'un prêt octroyé par l'Etat. Cela comporterait un net avantage pour la noblesse qui d'une part recevrait de l'argent des serfs se rachetant eux-mêmes, d'autre part verrait sa terre affranchie et obtiendrait des crédits de la banque. Elle pourrait donc s'engager dans la voie de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi Kossuth insiste sur la nécessité de la suppression de l'inaliénabilité des biens féodaux: „Tant que nous n'aurons pas remédié au problème de l'inaliénabilité des biens féodaux, nous ne pourrons, créer malgré tous nos efforts, une situation normale dans le domaine des biens situation qui permette de dire au propriétaire terrien hongrois qu'il possède vraiment ses domaines... là où l'on constate le mal, le principe de l'inaliénabilité veille comme un monstre, et ne permet pas que les mains du médecin s'approchent de la maladie.”

⁴⁵ Kossuth Lajos összes munkái (Oeuvres complètes de Luis Kossuth). Akadémiai Kiadó. Bp. Les volumes parus.

Une autre condition décisive de la transformation bourgeoise est l'introduction de la participation égale aux charges, découlant directement de l'égalité en droits des hommes.

Ce but il ne pouvait pas encore le déclarer ouvertement au début des années 40, car il lui aurait enlevé l'appui de la noblesse, de sorte qu'il se contente de parler à cette époque de l'exonération fiscale de la noblesse.

Il essaie de convaincre la noblesse réticente de ce que cela n'est point du tout contraire à ses intérêts, puisque, ce n'est que sur cette voie qu'il est possible de réaliser la réforme pacifique, car la constitution nationale „est le dernier vestige par le monde entier des temps qui partout ailleurs sont révolus.”

Cependant sa lutte resta vaine à cause de la résistance de la noblesse, et sa revendication ne pouvait s'engager dans la voie de la réalisation qu'en 1847.

Kossuth, bien qu'il considérât la noblesse comme la force motrice de la transformation bourgeoise et désirait en faire l'instrument, a reconnu que l'opposition nobiliaire ne pouvait pas se passer de l'alliance de la bourgeoisie.

C'est pourquoi il milite en faveur de l'institution de la représentation nationale qu'il ne tenait d'ailleurs en 1843 pas encore pour un problème trop urgent; comme il le dit: „nous n'insistâmes point trop sur l'idée générale de la représentation nationale, estimant qu'à ce moment cela constituait un effort sans importance pratique.”

En 1844, après avoir quitté le Pesti Hirlap, il a créé l'Association pour la Protection de l'Industrie, „afin de promouvoir le développement de l'industrie du pays”. C'est au moyen de cette association qu'il voulait évincer l'industrie autrichienne, éveiller l'esprit d'entreprise des Hongrois et provoquer la fondation des sociétés commerciales.

Son projet échoua, en partie à cause du manque d'intérêt de la nation, en partie à cause de l'inaptitude professionnelle des membres et employés de l'Association.

En 1846 Kossuth reprit sa place dans son ancien domaine d'activité, et continue les luttes qu'il avait abandonnées deux années plus tôt sur les pages du Pesti Hirlap.

En 1846 le problème du système d'administration devint une question centrale et sema de l'agitation dans l'opinion publique.

Kossuth, en tant que partisan du municipalisme, se trouva au centre des discussions. Il s'attaqua aux aspirations centralisatrices, démontre les avantages du système des comitats, en affirmant qu'il constituait la forteresse de l'indépendance hongroise et assurait le maintien de la vie constitutionnelle hongroise. Il ne voulait point élaborer de nouvelles théories constitutionnelles, mais en même temps se montrait hostile à l'idée d'adopter sans réserves un système constitutionnel qui n'avait pas encore fait ses preuves chez nous, et avec lequel on sympathisait uniquement parce qu'il s'était avéré bon à l'étranger.

Lors des élections des députés en 1847, Kossuth figurait déjà comme le chef désigné de l'opposition dans le comitat de Pest, où il obtint la majorité des voix. A la diète il continuait d'attaquer le système des administrateurs, critiquait la politique du gouvernement, tout en déclarant „qu'en fait de fidélité, de loyauté il ne se laisserait surpasser par personne”.

Sa proposition d'adresse faite à ce sujet fut rejetée plusieurs fois par la chambre haute et mise de côté par la chambre basse, de sorte que dans cette question c'est le gouvernement qui resta vainqueur.

Cette défaite compromet provisoirement l'hégémonie de Kossuth dans les milieux de l'opposition, mais bientôt, notamment à la suite de la révolution de février de Paris, Kossuth reprit l'initiative, et le 3 mars, dans un discours de portée historique, il réclama l'établissement des bases constitutionnelles du régime et la nomination d'un gouvernement hongrois responsable:

Sa proposition d'adresse fut acceptée par la cour le 17 mars.

Kossuth devint ministre des finances du nouveau gouvernement. C'était donc à lui de mettre de l'ordre dans la situation financière du pays et de mettre en application la loi sur la participation égale aux charges.

Ce qui compliqua sa situation c'était que la cour, en se réclamant de la sanction pragmatique exigeait une aide militaire et financière du pays qui voyait s'aligner à ses frontières la force armée de ses ennemis qui le menaçaient d'une attaque immédiate.

Kossuth reconnut la nécessité de refuser l'aide italienne, étant donné que les mouvements des Saxons et des Roumains de Transylvanie, la révolte ouverte des Serbes n'était pas une conséquence du refus de l'aide italienne, mais tout au plus un prétexte du déclenchement de la contre-révolution.

C'est dans ces conditions qu'il prononça, le 11 juillet, son célèbre discours pour obtenir un vote favorable sur la formation de la force armée, dans lequel il expose en détail la situation de l'Etat hongrois, dévoile le travail subversif des forces ennemies et le danger imminent de l'offensive et demande à l'assemblée nationale „de voter une armée de 200.000 soldats et les fonds qui y sont nécessaires.”

Sous le coup du discours suggestif, les députés n'hésitèrent pas à exécuter la demande.

A partir de ce moment Kossuth se rapprocha de plus en plus de l'aile radicale de gauche de l'assemblée nationale laquelle, dans le tourbillon des événements ne cessait de se raffermir.

Les prévisions de Kossuth se réalisèrent: en automne 1848 l'armée contre-révolutionnaire de Jellasich, ban de Croatie attaqua le pays.

Le gouvernement perd la tête, des résolutions révolutionnaires sont prises, il se constitue le Comité de la Défense Nationale avec à sa tête Kossuth.

Afin d'augmenter l'effectif et la force de l'armée, il fait immédiatement une tournée dans le pays et révélant à la nation le danger imminent, il recrute des soldats.

Nous nous contenterons ici de rappeler les premières défaites infligées à la contre-révolution (Pákozd, Sukoró, Ozok), puis l'hésitation de Móga laquelle conduit à Schwechat, suivi par la deuxième attaque de la contre-révolution, au mois de décembre, les coupables manoeuvres pacifistes de Görgey, la chute de Pest et l'établissement du gouvernement à Debrecen.

En réponse à la constitution d'Olmutz, l'assemblée nationale adopte la Déclaration d'Indépendance. La conquête de l'indépendance nationale avait été le fil directeur des idées politiques de Kossuth. Toutefois il ne concevait cette indépendance pas de façon aussi absolue que la Déclaration.

Ses aspirations à une indépendance politique intégrale ne s'étaient manifestées que lorsque Kossuth avait reconnu la perfidie de la politique de Vienne. Cependant ni alors, ni sous l'influence de la Déclaration d'Indépendance il ne devint l'ennemi de l'idée de la monarchie.

La république était pour lui bien plutôt une tactique que le but final. Son idéal était la monarchie constitutionnelle nationale, l'extrême limite jusqu'à laquelle il put avancer la forme politique de la république libérale nobiliaire-bourgeoise. Jamais il ne parvint à apprécier de manière positive le socialisme sous quelque forme que ce soit.

Cette forte détermination de classe explique que lui, noble sans terre, s'attache à défendre dans la grande transformation les intérêts matériels de la noblesse terrienne, ne cesse pas de proclamer „les mérites historiques” de cette noblesse qu'il considère la force centrale de l'avenir de la nation.

Cela explique aussi que c'est fort à contre-cœur qu'il satisfait aux revendications de la paysannerie lorsque celles-ci dépassent considérablement la libération des serfs, et de même reprouve l'activité de la gauche radicale.

Les racines des vues politiques et juridiques de Kossuth plongent dans le sol du droit naturel et du droit rationnel.⁴⁶ Cette conception eu égard aux conditions de la Hongrie, est certainement progressiste au début, puisqu'elle constitue la justification idéologique du nouveau système de production et de sa superstructure juridique et politique.

Elle forme la base de la théorie de la souveraineté du peuple, la raison d'être de la révolution bourgeoise, de la lutte contre la toute-puissance de l'Etat et contre le régime absolu, de ce qu'on appelle monarchomachie et qui n'est autre chose que la justification du droit du soulèvement contre les dynasties régnantes.

Cette idéologie lui permet d'entrer en lice pour les droits humains, en disant „de même que par la vie sociale l'homme ne peut point perdre ses droits humains, la société bourgeoise par son régime gouvernemental ne peut pas perdre les droits et le pouvoir qui sont les corollaires de sa nature, et ne peuvent pas lui être aliénés...”

Si le souverain néglige d'en tenir compte, il est permis, comme le proclame déjà Althusius, de se soulever contre lui les armes à la main.

On décèle l'influence de Kant sur la pensée de Kossuth qui définit la notion de la liberté en partant de l'impératif catégorique: „la notion de la liberté dans la société bourgeoise (donc sur le champs du droit) se résume ainsi: pouvoir agir de façon que si tout le monde agit, le droit d'agir de l'un n'annule point le droit d'agir de l'autre”⁴⁷

Que Kossuth a également subi l'influence des déclarations des révolutions française et américaine ressort du fait que la Déclaration d'Indépendance contient des constatations correspondant presque textuellement à certains passages de ces déclarations.

Ceci est toutefois loin de signifier que la racine plongeant dans le droit naturel et l'influence étrangère en diminuent le caractère national.

La Déclaration est certainement basée sur le droit historique, et forme la synthèse des aspirations nationales et bourgeoises.

Ce n'est point tant la conception de la Déclaration d'Indépendance qui était erronée, mais le fait qu'elle fut émise dans des conditions politiques irréelles, sans que la base de masse en eût été préalablement assurée, la question paysanne résolue et avant que les Autrichiens fussent vaincus.

⁴⁶ Szabó, I.: op cit.

⁴⁷ Kossuth, L.: op. cit. (recueil).

Une autre grave erreur que Kossuth commit fut d'avoir provoqué l'hostilité des nationalités, en ne „prononçant que des paroles accusatrices” contre les Slaves et les Roumains, et en° ne reconnaissant comme nationalité que les Croates. En vérité cela encore ne doit être accepté que sous réserves, car déjà à partir du début de l'année 1849 on poursuivait au su de Kossuth des négociations avec le groupe démocratique des Serbes, ensuite, assez tard, à Szeged, il y eut un accomodement avec Balcescu et Jancu au sujet de la loi sur les nationalités.

Après la défaite de la guerre d'indépendance Kossuth est obligé de vivre en émigration. Il ne cesse de recourir à différentes manoeuvres en vue de reconquérir l'indépendance de la Hongrie, cependant ses idées fondamentales et ses méthodes furent foncièrement erronées, et, comme le disait Marx „ressemblaient plutôt à celles d'un héritier du trône qu'à celles d'un fugitif”.

Le caractère enthousiaste de Kossuth, son impressionnabilité le conduisirent, à l'époque de son émigration, à nombreuses conceptions mal fondées. Il y a cependant lieu de constater que si ses vues dans l'émigration étaient teintées d'illusions, si sous nombreux rapports elles étaient irréelles, non-révolutionnaires, les tentatives d'accomodement des peuples danubiens, tentatives réitérées à partir de 1851 et parachevées en quelque sorte par le projet d'une confédération danubienne en 1862, avaient un caractère bien plus positif que tout ce que l'époque avait produit.

Informés par Szemere, Marx et Engels s'étaient formé une image partiellement inexacte de Kossuth.

On pourra se former une image plus exacte de lui d'après la partie de l'étude de Kossuth traitant de sa politique de l'émigration.

3. Dans le développement des idées de József Eötvös (1813—1871) on relève, dès le début, des influences contradictoires.⁴⁸

Il fut élevé d'abord par sa mère, dans un esprit qui était celui des grandes familles aristocrates de l'époque.

Plus tard il eut comme précepteur le libéral József Pruzsinszky qui avait participé au mouvement des jacobins hongrois, et dont le caractère puritain et les sentiments patriotiques exercèrent une profonde influence sur le jeune homme.

Eötvös commença ses études universitaires à l'aube de l'époque des réformes.

Ses études terminées, il embrassa une carrière politique, puis, à l'âge de 22 ans, il parcourut l'Angleterre, l'Allemagne et la France, s'initia au système social, politique et économique de ces pays, fit la connaissance des grandes personnalités de l'époque, Victor Hugo, Lamartine, Guizot et Chateaubriand.

Ses voyages lui permirent de connaître la vie du capitalisme, de la société bourgeoise, d'entrevoir ses déficiences, ses contradictions, mais aussi de la comparer à l'état arriéré de son pays.

C'est avec de telles impressions qu'il revint en Hongrie.

Riche en expériences il examinait d'un oeil critique les anomalies et les anachronismes de la société et la vie politique hongroises.

En 1839 il écrivit son „Avis concernant l'amélioration des prisons”, puis, l'année suivante un article sur l'émancipation des Juifs.

A la diète de 1839—40 il représenta dans la chambre haute les vues de l'opposition de la chambre des députés, luttant pour l'égalité des religions, la

⁴⁸ Sötér, I.: Eötvös József. Akadémiai Kiadó, Bp. 1953. 413 p.

liberté de la parole et contre le consentement du conjoint non catholique à élever les enfants à naître dans la religion catholique.

Dans la discussion de Széchenyi et de Kossuth il embrassa le parti de ce dernier qu'il défendit dans son ouvrage intitulé „Kelet népe et Pesti Hirlap”.

Plus tard il forma avec Szalay, ainsi que quelques amis le groupe de l'opposition qui se détacha de Kossuth, le groupe des centralistes.

Les centralistes attaquaient l'autonomie des comitats qu'ils considéraient comme une entrave au progrès et la serre des abus, et indiquaient comme garanties du développement, et dorénavant aussi comme protection du peuple, la centralisation de l'administration publique, le parlement représentatif et le gouvernement responsable qui étaient susceptibles d'assurer l'indépendance bien mieux que le comitat défendu par Kossuth et son groupe.

Eötvös traita des questions théoriques du centralisme et du municipalisme dans son pamphlet intitulé Réforme.⁴⁹

Il y compare les Etats constitutionnels occidentaux et la Hongrie et insiste sur trois différences principales: a) les conditions découlant des différences de classes existant selon la constitution, b) la situation de la législation, c) conditions de l'administration publique.

Il distingue la population noble et roturière du pays, et démontre, à la base des statistiques que 1/20^e partie environ de la population est noble, 19/20^e non noble. En examinant les différences entre les deux parties il constate que „tous les droits constitutionnels reviennent exclusivement à la première, tous les devoirs relevant du maintien de l'état public à la deuxième classe”.

Il démontre qu'au point de vue de la législation il existe nombreuses relations qui dans la vie des lois n'entrent pas dans la compétence de la législation.

En ce qui concerne le nombre de ceux qui détiennent les droits constitutionnels, il constate que pour 19 parties sur 20 de la population la constitution n'existe pas.

Les sujets de la législation ne sont donc intéressés qu'à une petite partie des affaires publiques, tandis que sous les autres rapports la nation est soumise à un pouvoir absolu.

En ce qui concerne l'administration publique, il en insiste sur trois particularités.

L'organe (le corps) administratif détient en même temps le droit de juridiction, autrement dit les attributions judiciaires et administratives ne sont pas séparées.

L'administration publique est décentralisée, et ne présente aucune unité. Il s'ensuit qu'à la différence des Etats développés, le pouvoir administratif était exercé en partie par le gouvernement, en partie par les conseils municipaux, indépendamment l'un de l'autre et sans principes unitaires, au point qu'on relevait des divergences d'opinion entre les organes du gouvernement même.

Enfin le principe de la responsabilité fait entièrement défaut à l'administration publique.

Comme il n'y a que la noblesse à participer à l'administration publique, les droits constitutionnels ne sont exercés que par 1/20^e de la population, on ne peut compter que sur la protection de la vingtième partie de la nation. En outre, vu que la majorité des fortunes est détenue par une minorité de la

⁴⁹ Eötvös, J.: Összes művei (Oeuvres complètes). Vol. XI. Bp. 1902.

population, la patrie „ne pourra jamais s'élever à la force et à la puissance qui lui reviennent de droit selon le nombre de sa population”.

Il ne fait pas de doute que la législation, du fait de sa structure, est incapable de tout progrès et se prête uniquement au maintien de la situation présente.

Les attributions juridiques et administratives n'étant pas séparées, le principe de l'indépendance judiciaire ne peut pas être mis en valeur, tout comme le principe de l'interdépendance des fonctionnaires ne peut pas être réalisé dans l'administration publique.

La vie constitutionnelle de la Hongrie relève du système des comitats.

Eötvös déplore qu'on attende la solution des problèmes de réforme de cette corporation essentiellement conservatrice.

Il désapprouve en outre que les comitats soient identifiés avec les institutions municipales, les deux organes étant fondamentalement différents.

L'idée de l'autonomie repose sur deux principes:

a) ceux qui sont intéressés dans une affaire ont le droit de participer à la gestion de l'affaire, b) personne en dehors des intéressés ne peut intervenir dans la gestion de l'affaire en question.

Etant donné que dans notre système de comitats ces deux principes ne se font pas valoir, puisqu'„il n'y a point d'affaire dans ce pays qui ne relève pas de la compétence du comitat,” ce dernier s'acquitte de tant de fonctions que le principe municipal ne peut pas prévaloir. C'est se qui fait selon Eötvös, sa faiblesse.

Il est de l'avis que le système de comitats est en opposition directe avec le progrès dont il n'assure pas les conditions. Il n'y existe pas de législation bien organisée qui, après avoir reconnu les besoins soit susceptible de se mettre à la tête du progrès, il n'y existe pas d'ordre et de véritable liberté.

Eötvös reconnaît que les municipalistes ont raison lorsqu'ils affirment que dans la situation donnée le comitat constitue une des principales garanties de la constitution.

Toutefois, si l'on peut créer d'autres garanties permettant de protéger la constitution, comme par exemple le gouvernement responsable et le parlement, il n'est plus nécessaire de maintenir cette forme périmée.

Quant à la participation égale aux charges publiques, il en démontre la nécessité en déclarant: quoi de plus honteux que le fait que la couche de la nation jouissant de la plus grande partie des biens ne fait rien pour les intérêts de la nation. Ailleurs il dit: „le jour-même où elle élèverait toute la nation au rang de la noblesse... la patrie serait perdue.”

L'immunité fiscale de la noblesse manque, à son avis, de tout fondement juridique. Il argumente de la manière suivante: 1. au point de vue du droit naturel, l'immunité fiscale n'est manifestement point motivée, puisque selon ce droit tous les hommes sont égaux. 2. elle n'est pas davantage valable aux termes du droit canon, vu que le christianisme, — dit-il, „proclame l'égalité des hommes devant Dieu, non pas pour qu'ils ploient sous des fardeaux inégaux”. 3. En analysant le problème à la base du droit historique, il arrive à conclure que l'immunité fiscale de la noblesse est inconcevable, parce que si nous consultons les anciennes lois nous lisons partout que la noblesse est

astreinte au service militaire, de même qu'elle doit faire des recrues en proportion avec ses domaines.

Cela signifie donc que dans les siècles passés la noblesse n'était pas exempte des impôts.

En passant aux questions de la représentation nationale, il n'hésite pas d'en déclarer la nécessité, puisque „ce n'est que si notre législation représente tous les intérêts dans la mesure qui leur convient que nous pouvons espérer que la patrie connaîtra une période de prospérité.

Dans la deuxième partie de son ouvrage Eötvös traite des conditions de la réforme.

Il commence par déclarer que la condition première du progrès et du développement est l'ordre.

L'ordre à son tour nécessite l'unité de l'administration publique et la détermination exacte de la compétence et des attributions de l'organe administratif, autrement dit, l'existence d'une juridiction, — deux conditions que seuls la centralisation et un gouvernement ferme sont susceptibles de créer.

La réforme n'est réalisable, à son avis, qu'au prix de la centralisation du pouvoir gouvernant et de l'instauration d'un gouvernement responsable.

Les idées de la centralisation et de la responsabilité sont intimement liées; „il y faut une ignorance ou une malveillance presque-illimitées pour ne pas reconnaître que lorsqu'il n'existe pas de gouvernement responsable, la centralisation des affaires publiques conduit à l'absolutisme; d'autre part, on ne peut pas parler de la responsabilité d'un gouvernement lorsqu'il n'y a pas de centralisation”.

Eötvös désire maintenir la monarchie qu'il considère comme nécessaire, mais il estime que l'institution de la responsabilité du gouvernement n'est point incompatible avec elle.

Il est de l'opinion que la solidarité avec la monarchie est assurée non pas par le système gouvernemental existant qui est défectueux, mais par les intérêts communs.

La responsabilité du gouvernement loin de porter préjudice aux intérêts de l'empire est susceptible de les promouvoir, vu que les „faux rapports” de la nation et du gouvernement une fois liquidés, l'attachement du pays à l'empire ne ferait qu'augmenter.

Eötvös considère la législation comme l'unique, le principal moyen de la réalisation de la réforme. Il s'ensuit qu'il faut corriger les déficiences de la législation, c'est-à-dire qu'il faut modifier le point de vue selon lequel la législation ne représente que certaines classes, et non l'ensemble de la nation, de même qu'il faut lui conférer l'indépendance nécessaire.

Le premier tient directement des privilèges de la noblesse, la seconde relève indirectement des privilèges et directement du droit de consigne des comitats.

La réforme ne peut donc être exécutée que si les conditions suivantes sont satisfaites: 1. la législation doit être indépendante. 2. „Le pouvoir exécutif étant soumis à la législation ne pourra ni activement, ni par négligence, en contrecarrer les intentions”.

En 1848 Eötvös devint ministre des affaires religieuses et culturelles du premier gouvernement responsable.

Dans cette position il s'efforçait de réaliser ses idées dans le domaine des affaires ecclésiastiques et scolaires et tentait d'aplanir les différends se présentant à l'intérieur du conseil des ministres.

Son projet portant sur la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que la laïcisation de l'enseignement, est extrêmement important et accuse de traits fort progressistes.

Il est vrai qu'Eötvös se trouvait en opposition avec la politique de Kossuth en 48—49 et représentait, déjà en automne 48, le point de vue d'un accord avec les Habsbourg, c'est à dire celui du parti pacifique des années suivantes. Après 1849 il se rangea du côté du groupe de droite de la noblesse aisée, qui s'était définitivement détournée de la révolution.⁵⁰

Après le démissionnement du gouvernement Batthyányi il passa à l'étranger et s'établit à Munich.

C'est ici qu'il écrivit son grand ouvrage en deux volumes, intitulé „L'influence des idées directrices du XIX^e siècle sur l'État”⁵¹ dans lequel il analyse les idées maîtresses de l'époque, la liberté, l'égalité et la nationalité, ainsi que le but de l'État, le rapport de l'individu et de la communauté, les critères du progrès. Le deuxième volume de l'oeuvre est consacré à la description de l'État assurant le plus parfaitement le développement de l'individu.

Enfin il expose sa foi en l'évolution, tout en déclarant que le progrès peut parfois subir un arrêt, mais dans l'ensemble le développement ne connaît point de stationnement.

L'ouvrage s'inspire avant tout des événements politique européens et particulièrement de l'histoire de France auxquels Eötvös a tenté d'appliquer la conception du droit naturel de Kant.

Il explique l'État sur la base de la religion, sa conception de la société, de l'État et du droit sont d'un idéalisme extrême. Son idée maîtresse, est, tout comme celle de la théorie de la politique et du droit positiviste, l'individualisme, la liberté de l'individu qu'il place au-dessus de tout et qu'il considère être dans un rapport étroit avec la libre concurrence: „le principe de la libre concurrence est donc le principe de la liberté individuelle à laquelle nous devons tout le progrès réalisé jusqu'à ce jour”.

L'ouvrage en question est en partie progressiste, en partie conservateur, quant à son influence, il doit être considéré comme purement conservateur et même réactionnaire, étant donné qu'Eötvös y a mis en relief les thèses conservatrices de la théorie du droit bourgeois du début du XIX^e siècle qui ne manquèrent pas d'encourager les tendances réactionnaires.

En même temps il est certain, que le livre d'Eötvös marque une nouvelle étape dans la littérature politique. Au point de vue de la méthodique il a rompu avec les écoles connues, en assignant des cadres beaucoup plus larges aux sciences politiques, et bien que, du point de vue philosophique il fût parti des principes du droit naturel allemand il réussit à se libérer, à certains égards, de l'hégémonie de la théorie du droit allemand.

⁵⁰ Mátrai, L.: „Doktrinerek” a marxizmus első magyarországi ellenfelei c. cikke. (Les „doctrinaires”, les premiers adversaires du marxisme en Hongrie). Magy. Fil. Szemle, Bp. 1958. no. 3—4.

⁵¹ Eötvös, József: A XIX. század uralkodó eszméinek befolyása az államra. (L'influence des idées directrices du XIX^e siècle sur l'État). 3^e éd. Bp. 1885. 393 p.

Il fonde ses vues sur les thèses de Bacon, en particulier là où il préconise la méthode inductive et dit „seul ce qui se base sur des faits positifs et ce qui est susceptible d'être démontré de façon objective mérite le nom de science”.

En même temps, il nie la possibilité de reconnaître dans la société des lois aussi rigoureuses que celles des sciences naturelles, car les sciences politiques „n'arriveront jamais au degré de certitude qui caractérise les sciences naturelles.”

Comme on l'a déjà indiqué, les trois idées dominantes du XIX^e siècle sont pour lui la liberté, l'égalité et la nationalité.

La liberté est, à son avis, l'état „dans lequel l'homme est en mesure de se servir dans les limites du possible de ses propres forces, de même que de la force de la nature qui l'entoure, pour atteindre les buts qu'il s'est fixés lui-même”.

Dans les cadres d'une vie publique soumise à des règles déterminées on parlera d'égalité „si l'individu ne possède aucun privilège, ni ne porte aucune charge particulière”.

Quant à l'idée de la nationalité, Eötvös la condamne en tant que tendance se manifestant en opposition à d'autres nations et à leurs intérêts. Or selon sa conception: „la base de toute tendance nationalitaire est le sentiment d'une vocation supérieure, tandis que le but en est la domination”.

Cela est contraire à l'idée de la liberté et de l'égalité. L'égalité, à son avis, n'est pas donnée dans la nature, elle ne se réalise qu'au prix d'une restriction de la liberté dans l'Etat.

Identifier la liberté avec l'idée de la souveraineté du peuple et l'égalité avec la participation égale de chacun au pouvoir d'Etat, conduit — selon Eötvös — à la tyrannie.

La liberté, telle qu'il l'entend, signifie qu'il n'existe dans l'Etat aucun pouvoir illimité, tandis que l'égalité correspond, à son avis, à la liberté de l'individu.

Ceci est, selon Eötvös, d'une importance décisive puisque tout progrès est dû à cette liberté.

Ce qui ouvre le champs le plus vaste à la liberté de l'individu c'est la libre concurrence et non pas l'égalité universelle.

En analysant le type d'Etat permettant à la liberté humaine de se réaliser, il part également de l'idée de la liberté de l'individu.

La base juridique de l'Etat est, selon Eötvös, la rationalité, son but la sécurité de l'individu, autrement dit la sécurité personnelle et matérielle, la garantie du caractère sacré de la propriété privée.

Pour accomplir cette tâche l'Etat doit être fort c'est-à-dire centralisé.

Si l'on veut éviter l'avènement de la tyrannie, il faut mettre le pouvoir central entre les mains de plusieurs, respectivement si l'on en investit des individus, il est besoin de garanties, étant donné que même là où la volonté de la majorité prévaut dans l'Etat, la liberté de l'individu demande à être protégée vis-à-vis du pouvoir absolu de l'Etat.

Cette garantie existe sous sa forme la plus idéale dans la monarchie absolue, puisque c'est là qu'on peut le mieux „restreindre le cercle à l'intérieur duquel l'Etat exerce son pouvoir absolu”.

Dans un bon Etat toutefois les organes centraux ne limitent point la validité du principe de l'autonomie, et c'est le rapport correct des deux qui assurent la stabilité de l'Etat.

Cette conception réactionnaire se fonde sur la crainte de l'avènement des masses au pouvoir, peur qui l'incite à chercher dans le passé la forme d'Etat qui assure une protection contre ce danger.

En examinant le rapport entre l'Etat et l'Eglise, il déclare qu'aucun Etat ne peut se maintenir sans religion".

Cependant, partisan du principe de la séparation de l'Etat et de l'Eglise, il affirme aussi que l'Etat ne peut exercer aucune tutelle sur l'Eglise, en même temps que l'Eglise doit servir de base et d'appui moral à l'Etat, et ceci d'autant plus que „la nation du droit est toujours basée sur nos idéaux religieux et" ce n'est que là qu'on peut compter sur le respect du droit et de la religion qui sert d'appui à l'Etat.

Rentré en Hongrie, Eötvös poursuit sa carrière dans la vie publique.

A la diète de 1861, il tient, à côté de Deák, un rôle fort important, et dans le gouvernement qui se constitue en 1867 sous la présidence d'Andrássy, Eötvös est placé à la tête du ministère de l'éducation.

C'est alors qu'il réussit à mettre en pratique une partie de ces idées, notamment l'égalité en droit du moins partielle des confessions, et la constitution de la loi sur les écoles primaires.

On codifie également l'émancipation des Juifs, dans laquelle Eötvös a joué un rôle fort important.

Son activité politique infatigable finit par miner sa santé et en 1871 il succomba à une longue maladie.

László Szalay (1813—1864) fut un des compagnons d'idées les plus fermes d'Eötvös aussi bien en ce qui concerne le caractère modéré de ses vues que son centralisme.

S'il est nettement progressiste dans les années 1840, il ne l'est guère plus à partir de l'automne 1849, et surtout après 1849.

C'est un excellent juriste qui reconnaît „que la nation est arrivée au seuil d'une époque où les anciens moyens sont devenus inutilisables, où il faut recourir à des moyens nouveaux, afin de voir, enfin s'ouvrir l'arche sainte de l'avenir de la nation".

Il insistait sur l'importance de la législation, mais davantage qu'aux tendances du droit public, il s'intéressait à la législation civile et pénale.⁵²

En ce qui concerne l'organisation de l'Etat il préconise, conformément à la théorie de la division du pouvoir, à côté du corps législatif les deux autres corps indiqués par Montesquieu.

Pour ce qui est de la représentation nationale, il n'est point partisan de l'idée d'une extension de celle-ci.

Szalay est certainement une des figures centrales de la vie juridique de l'époque des réformes. Il a largement contribué à l'élaboration de l'idéologie des centralistes et reconnu la nécessité de ramener la pensée politique et juridique sur des bases philosophiques.

Il fut l'ennemi de l'adaptation servile de la philosophie allemande dont il remarqua les nombreuses déficiences et le caractère réactionnaire et ne cessa de lutter contre elle.

⁵² Csengeri, A.: Magyar szónokok és államférfiak. (Orateurs et hommes d'Etat hongrois). Bp. 1851.

Il rejette cependant aussi la pensée de Kant qui par la catégorie aprioristique du droit a créé un abîme entre „l'idée et le fait positif”.⁵³

De même, il repousse la conception de l'école de l'histoire du droit, qui selon lui „s'est écartée de la raison.”

C'est au cours de la codification que Szalay a fait valoir son point de vue de principe.

Il a eu le grand mérite de conserver les idées de l'époque des lumières et de chercher la philosophie qui, telle une boussole, aide l'homme à avancer de l'idée jusqu'à l'action dans laquelle „la science juridique et la politique peuvent se rencontrer”.

En dépit de ses idées progressistes il s'arrêta malheureusement bien souvent lorsqu'il s'agit de les mettre en pratique; le politicien liait les idées du philosophe, dans les problèmes relevant de la séparation de l'Etat et de l'Eglise, dans plus d'une question du droit pénal et du droit de vote des villes.

Confrontant certaines idées de la révolution française et les doctrines politiques et juridiques bourgeoises avec les conditions hongroises, il aboutit en effet au résultat qu'il fallait en quelque sorte adoucir la pointe révolutionnaire des changements apportés par la révolution, ce qui correspondait à ses convictions de réformiste qui entendait résoudre les conflits d'en haut.

Il voulait éviter la révolution et étendre l'égalité en droits (dans l'esprit de la révolution française) sur tout le monde. Cependant par „tout le monde” il entendait uniquement la bourgeoisie avec l'exclusion des masses prolétariennes.

Sa philosophie du droit — comme cela ressort de son étude intitulée „Codificatio” se nourrit de la philosophie d'Hegel.

Toutefois il méconnaît la dialectique d'Hegel en écrivant „ceux qui partent de cette idée ne doivent pas appliquer la mesure de leur propres idées aux siècles écoulés; cela signifie que l'idée ne doit pas être située dans un cycle qui ne connaît pas de progrès; cela signifie que le réel n'est pas autre chose que l'incarnation de l'idée”.

Une autre manifestation de l'influence d'Hegel est sa tentative de résoudre l'opposition de l'idée et du réel qu'il veut fondre en une unité.

Il reconnaît également le rapport du contenu et de la forme à propos duquel il déclare: „le jour même où nous secouerons les liens qui nous rattachent au passé non point comme à l'histoire, mais comme à un cadavre, nous choisirons des formes initiées par nous, pour atteindre le but commun”.

Ainsi au cours du développement de 48, il considère comme une tâche primordiale la réalisation de l'unité de la forme et du contenu, „la rédaction de lois correspondant aux nouvelles conditions de vie et la liberté de la presse”.

Il attribue une importance décisive à la réforme de la codification et de la législation.

A côté de la suppression des privilèges de la noblesse, l'inaliénabilité des biens patrimoniaux, de la corvée et de la dîme, il demande l'élaboration de nouvelles lois conformes à son principe qui veut notamment, que „la rédaction de la loi soit a) claire, c'est-à-dire ne comporte rien d'étranger, rien qui ne soit pas loi, qui ne soit l'expression directe de la volonté du législateur; le code justinien, en faisant mention des airs contraires et reprouvés par-lui pêche

⁵³ Cf. Szabó, I.: op. cit.

L. Szalay: Codificatio. Budapesti Szemle. 1840. 241. p.

contre cette règle et les incongruités de cette manière furent déjà blâmées par Bacon, lorsqu'il déclara: *leges non decet esse disputantes sed iubentes*; b) simple, c'est-à-dire éviter tout ce qui désire agir sur l'homme par sa forme; c'est contre cette règle que pêche par ex. la loi pénale anglaise qui s'efforce d'augmenter la dignité de la sanction ou la clarté de la loi par la répétition fréquente du même mot; c) correcte, c'est-à-dire que la thèse soit donnée sous une forme brève comprenant chaque mot nécessaire et éliminant tout ce qui est superflu; enfin d) il faut s'efforcer de conférer à la loi intérieurement par la vérité, comme extérieurement par le calme et la force un caractère de majesté qui incite l'âme à l'admiration".⁵⁴

En ce qui concerne la structure de l'organisation de l'Etat, Szalay a reconnu le rôle rétractif des comitats, comme témoigne cette phrase: „Ce qui pour les noms des nobili vénitiens fut le livre d'or, est pour l'aristocratie le système de comitat.”

L'un et l'autre sont des livres somptueusement reliés, dans lesquels les élus peuvent reposer en toute tranquillité”.

En raison de leur caractère conservateur, les comitats pesaient fortement sur la vie publique. Szalay reconnaît la nécessité des moyens plus modernes, comme le parlement et le gouvernement responsable.

Ces considérations théoriques, auxquelles il avait été amené au cours de ses expériences devaient faire leur preuve dans la pratique.

Szalay joua un rôle important dans les travaux de la codification du code pénal en 1848, ensuite dans la constitution des cours d'assises et de la réglementation de leur structure et leurs attributions.

Après la révolution, il fut obligé de s'enfuir à l'étranger et mourut sur le chemin du retour à Salzbourg.

4. Les années 1840 virent se développer de plus en plus nettement l'idéologie de la troisième aile du mouvement de réformes, des radicaux plébéiens.

L'époque des réformes fut inaugurée par les réformes de Széchenyi, auxquelles succéda l'activité révolutionnaire de Kossuth, représentant de la noblesse moyenne et de la bourgeoisie. A côté de celle-ci le radicalisme plébéien ne cessa de se fortifier.

En ce qui concerne ses revendications cette tendance dépassa Kossuth, et en particulier Széchenyi.

Ses dirigeants, Tánácsics, Petőfi, Vasvári, Madarász ne se contentèrent plus des revendications bourgeoises-libérales.

Ils nièrent le rôle dirigeant de la noblesse tel qu'il était proclamé par Kossuth.

Ils reconnurent que la noblesse ne servait pas ses intérêts, n'assurait pas la liberté et le bien-être des masses du peuple.

Dès le début ils avaient exigé la libération des serfs et ceci sans rachat, en alléguant qu'au cours des mille ans la paysannerie avait largement payé en travail le prix de sa liberté.

De plus, ils demandaient que la paysannerie fût non seulement libérée, mais dotée également de moyens de subsistance, autrement dit de terres, c'est-à-dire qu'elle fût individuellement et matériellement libre.

Parlant du principe de l'égalité des hommes libres, ils exigeaient la parti-

⁵⁴ Spira, G.: A magyar forradalom 1848—49-ben. La révolution hongroise en 1848—49). Bp. 1959. 676 p.

cupation égale aux charges publiques, la liquidation de tous les privilèges de la noblesse, la suppression de la neuvaïne, de la dîme, du cens, ainsi que l'octroi des droits politiques. Cette dernière revendication était censée assurer la transformation révolutionnaire. En effet, sachant fort bien que la noblesse et même la bourgeoisie qui en partie les appuyait, ne consentiraient jamais à satisfaire les revendications radicales qu'ils avaient inscrites dans leur programme, ils tendaient à réaliser la représentation nationale qui permet aux masses plébéiennes de gagner du terrain dans le parlement sous le rapport de la législation et l'administration publique.

La noblesse et la bourgeoisie voulaient notamment exclure ces masses de l'exercice du pouvoir d'Etat en leur octroyant des droits qui n'assuraient qu'une égalité purement formelle.

Ils le faisaient avec d'autant plus de raison que même l'opposition nobiliaire la plus „de gauche”, avec à la tête Kossuth ne se montrait guère disposée à instaurer un système représentatif, intégral puisqu'elle considérait la noblesse comme la charpente et la force dirigeante de la nouvelle société, et défendait naturellement les biens et les droits de cette noblesse.

Or l'aile radicale de gauche s'attaqua même à ceux-ci, demandant le partage d'une partie des terres et même la confiscation des domaines des couches anti-révolutionnaires. Il n'est que trop évident que l'opposition nobiliaire ne pouvait point accepter cette revendication et qu'elle s'efforçait d'entraver l'avènement du système représentatif.

En conséquence des événements qui eurent lieu en mars 1848, les masses populaires dirigées par Petőfi et Táncsics passèrent au premier plan, puisque malgré la réaction de la cour, c'est grâce à leur mouvements, que la cour et le gouvernement se virent obligés de faire certaines concessions qui devaient servir de base aux événements ultérieurs.

Un signe de cette progression de la gauche fut qu'à la diète de 1848, Mihály Táncsics, fils de serfs fut délégué à la Chambre des Députés⁵⁵ du parlement.

En ce qui concerne leur conception politique les radicaux dépassèrent également de beaucoup les revendications de l'opposition nobiliaire, puis qu'ils réclamaient non seulement l'indépendance proclamée par Kossuth laquelle, en fin de compte n'aurait pas porté atteinte à l'existence de la monarchie, mais l'indépendance absolue, la séparation complète d'avec l'Autriche aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique, et, ce qui est le principal, l'abolition de la monarchie, l'avènement de la république.

C'est cette république qui, à leur avis, aurait permis de réaliser leurs revendications radicales, c'est-à-dire indépendance de l'Autriche, instauration du système de représentation nationale, autrement dit égalité en droit des masses plébéiennes au point de vue du droit public et du droit privé et qui en outre aurait pu servir d'instrument de la dictature des masses, frappant sans merci les forces réactionnaires, anti-révolutionnaires et créant la possibilité du ralliement de la nation entière.

Les manifestations des masses de Pest pour la république effrayèrent la cour de Vienne, tout comme la diète siégeant à Pozsony. „Le mot était grand, plus grand que tout ce qui avait jamais été prononcé en Hongrie”.⁵⁶

⁵⁵ Kossuth emlékkönyv id. mű. (op. cit. Mélanges Kossuth).

⁵⁶ Táncsics, Mihály: Életpályám (Ma vie). Réd. et introd. par J. Czibor. Bp., 1949. 463 p.

Le mouvement oblige la cour à battre en retraite. Le 7. avril l'empereur⁵⁷ accepte l'adresse ayant comme sujet la nomination d'un gouvernement responsable, la diète adopte les lois et le 11. avril, après avoir sanctionné toutes les lois, le roi clôt la diète.

Les masses eurent tôt fait de reconnaître la politique hésitante du gouvernement, politique à laquelle s'applique mutatis mutandis la remarque de Marx concernant la république française de février 1848. Marx avait dit: „le plus grand mérite que la jeune république s'attribuait était de n'effrayer personne, au contraire de vivre sans cesse dans la crainte, d'assurer son existence et de désarmer la résistance par sa débonnairété et son incapacité de résister.”

On proclamait à haute voix à l'adresse des classes privilégiées en deçà, et des régimes absolutistiques au delà des frontières que la république était d'un caractère pacifique.

Sa devise était: „vivre et laisser vivre.”

C'est la gauche radicale qui avertit le gouvernement et le parlement que „la révolution, loin d'être achevée, ne commencera fort probablement que d'ici en quelque temps”, de sorte que „si le gouvernement ne s'apprête pas à dé-fendre la patrie, notre liberté, notre constitution ne dureront qu'autant que le bon-plaisir de notre ennemi.

Or son bon plaisir ne pourra durer que jusqu'au moment lui semblant propice à restaurer l'ancien régime.

Cependant l'argumentation ne réussit pas à persuader le gouvernement qui ne se rendit compte des desseins astucieux de la politique impériale que lorsque les armées ennemies avaient déjà franchi la frontière du pays.

Seul Kossuth avait compris le danger d'une attaque de la cour de Vienne, encore qu'il espérait qu'elle pourrait être évitée.

Ainsi lorsque l'évènement reduté survint Kossuth obtint, à l'appui des larges masses du peuple, que l'assemblée nationale votât les crédits et qu'une souscription publique put être ouverte pour couvrir les besoins d'argent et augmenter l'effectif de l'armée.

La gauche radicale avait donc été le représentant le plus conséquent de la révolution et son défenseur le plus dévoué.

Elle joua un rôle important dans la création de la „Magna Charta” de la révolution hongroise de 1848—49, charte qui contient sous une forme quelque peu modérée et abrégée une partie considérable de ses revendications.

5. L'apparition de l'écrivain et du politicien Mihály Táncsics (1799—1884) marque le début d'une nouvelle époque de l'histoire du peuple hongrois, l'époque dans laquelle le peuple prend conscience de la réalité sociale et commence à envisager les possibilités de la transformation de son existence.

L'activité de Táncsics dans la vie publique y introduisit une nouvelle conception, un nouveau ton.⁵⁷

Ses idées étaient souvent exagérées et manquaient de clarté en ce qui concerne les questions de détail, mais elles témoignaient d'une nette prise de conscience.

Conformément à son énergie en plein essor, ses pensées vagabondant dans tous les domaines de la vie sociale: il entend résoudre tous les problèmes qui

⁵⁷ M. Táncsics: Ceglédi levelek (Lettres de Cegléd). Introd. par D. Nagy. Cegléd. 1957. Ceglédi Múzeum. pp. 16—19.

surgissent dans la vie politique comme dans la vie économiques, partout il veut du nouveau, mais partout et toujours son but est de servir le bien public.

Il croit en ses idées, en son peuple, en sa vocation. Ses idées toujours rebelles et extrêmes visent invariablement à la libération totale du peuple travailleur.

Ces idées, il s'efforçait de les adapter à l'époque et à la situation politique de façon à les rendre le plus efficaces possible.

Táncsics en essayant de collaborer avec les réformateurs nobles et bourgeois, afin de réaliser ses idées avec leur appui se tourna avant tout vers Kossuth qui fut parmi les rares membres de la classe nobiliaire, qui surent reconnaître la situation du peuplé opprimé et les aspirations des serfs.

Quoique Táncsics avance bien plus loin que Kossuth lorsqu'il s'agit de la libération des serfs et la représentation nationale, c'est néanmoins en lui qu'il croit avoir trouvé l'homme qui le comprend le mieux.

Et il ne se trompait point, car lorsque le gouvernement procéda à son arrestation, c'est Kossuth qui l'aida à s'enfuir. Par reconnaissance Táncsics lui dédia son ouvrage intitulé: „Livre du peuple”, et y écrivait: „Tu seras élu député de l'assemblée nationale où tu auras l'occasion de te faire l'écho de la voix de tes frères paysans et de prendre le peuple tracassé sous ta protection”.

Cependant Kossuth ne réalisa cette prophétie qu'en partie, puisqu'il n'avait pas réellement compris les revendications du peuple et de ce fait ne put point lutter pour elles.

C'est Táncsics qui non seulement comprit ces idées, mais sacrifia sa santé et sa vie pour leur réalisation.

Il exigea la liquidation, sans rachat du servage, la libération complète des paysans, libération qui signifie la liberté économique, c'est-à-dire n'implique pas la privation des serfs de leurs moyens de production.

Il voulait que la paysannerie soit dotée de terres. Comme il envisageait le problème agraire du point de vue des paysans petits producteurs de marchandises, il approuvait l'existence de la propriété privée, et bien qu'engagé dans la voie révolutionnaire, il n'arriva jamais jusqu'à l'idée de la suppression de la propriété privée.

De même n'avait-il au début pas envisagé le partage des terres, ce n'est qu'en 1848 qu'il aboutit à la conclusion que les grandes propriétés devaient être réparties.

Il ne se contente pas de la simple émancipation des serfs, mais cherche le moyen de la parachever: „toute espèce de rapport censuel doit être liquidée, ... il est donc désirable que

a) la dîme du vin, de même que les autres dîmes et corvées soient abolies;
b) toute espèce de droit régalian et affermage seigneurial soit supprimée, les anciens affermages passent dans la possession des communes et que chaque seigneur tènement en bénéficie comme citoyen;

c) tous les accommodements censiers et contractuels témoignant de rapports de servage soient supprimés; c'est le pays qui doit assurer l'indemnisation, cependant je désire;

d) que seuls ceux aient droit à cette indemnisation, dont le revenu consiste uniquement de la dîme et de la corvée par contre ceux qui en outre possèdent un revenu annuel par exemple de trois mille florins au moins, ne reçoivent aucune indemnisation;

e) que les pâturages et les champs que dans les derniers 20 ans les propriétaires fonciers ou leur intendants avaient enlevés aux communes par la violence, la force armée, des menaces, des fraudes au sous n'importe quel prétexte soient incontinent rendus, à cette fin des juges doivent être élus par l'ensemble du peuple électeur dans chaque circonscription (ou cela semble nécessaire); je désire en outre;

f) que les terres des rebelles qui se sont soulevés contre la patrie soient partout et toujours attribués aux salariés agricoles et vaillants soldats volontaires hongrois.

En septembre 1848 Tánicsics renonce provisoirement à ses revendications, reconnaissant que la tâche primordiale était de créer l'unité nationale; il invite les masses à oublier leur colère et leur indignation et à se consacrer avant tout à la défense de la patrie et la conquête de l'indépendance nationale.

La condition première de la liberté et l'égalité est, à son avis, l'Etat hongrois indépendant, un Etat qui, en tant qu'incarnation de la souveraineté du peuple n'est plus la monarchie, mais la république.

La république, telle qu'il la conçoit, est le règne du peuple basé sur la représentation nationale, la dictature du peuple. Elle unirait les différentes nations et nationalités vivant sur le territoire de la Hongrie.

L'idée qu'il se fait de la république, n'est pas absolument nette, puisqu'il parle soit de république soit de monarchie dans laquelle le monarque serait le président de la république.

Comme il dit: „Moi je construis le trône tout autrement, il sera plus bas, avec une base plus large de sorte qu'il ne puisse pas s'écrouler, mais en général, il ne sera pas trop mis en évidence et ne se distinguera que peu des fauteuils”.

Il fait profession de foi de la souveraineté du peuple lorsqu'il dit que le peuple est libre et ce n'est pas le souverain qui accorde les droits au peuple, puisque c'est de par l'existence même du peuple qu'il en dispose. Le souverain peut tout au plus retirer au peuple les droits qu'il est tenu à rendre, parce que „il vaut mieux donner au peuple de la liberté et des droits aussi longtemps qu'il n'est pas mûr encore, c'est-à-dire aujourd'hui, même de toute façon le plus tôt sera le mieux, parce qu'une fois sa maturité atteinte, il ne vous le demandera plus, le possédant en lui-même, mais il le mettra en pratique et alors il y aura parmi vous qui ne lui en rendront point grâce”.

La conception reflète aussi certaines influences du droit naturel, notamment là où à propos de la liberté il analyse les droits fondamentaux de l'homme; il relève la liberté de la parole et de la presse, ainsi que celle de la communication des idées, et en remontant aux premières revendications du droit naturel il constate que le peuple a le droit de se retourner contre le souverain cruel et tyrannique.

D'autre part le peuple arrivé au pouvoir a aussi le droit d'exercer la dictature sur ses ennemis, même de leur ôter la vie.

Dans l'Etat qu'il imagine il fait valoir certains principes communistes, qui cependant manquent de tout fondement scientifique et reflètent plutôt les influences du socialisme utopistique français.

Tánicsics, tout en faisant quelques vagues pas dans la direction de l'idée de biens communautaires, est néanmoins fort éloigné de la propriété sociale telle qu'elle est interprétée par le socialisme scientifique.

Si d'une part il propose de transformer les terres enlevées aux traîtres et ennemis du peuple en propriétés communautaires, desquelles le propriétaire terrien peut également bénéficier, il admet d'autre part qu'au-dessous d'un certain maximum (2000 arpents) les terres restent en possession privée.

N'ayant pas reconnu et interprété correctement le rôle historique de la classe ouvrière et du prolétariat, il s'appuie en premier lieu sur la paysannerie, bien qu'il lutte aussi pour les intérêts de la classe ouvrière.

Il ne peut pas concevoir l'égalité absolue, car il dit: la société bourgeoise est dominée par l'idée de l'abolition des classes séparées, de l'égalisation universelle.

L'égalité complète et l'existence d'une classe ayant le moindre privilège sont incompatibles; ou il n'y a point d'égalité, mais il y a des classes privilégiées, ou alors il y a l'égalité, mais elle exclut toute espèce de classe privilégiée.

Si Tánacsics n'arrive pas à se former une image de la société sans classes, c'est que l'idée de l'absence de la propriété privée lui semble étrangère.

Dans les dernières années de sa vie il prend contact avec le mouvement ouvrier venant de s'organiser, mais n'en reconnaît pas l'importance, ne comprend pas que c'est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie qui seule est capable de créer une société sans classes qui ne connaît pas de classe privilégiée et dans laquelle règne la parfaite égalité.

Ses idées et ses objectifs politiques sont réunies dans son ouvrage intitulé „Révolution”.

Ses idées ont dépassé les résultats obtenus en 48, et comme il le constate dans son roman biographique, (Ma vie) la réalisation de ses idées est léguée à des générations plus énergiques et plus éclairées.

En résumant la vie et l'activité de Tánacsics, il semble certain qu'il fut un des représentants les plus éminents des aspirations du peuple hongrois qui a reconnu l'appel de son époque et a lutté sans jamais penser à soi-même.

On ne peut guère lui reprocher les déficiences et les lacunes de ses idées, car il devait créer du néant et ceux de qui il aurait pu apprendre, étaient plus regressifs que lui. C'est ce qui, à côté des conditions de classe insuffisamment développées dans son pays, explique les contradictions, les inconséquences de ses pensées, elles n'en doivent pas moins être considérées comme des erreurs positives, car ce qui compte c'est l'intention avec laquelle cet enfant de serfs devenu instituteur, a révélé au peuple que „la parole du peuple est la parole de Dieu”.

